

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Les fortes pluies survenues les 11 et 12 mai 2023 sur le territoire de la Région flamande sont reconnues comme calamité conformément au décret du 5 avril 2019 relatif à l'indemnisation des dommages causés par les calamités en Région flamande.

Art. 2. L'étendue géographique de la calamité, visée à l'article 1er, est limitée à la commune de Herent.

Art. 3. Les fortes pluies survenues le 12 septembre 2023 sur le territoire de la Région flamande sont reconnues comme calamité conformément au décret du 5 avril 2019 relatif à l'indemnisation des dommages causés par les calamités en Région flamande.

Art. 4. L'étendue géographique de la calamité, visée à l'article 3, est limitée à la commune de Zutendaal.

Art. 5. Pour les dommages occasionnés à la production agricole l'intervention ne peut être accordée que si la perte de production par agriculteur et par culture dépasse 30 %. La perte de production par culture est calculée sur la base de la superficie totale de la culture.

Art. 6. L'intervention est accordée et calculée conformément à l'article 25 du Règlement (UE) n° 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au Journal officiel de l'Union européenne L327/1 du 21 décembre 2022.

Art. 7. Le ministre flamand qui a les calamités dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 6 septembre 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/007197]

16 MAI 2024. — Décret relatif à la réduction du décrochage scolaire et à la lutte contre l'absentéisme des élèves (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

Section 1. — *Dispositions modificatives relatives à la fréquentation scolaire régulière*

Article 1^{er}. Dans le Livre 1, Titre VII, Chapitre 1^{er}, section II, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il est inséré une sous-section 1 intitulée « *Du contrôle systématique de la fréquentation scolaire régulière* » reprenant les articles 1.7.1-7 à 1.7.1-9.

Art. 2. L'article 1.7.1-8 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« **Article 1.7.1-8. §1^{er}.** *Les écoles contrôlent de manière systématique la régularité de la fréquentation scolaire des élèves.*

§ 2. *Les demi-jours d'absence en raison de la maladie de l'élève couverte par un certificat médical, de la convocation par une autorité publique, du décès d'un parent, de la participation à des compétitions pour les sportifs de haut niveau, sont considérés comme justifiés. Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles ces absences sont justifiées et peut fixer d'autres motifs d'absence d'un demi-jour considérée comme justifiée.*

Le directeur peut, selon les modalités fixées par le Gouvernement, considérer comme justifiée l'absence d'un demi-jour en cas de force majeure ou en cas de circonstances exceptionnelles liées à des problèmes familiaux, à des problèmes de santé mentale ou physique de l'élève, à des problèmes de transports.

§ 3. *Est considéré comme demi-jour d'absence injustifiée :*

1°. *dans l'enseignement fondamental, l'absence non justifiée de l'élève durant un demi-jour de cours ;*

2°. *dans l'enseignement secondaire, l'absence non justifiée de l'élève pendant quatre périodes complètes de cours comptabilisées sur un même demi-jour de cours ou sur plusieurs demi-jours de cours distincts au cours de l'année scolaire.*

Les écoles traitent les retards des élèves conformément au cadre disciplinaire énoncé dans leur règlement d'ordre intérieur. ».

Art. 3. L'article 1.7.1-9 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« **Article 1.7.1-9. § 1^{er}.** *Chaque école tient un registre de fréquentation des élèves pour chaque classe.*

Les données de fréquentation sont transmises aux services du Gouvernement selon les modalités visées à l'article 1.7.1-10.

§ 2. *Les registres de fréquentation sont obligatoirement tenus chaque jour par l'école, et ce, à partir du premier jour ouvrable scolaire de l'année scolaire.*

§ 3. *Dans les années d'études de l'enseignement fondamental concernées par l'obligation scolaire, chaque registre précise, pour chaque demi-jour de cours et pour chaque élève, la présence, le retard, l'absence justifiée d'un demi-jour de cours et l'absence injustifiée d'un demi-jour de cours.*

Les informations visées à l'alinéa 1^{er} sont relevées durant la première heure de cours de chaque demi-jour scolaire et sont introduites dans les registres de fréquentation quotidiennement.

§ 4. *Dans les années d'études de l'enseignement secondaire, chaque registre précise, pour chaque demi-jour de cours et pour chaque élève, la présence, l'absence justifiée à une période de cours, le retard, l'absence injustifiée à une période de cours, l'absence justifiée d'un demi-jour de cours, l'absence injustifiée d'un demi-jour de cours.*

Les informations visées à l'alinéa 1^{er} sont relevées à chaque période de cours et sont introduites dans les registres de fréquentation quotidiennement.

§ 5. Les écoles actualisent leurs registres de fréquentation de manière à ce que toute absence injustifiée d'un élève y figure le jour où son caractère injustifié est connu.

Le caractère injustifié d'une absence est confirmé par les écoles dans un délai de cinq jours ouvrables scolaires à dater du jour de l'absence. A défaut d'avoir été justifiée dans ce délai, une l'absence est réputée être injustifiée.

En cas d'erreur dans les informations introduites ou lorsque la justification de l'absence est communiquée à l'école après ce délai en raison d'un cas de force majeure ou en raison de circonstances exceptionnelles, le directeur en informe immédiatement les services du Gouvernement, lesquels apportent les corrections adéquates.

§ 6. Sans préjudice des dispositions de l'article 1.7.3-1, § 3, lorsque la présence ou l'absence de l'élève n'est pas introduite, ou est introduite de manière incorrecte, dans le registre de fréquentation avant toute date de comptage, celui-ci n'est pas comptabilisé à la date de comptage concernée pour le calcul du capital-périodes ou du nombre total de périodes professeurs, du cadre organique du personnel non chargé de cours, des minima de population scolaire, et des dotations ou subventions de fonctionnement de l'école. ».

Art. 4. Dans le Livre 1, Titre VII, Chapitre 1^{er}, section II, du même Code, il est inséré une sous-section 2 intitulée « De la communication des données permettant le contrôle systématique de la fréquentation régulière » reprenant les articles 1.7.1-10 et 1.7.1-11.

Art. 5. L'article 1.7.1-10 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« **Article 1.7.1-10.** – § 1^{er}. Chaque école maternelle, primaire, fondamentale ou secondaire, de plein exercice ou en alternance, ordinaire ou spécialisée, organisée ou subventionnée, alimente ses registres de fréquentation et communique aux services du Gouvernement les absences injustifiées de ses élèves. Pour ce faire, il est mis à la disposition des écoles une application informatique leur permettant de systématiser le contrôle de la fréquentation scolaire régulière.

Le traitement des données à caractère personnel qui est réalisé conformément à l'alinéa 1^{er} vise à répondre aux finalités suivantes :

1° permettre le contrôle de la fréquentation scolaire régulière des élèves scolarisés dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

2° systématiser et accélérer le traitement par les écoles et les services du Gouvernement des absences injustifiées, notamment pour permettre l'activation rapide des mesures visant à prévenir une fréquentation irrégulière visées aux articles 1.7.1-28 et 1.7.1-29 ;

3° le cas échéant, permettre l'activation rapide et automatique du suivi et de l'accompagnement individuel des élèves en situation d'absentéisme prolongé, en risque de décrochage scolaire ou en situation de décrochage scolaire et ce, conformément aux articles 1.7.1-31 et suivants ;

4° permettre le contrôle par les services du Gouvernement du respect par les écoles des obligations qui leur sont imposées par ou en vertu de la présente section ;

5° permettre la détermination et le contrôle de l'encadrement et du financement dont bénéficient les écoles, notamment en ce qui concerne la population scolaire des écoles ;

6° permettre des traitements statistiques dans le cadre du pilotage du système éducatif et de la lutte contre l'absentéisme et le décrochage scolaire, ou de recherches scientifiques. Dans ce cas, les données sont préalablement pseudonymisées ou anonymisées.

§ 2. Les catégories de données traitées dans le cadre de l'application informatique visée au paragraphe 1^{er} sont les suivantes :

1° données relatives à l'identification, à l'inscription et à la grille-horaire de l'élève et de l'école qu'il fréquente. Elles sont alimentées par des données traitées initialement en vertu de dispositions décrétales ou réglementaires et issues de bases de données créées en application de celles-ci ;

2° données relatives à la date du jour concerné ;

3° données collectées par les utilisateurs visés au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, et relatives :

a) au statut de présence de l'élève à l'école, à savoir la présence, le retard, l'absence justifiée ou l'absence injustifiée;

b) le cas échéant, le type de motif visé à l'article 1.7.1-8, § 2, justifiant l'absence de l'élève.

§ 3. Les personnes suivantes peuvent accéder à l'application informatique visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, aux fins suivantes :

1° le pouvoir organisateur de l'école. Celui-ci peut consulter les données visées au paragraphe 2 ;

2° le directeur de l'école ou son délégué. Celui-ci peut :

a) consulter les données visées au paragraphe 2 ;

b) saisir, modifier ou supprimer les données visées au paragraphe 2, 3° ;

c) imprimer les données visées au paragraphe 2, conformément à l'article 1.7.1-11, § 2, 5° ;

3° les membres des équipes éducatives. Ceux-ci peuvent :

a) consulter les données visées au paragraphe 2 ;

b) saisir, modifier ou supprimer les données visées au paragraphe 2, 3°.

Le pouvoir organisateur de l'école visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, dispose d'un accès à l'application informatique visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour l'ensemble des élèves inscrits dans la ou les écoles qu'il organise.

Le directeur de l'école ou son délégué visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, dispose d'un accès à l'application informatique visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour l'ensemble des élèves inscrits dans l'école dans laquelle il exerce.

Chaque membre de l'équipe éducative visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, dispose uniquement d'un accès à l'application informatique visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour les élèves inscrits dans l'école, le(s) niveau(x) et le(s) groupe(s)-classe(s) pour lesquels il exerce.

Dans le cadre des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 2, les services du Gouvernement et leurs sous-traitants ont accès à toutes les données visées au paragraphe 2.

Dans le cadre de la finalité visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 6°, les services du Gouvernement et leurs sous-traitants peuvent accéder aux données nominatives en vue de leur pseudonymisation ou anonymisation. Les services du Gouvernement, leurs sous-traitants, et les personnes chargées d'une mission de recherches scientifiques peuvent accéder aux données pseudonymisées ou anonymisées.

§ 4. Les données visées au paragraphe 2 relatives à l'année scolaire en cours sont consultables par les personnes visées au paragraphe 3.

Les données visées au paragraphe 2 font ensuite l'objet d'une conservation passive pendant un délai de dix-sept ans à compter du terme de l'année scolaire à laquelle elles se rapportent.

Par dérogation, les données peuvent être conservées au-delà du délai visé à l'alinéa 2 dans la mesure où elles servent de fondement total ou partiel à une procédure administrative ou contentieuse en cours à laquelle expire ce délai. Le délai de conservation est alors étendu jusqu'au terme définitif de la procédure concernée.

§ 5. Le Gouvernement fixe le canevas de l'application informatique. La liste et le format des données comprises dans cette application informatique sont fixés par le Gouvernement dans ce canevas.

§ 6. Le Ministère de la Communauté française est responsable du traitement des données à caractère personnel dans l'application informatique visée par le présent article au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE « (règlement général sur la protection des données) », ci-après « RGPD ». Les pouvoirs organisateurs ont la qualité de sous-traitants au sens de l'article 4, 8), du RGPD, lorsqu'ils accèdent à l'application informatique visée par le présent article. »

Art. 6. L'article 1.7.1-11 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« **Article 1.7.1-11.** – § 1^{er}. Les services du Gouvernement créent, selon les modalités fixées par le Gouvernement et moyennant la validation du pouvoir organisateur de l'école, les accès pour les utilisateurs de l'application informatique visée à l'article 1.7.1-10 qui relèvent de la responsabilité de ce pouvoir organisateur.

§ 2. L'application informatique visée à l'article 1.7.1-10 permet au directeur de l'école ou à son délégué d'effectuer les opérations de gestion suivantes :

1° configurer le calendrier scolaire de l'école en fonction des périodes de vacances, des jours de classe, des jours de suspension des cours et des jours de congés visés aux articles 1.9.1-1 et suivants ;

2° répartir tous les élèves de l'école en différents groupes-classes ;

3° attribuer à chaque membre de l'équipe éducative le(s) groupe(s)-classe(s) dont il est chargé et pour lesquels il tient un registre de fréquentation conformément à l'article 1.7.1-9 ;

4° opérer des recherches par élève, par classe ou par période de temps dans les registres de fréquentation ;

5° imprimer les registres de fréquentation ou les résultats des recherches visées au 4°.

§ 3. Les services du Gouvernement assurent la gestion et la maintenance de l'application informatique visée à l'article 1.7.1-10.

Les traitements des données à caractère personnel reprises dans cette application sont encadrés par la politique de sécurité du Ministère de la Communauté française. Afin de veiller au respect de la politique de sécurité, le Ministère de la Communauté française peut faire réaliser des audits et des analyses de risques. Il peut également demander au pouvoir organisateur de mettre en œuvre toutes les mesures correctives qui s'imposent. »

Section 2. — Dispositions introduisant le schéma de suivi et d'accompagnement individuel applicable aux élèves en situation d'absentéisme prolongé, en risque de décrochage scolaire ou en situation de décrochage scolaire

Art. 7. Dans le Livre 1^{er}, Titre VII, Chapitre 1^{er}, du même Code, la section IV est remplacée par ce qui suit :

« Section IV. – Du soutien à l'accrochage scolaire

Sous-section 1. — Dispositions générales

Art. 1.7.1-25. Au sens de la présente section, on entend par :

1° axe 1 relatif au soutien précoce : l'axe du schéma de suivi et d'accompagnement individuel applicable aux élèves en situation d'absentéisme prolongé visé à l'article 1.7.1-32 ;

2° axe 2 relatif à l'intervention : l'axe du schéma de suivi et d'accompagnement individuel applicable aux élèves en risque de décrochage scolaire visé à l'article 1.7.1-37 ;

3° axe 3 relatif à la compensation : l'axe du schéma de suivi et d'accompagnement individuel applicable aux élèves en situation de décrochage scolaire visé à l'article 1.7.1-43 ;

4° cellule d'intégration scolaire (CIS) : l'une des cellules visées à l'article 40/3 du décret du 21 novembre 2013 ;

5° contrôle de la fréquentation scolaire : le contrôle systématique de la régularité de la fréquentation scolaire visé aux articles 1.7.1-8 et 1.7.1-9 ;

6° décret du 21 novembre 2013 : le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation ;

7° demi-jour d'absence injustifiée : le demi-jour d'absence visée à l'article 1.7.1-8, § 3 ;

8° élève mineur : l'élève soumis à l'obligation scolaire conformément à la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire ;

9° garant de l'accrochage scolaire : la personne visée à l'article 1.7.1-30 ;

10° intervenant : le service ou la personne physique ou morale, issu du secteur scolaire ou non, qui assure l'accompagnement individuel d'un élève en situation d'absentéisme prolongé, en risque de décrochage scolaire ou en situation de décrochage scolaire. Il peut notamment s'agir selon l'axe visé au 1°, 2° ou 3°, qui est applicable :

a) d'un membre ou plusieurs membres de l'équipe éducative compétente pour l'élève concerné ;

b) d'un membre ou plusieurs membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS compétent pour l'élève concerné ;

c) d'une école de devoirs ;

d) d'un service externe, tel que les services d'actions en milieu ouvert ou les services de l'Aide à la jeunesse ;

e) d'un service de santé mentale ;

11° pilote : la personne visée à l'article 1.7.1-31, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ;

12° service d'accrochage scolaire (SAS) : l'un des services visés à l'article 21 du décret du 21 novembre 2013 ;

13° service d'aide à la jeunesse : les services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés par le conseiller de l'aide à la jeunesse et le directeur de la protection de la jeunesse, au sens du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, en tant qu'autorités mandantes ou par le Tribunal de la jeunesse, tels que :

a) les services mandatés agréés sur la base du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

b) les services non agréés apportant leur concours aux mesures prises par les instances de décision ;

14° service externe : l'un des services au sens de l'article 1^{er}, 5°, du décret du 21 novembre 2013 ;

15° volet « fréquentation scolaire » du DAccE : le volet du dossier d'accompagnement de l'élève (DAccE) visé à l'article 1.10.2-2, § 5/1.

Art. 1.7.1-26. Le soutien à l'accrochage scolaire vise à maintenir ou à rétablir la régularité de la fréquentation de l'élève dans l'école dans laquelle il est inscrit.

L'organisation du soutien à l'accrochage scolaire comprend :

1° des mesures collectives visant à prévenir l'absentéisme et le décrochage scolaire visées à la sous-section 2 ;

2° des mesures de suivi et d'accompagnement individuel applicables aux élèves en situation d'absentéisme prolongé, en risque de décrochage scolaire ou en situation de décrochage scolaire visées aux sous-sections 3 et suivantes. Ces mesures sont organisées dans le schéma de suivi et d'accompagnement individuel pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire comprenant un axe relatif au soutien précoce, un axe relatif à l'intervention et un axe relatif à la compensation.

Sous-section 2. — Des mesures générales visant à prévenir l'absentéisme et le décrochage scolaire

Art. 1.7.1-27. § 1^{er}. Le directeur et l'équipe éducative veillent à assurer, à l'égard de l'ensemble des élèves, une prévention collective du décrochage scolaire au sein de l'école. Cette prévention s'inscrit, le cas échéant, dans le cadre du contrat d'objectifs de l'école et de la thématique visée à l'article 1.5.2-3, § 2, alinéa 1^{er}, 2°.

Dans le cadre de cette prévention collective, chaque école met en œuvre les actions minimales suivantes destinées à favoriser l'accrochage et prévenir le décrochage scolaire pour l'ensemble des élèves :

1° effectuer le contrôle de la fréquentation scolaire conformément aux articles 1.7.1-8 et 1.7.1-9, de manière à détecter le plus rapidement possible tout risque de décrochage scolaire ;

2° utiliser et diversifier des outils et dispositifs favorisant l'accrochage scolaire au bénéfice de l'ensemble des élèves de l'école ;

3° dans l'enseignement secondaire, désigner un garant de l'accrochage scolaire conformément à l'article 1.7.1-30.

§ 2. Lorsque le directeur constate à propos d'un élève mineur soit qu'il est en difficulté, soit que sa santé ou sa sécurité sont en danger, soit que ses conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiers, notamment en cas d'absentéisme suspect, il signale cet état de fait au conseiller de l'Aide à la jeunesse selon les modalités de communication et de motivation préalablement définies avec ce dernier.

Art. 1.7.1-28. Lorsqu'il ressort du contrôle de la fréquentation scolaire, qu'un élève a atteint neuf demi-jours d'absence injustifiée au cours de l'année scolaire, les services du Gouvernement adressent un courrier aux parents de l'élève mineur ou à l'élève lui-même s'il est majeur.

Ce courrier attire l'attention de son destinataire sur les conséquences possibles d'une prolongation des absences, notamment en termes de sanction des études, et, s'agissant de l'élève mineur, rappelle les termes de l'obligation scolaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'un élève a atteint neuf demi-jours d'absence injustifiée au cours de l'année scolaire précédente et que l'élève comptabilise à nouveau des demi-jours d'absence injustifiée au cours de l'année scolaire en cours, les services du Gouvernement n'adressent pas de nouveau courrier aux parents de l'élève mineur ou à l'élève lui-même s'il est majeur.

Art. 1.7.1-29. Le directeur convoque l'élève et, s'il est mineur, ses parents à un entretien au plus tard lorsque cet élève atteint 12 demi-jours d'absence injustifiée au cours de l'année scolaire.

Cet entretien vise à rappeler à l'élève et, s'il est mineur, à ses parents leurs responsabilités au regard des dispositions relatives aux absences injustifiées, à les sensibiliser sur les conséquences négatives de l'absentéisme et à entamer avec eux un dialogue pour envisager les moyens et actions visant à prévenir ou à remédier à ces absences injustifiées.

À défaut de présentation à la convocation visée à l'alinéa 1^{er}, le directeur, ou un membre de l'équipe éducative qu'il désigne, prend contact avec les parents de l'élève mineur ou avec l'élève majeur ou se présente au domicile ou au lieu de résidence de l'élève.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'un élève a atteint 12 demi-jours d'absence injustifiée au cours de l'année scolaire précédente, le directeur convoque cet élève et, s'il est mineur, ses parents à un entretien dès que l'élève atteint cinq demi-jours d'absence injustifiée au cours de l'année scolaire en cours.

Art. 1.7.1-30. § 1^{er} Dans l'enseignement secondaire, le pouvoir organisateur désigne un « garant de l'accrochage scolaire » au sein de chaque école qu'il organise. Plusieurs « garants de l'accrochage scolaire » peuvent être désignés au sein d'une école lorsque celle-ci comprend plusieurs implantations.

Dans l'enseignement fondamental, le pouvoir organisateur peut désigner un « garant de l'accrochage scolaire » au sein de chaque école qu'il organise.

Le « garant de l'accrochage scolaire » est choisi au sein de l'équipe éducative.

§ 2. Le pouvoir organisateur fixe le périmètre d'action du « garant de l'accrochage scolaire » au sein de l'école concernée. Le « garant de l'accrochage scolaire » y exerce notamment les missions suivantes :

1° assurer l'information de l'équipe éducative sur le phénomène du décrochage scolaire, sur les facteurs et les risques liés au décrochage scolaire, sur les outils de détection ainsi que sur le schéma de suivi et d'accompagnement individuel en trois axes visé à l'article 1.7.1-31 ;

2° animer au sein de l'école la communauté des pilotes pour assurer le suivi des élèves concernés, notamment :

a) en facilitant leur formation ;

b) en organisant des réunions collectives régulières pour échanger sur les pratiques ;

3° identifier les intervenants potentiels situés à proximité de l'école et développer des partenariats pour disposer de l'offre d'accompagnement nécessaire à la mise en place de l'axe 1 relatif au soutien précoce ;

4° assurer que l'ensemble des élèves concernés de l'école fassent l'objet d'un suivi dans le cadre de l'axe 1 relatif au soutien précoce ;

5° veiller à la cohérence des pratiques dans le cadre de l'axe 1 relatif au soutien précoce, notamment en cas d'indisponibilité du pilote désigné ;

6° lorsqu'elle est mise en place, siéger au sein de la cellule de concertation locale visée à l'article 4 du décret du 21 novembre 2013.

Le « garant de l'accrochage scolaire » bénéficie, dans le cadre de la formation professionnelle continue visée au Livre 6, titre 1^{er}, d'une formation spécifique couvrant les différents aspects des missions visées à l'alinéa 1^{er}.

Le « garant de l'accrochage scolaire » peut exercer simultanément le rôle de pilote ou le rôle d'intervenant.

Sous-section 3. — Des axes relatifs au soutien précoce, à l'intervention et à la compensation composant le schéma de suivi et d'accompagnement individuel pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire

Art. 1.7.1-31. § 1^{er} Pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage, un suivi et un accompagnement individuel adapté à la situation de l'élève doit être mis en place en appliquant le schéma suivant :

1° l'élève en situation d'absentéisme prolongé fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement dans le cadre de l'axe 1 relatif au soutien précoce ;

2° l'élève en risque de décrochage scolaire fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement dans le cadre de l'axe 2 relatif à l'intervention ;

3° l'élève en situation de décrochage scolaire fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement dans le cadre de l'axe 3 relatif à la compensation.

L'application de ces trois axes est progressive et est déterminée conformément aux articles 1.7.1-32 et suivants.

§ 2. Pour chacun des axes visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il est prévu l'intervention :

1° d'un pilote dont la mission est d'assurer le suivi de l'élève concerné conformément aux dispositions applicables pour chacun des axes visés au paragraphe 1^{er} ;

2° d'un ou plusieurs intervenant(s) dont la mission porte sur l'accompagnement de l'élève concerné conformément aux dispositions applicables pour chacun des axes visés au paragraphe 1^{er}.

Un membre de l'équipe éducative de l'école ou de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS peut exercer simultanément le rôle de pilote et le rôle d'intervenant.

§ 3. En cas de changement d'école, les décisions prises en vertu des articles 1.7.1-35, 1.7.1-36, 1.7.1-40, 1.7.1-41 et 1.7.1-46, sont opposables à la nouvelle école et, le cas échéant, au nouveau centre PMS.

§ 4. Un élève majeur n'est pris en charge dans le schéma de suivi et d'accompagnement individuel pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire qu'une seule fois. L'élève majeur est pris en charge une seconde fois s'il a atteint l'âge de la majorité durant sa première prise en charge dans le schéma de suivi et d'accompagnement individuel pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire.

Lorsqu'un élève atteint l'âge de la majorité au cours de sa prise en charge dans le schéma de suivi et d'accompagnement individuel pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire, il fait l'objet du suivi et de l'accompagnement applicable aux élèves mineurs.

§ 5. Dès qu'un suivi et qu'un accompagnement individuel sont activés, le suivi de l'élève est mentionné dans le volet « fréquentation scolaire » du DAccE.

Sous-section 4. — De l'axe 1 relatif au soutien précoce

Art. 1.7.1-32. L'axe 1 relatif au soutien précoce consiste en la mise en place d'actions de prévention ciblées et individuelles à l'égard de l'élève en situation d'absentéisme prolongé. La prévention a pour objectif d'éviter le risque de décrochage scolaire.

Art. 1.7.1-33. § 1^{er}. En ce qui concerne les élèves mineurs, l'axe 1 relatif au soutien précoce est systématiquement activé par l'école à l'égard de tout élève en situation d'absentéisme prolongé répondant à l'une des situations suivantes :

1° avoir atteint 13 demi-jours d'absence injustifiée au cours d'une même année scolaire ;

2° avoir fait lors de l'année scolaire précédente l'objet d'une clôture positive en ce qui concerne l'axe 1 relatif au soutien précoce, l'axe 2 relatif à l'intervention ou l'axe 3 relatif à la compensation et compter deux demi-jours d'absence injustifiée durant l'année scolaire en cours ;

3° avoir fait l'objet d'une clôture positive en ce qui concerne la mise en œuvre de l'axe 3 relatif à la compensation et réintégré une école après avoir été pris en charge par un service d'accrochage scolaire ou par un service d'aide à la jeunesse. La durée du suivi et de l'accompagnement réalisé dans le cadre de l'axe 1 est fixée dans le protocole visé à l'article 35, alinéa 1^{er}, du décret du 21 novembre 2013.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, 2°, l'axe 1 relatif au soutien précoce peut être activé par le directeur, ou son délégué, pour les élèves mineurs dont le suivi et l'accompagnement en axe 2 relatif à l'intervention ont fait l'objet d'une clôture positive, conformément à l'article 1.7.1-40, § 3. La décision est prise après concertation avec le pilote ayant assuré le suivi dans le cadre de l'axe 2 relatif à l'intervention. Dans ce cas, le suivi et l'accompagnement réalisés dans le cadre de l'axe 1 ne peuvent pas excéder un mois. L'écoulement de ce délai est suspendu pendant la durée des vacances scolaires, hors vacances d'été.

§ 2. En ce qui concerne les élèves majeurs, l'axe 1 relatif au soutien précoce est systématiquement activé à l'égard de tout élève en situation d'absentéisme prolongé ayant atteint au cours d'une même année scolaire 13 demi-jours d'absence injustifiée.

L'axe 1 relatif au soutien précoce peut être activé pour tout élève majeur dont le suivi et l'accompagnement en axe 2 relatif à l'intervention ont fait l'objet d'une clôture positive conformément à l'article 1.7.1-41, § 3. La nécessité d'une telle activation est appréciée par le directeur, ou son délégué, après concertation avec le pilote ayant assuré le suivi dans le cadre de l'axe 2 relatif à l'intervention conformément à l'article 1.7.1-39. Dans ce cas, le suivi et l'accompagnement réalisés dans le cadre de l'axe 1 ne peuvent pas excéder un mois. L'écoulement de ce délai est suspendu pendant la durée des vacances scolaires, hors vacances d'été.

§ 3. Dès que l'axe 1 est activé, le directeur de l'école et les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur reçoivent une notification automatiquement générée par l'application informatique DAccE.

Art. 1.7.1-34. § 1^{er}. Dans le cadre de l'axe 1 relatif au soutien précoce, le directeur de l'école ou son délégué désigne, au sein de l'équipe éducative, un pilote qui assure le suivi de l'élève et veille sur la situation afin de détecter et de prévenir toute dégradation de la fréquentation scolaire de l'élève.

En cas de changement d'école au cours de la mise en œuvre l'axe 1 relatif au soutien précoce, le directeur de la nouvelle école, ou son délégué, désigne un pilote chargé d'assurer le suivi de l'élève concerné.

Dans le cadre de l'axe 1 relatif au soutien précoce, le pilote exerce sa mission de suivi :

1° en établissant une proposition d'accompagnement conformément au paragraphe 2, alinéa 4 ;

2° en s'assurant régulièrement que l'élève concerné bénéficie d'un accompagnement continu et, si cela s'avère nécessaire, en adaptant les modalités d'accompagnement ;

3° en éclairant, le cas échéant, le conseil de classe dans le cadre de la délibération visée à l'article 1.7.1-55.

§ 2. Dans le cadre de l'axe 1 relatif au soutien précoce, l'accompagnement individuel de l'élève est mené par un ou plusieurs intervenant(s) interne(s) ou externe(s) à l'école.

En vue d'élaborer une proposition d'accompagnement adaptée, le pilote établit un dialogue avec l'élève et, s'il est mineur, avec ses parents. Il peut également rencontrer toute autre personne relevant de l'environnement direct de l'élève susceptible de l'informer sur la situation de l'élève. Il dresse un état de lieux succinct de la situation de l'élève concerné, notamment en identifiant :

1° la ou les cause(s) des absences injustifiées répétées de l'élève ;

2° la ou les actions éventuellement déjà entreprises par le passé.

En fonction de la situation de l'élève concerné et, s'il est mineur, de la situation de ses parents, le pilote sollicite un ou plusieurs intervenants pertinents susceptibles de proposer un accompagnement adapté à l'élève et, le cas échéant, à ses parents. Lorsque le pilote ne parvient pas à trouver un intervenant pour assurer l'accompagnement, le directeur désigne un intervenant interne à l'école.

Après avoir consulté les membres concernés de l'équipe éducative, et s'être concerté avec le ou les intervenants qui vont accompagner l'élève, le pilote établit la proposition d'accompagnement. Il la présente à l'élève concerné et, s'il est mineur, à ses parents.

A partir du deuxième degré de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de forme 4, la proposition d'accompagnement est reprise dans un contrat d'accompagnement. Ce document est établi par le pilote sur la base d'un dialogue avec l'élève et d'une concertation avec l'équipe éducative ainsi qu'avec, le cas échéant, un membre de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS. Le contrat d'accompagnement s'inscrit exclusivement dans une logique éducative et formative et reprend les engagements de l'élève et du pilote visant à rétablir une fréquentation scolaire régulière et durable. Il est signé par le pilote, l'élève et, s'il est mineur, par ses parents.

Le pilote mentionne et actualise les mesures d'accompagnement mises en place dans le volet « fréquentation scolaire » du DAccE.

§ 3. Dans le cadre des missions visées au paragraphe 1^{er}, le pilote assure des échanges réguliers avec :

1° l'élève concerné et, s'il est mineur, avec ses parents ;

2° les membres concernés de l'équipe éducative ;

3° le ou les intervenant(s) mobilisé(s).

En cas d'absence du pilote, le directeur, ou son délégué, s'assure de la continuité du suivi de l'élève. En cas de départ ou d'absence de longue durée du pilote, le directeur, ou son délégué, désigne un nouveau pilote chargé d'assurer le suivi de l'élève concerné.

Art. 1.7.1-35. § 1^{er}. En ce qui concerne les élèves mineurs, l'axe 1 relatif au soutien précoce est clôturé :

1° lorsqu'une décision motivée de clôture précoce du suivi et de l'accompagnement est prise conformément au paragraphe 2 ;

2° lorsqu'une clôture positive est prise conformément au paragraphe 3 ;

3° lorsqu'une clôture négative est prise conformément au paragraphe 4.

Le pilote est déchargé de sa mission lorsque l'axe 1 relatif au soutien précoce est clôturé.

§ 2. Lorsqu'au terme d'une première analyse réalisée par le pilote, il apparaît que les demi-jours d'absence injustifiée de l'élève mineur s'expliquent par des circonstances temporaires sans qu'il n'y ait de risque de décrochage scolaire, le directeur, ou son délégué, peut prendre une décision motivée de clôture précoce du suivi et de l'accompagnement.

§ 3. Après avoir consulté l'élève mineur et ses parents, ainsi que les membres concernés de l'équipe éducative et le(s) intervenant(s) qui accompagnent l'élève, le pilote clôture positivement la prise en charge en axe 1 relatif au soutien précoce lorsqu'il apparaît que la régularité de la fréquentation de l'élève mineur s'est améliorée. Cette clôture positive peut être prise en cours d'année scolaire ou en fin d'année scolaire.

Si au cours de l'année scolaire, l'élève concerné par une clôture positive accumule des demi-jours d'absence injustifiée, le pilote peut réactiver le suivi de l'élève et adapter l'accompagnement de celui-ci en tenant compte des actions menées précédemment. Dans ce cas, le pilote statue à nouveau sur la situation de l'élève concerné en fin d'année scolaire. En cas de réactivation ou à défaut de réactivation de l'axe 1, l'axe 2 relatif à l'intervention est activé lorsque les conditions d'activation visées à l'article 1.7.1-38, § 1^{er}, sont rencontrées.

§ 4. Lorsque l'élève mineur compte le nombre de demi-jours d'absence injustifiée visé à l'article 1.7.1-38, § 1^{er}, le pilote clôture négativement la prise en charge en axe 1 relatif au soutien précoce.

Dans ce cas, l'axe 2 relatif à l'intervention est activé conformément à l'article 1.7.1-38.

Les demi-jours d'absence injustifiée sont comptabilisés conformément aux articles 1.7.1-8 et 1.7.1-9.

§ 5. En fin d'année scolaire, après avoir consulté l'élève mineur et ses parents, ainsi que les membres concernés de l'équipe éducative et le(s) intervenant(s) qui accompagnent l'élève, le pilote peut prolonger la prise en charge en axe 1 relatif au soutien précoce, lorsqu'il apparaît nécessaire de poursuivre le suivi et l'accompagnement de l'élève mineur au cours de l'année scolaire suivante.

En cas de prolongation de la prise en charge en axe 1 relatif au soutien précoce, le suivi et l'accompagnement en axe 1 se poursuivent au cours de l'année scolaire suivante.

Sauf changement de désignation décidé par le directeur, ou son délégué, le pilote préalablement désigné poursuit le suivi de l'élève concerné.

La comptabilisation du nombre de demi-jours d'absence injustifiée justifiant l'activation de l'axe 2 relatif à l'intervention ne prend pas en compte les demi-jours d'absence injustifiée comptabilisés par l'élève au cours de l'année scolaire précédente.

§ 6. La clôture et/ou la prolongation de la prise en charge en axe 1 relatif au soutien précoce sont mentionnées dans le volet « fréquentation scolaire » du DAccE.

Lorsque l'axe 1 est clôturé, le directeur de l'école et les parents de l'élève mineur reçoivent une notification automatiquement générée par l'application informatique DAccE.

Art. 1.7.1-36. § 1^{er}. En ce qui concerne les élèves majeurs, l'axe 1 relatif au soutien précoce est clôturé :

1° lorsqu'une décision motivée de clôture précoce du suivi et de l'accompagnement est prise conformément au paragraphe 2 ;

2° lorsqu'une clôture positive est prise conformément au paragraphe 3 ;

3° lorsqu'une clôture négative est prise conformément au paragraphe 4.

Le pilote est déchargé de sa mission lorsque l'axe 1 relatif au soutien précoce est clôturé.

§ 2. Lorsqu'au terme d'une première analyse réalisée par le pilote, il apparaît que les demi-jours d'absence injustifiée de l'élève majeur s'expliquent par des circonstances temporaires, sans qu'il n'y ait de risque de décrochage scolaire, le directeur ou son délégué peut prendre une décision motivée de clôture précoce du suivi et de l'accompagnement.

§ 3. Après avoir consulté l'élève majeur, ainsi que les membres concernés de l'équipe éducative et le(s) intervenant(s) qui accompagnent l'élève, le pilote clôture positivement la prise en charge en axe 1 relatif au soutien précoce lorsqu'il apparaît que la régularité de la fréquentation scolaire de l'élève majeur s'est améliorée. Cette clôture positive peut être prise en cours d'année scolaire ou en fin d'année scolaire.

Si au cours de l'année scolaire, l'élève concerné par une clôture positive accumule des demi-jours d'absence injustifiée, le pilote peut réactiver le suivi de l'élève et adapter l'accompagnement de celui-ci en tenant compte des actions menées précédemment. Dans ce cas, le pilote statue à nouveau sur la situation de l'élève concerné en fin d'année scolaire. En cas de réactivation ou à défaut de réactivation de l'axe 1, l'axe 2 relatif à l'intervention est activé lorsque les conditions d'activation visées à l'article 1.7.1-38, § 2, sont rencontrées.

§ 4. Lorsque l'élève majeur compte le nombre de demi-jours d'absence injustifiée visé à l'article 1.7.1-38, § 1^{er}, le pilote clôture négativement la prise en charge en axe 1 relatif au soutien précoce.

Dans ce cas, l'axe 2 relatif à l'intervention est activé sous réserve des conditions visées à l'article 1.7.1-38, § 2.

Lorsque l'élève majeur scolarisé dans l'enseignement secondaire atteint 30 demi-jours d'absence injustifiée et qu'il ne répond pas aux conditions de prise en charge de l'axe 2 visées à l'article 1.7.1-38, § 2, le pilote clôture négativement la prise en charge en axe 1 relatif au soutien précoce.

En fin d'année scolaire, après avoir consulté l'élève majeur, ainsi que les membres concernés de l'équipe éducative et le(s) intervenant(s) qui accompagnent l'élève, le pilote clôture négativement la prise en charge en axe 1 relatif au soutien précoce lorsqu'il apparaît que la régularité de la fréquentation scolaire ne peut pas ou n'a pu être rétablie.

Les demi-jours d'absence injustifiée sont comptabilisés conformément aux articles 1.7.1-8 et 1.7.1-9.

Par dérogation à l'article 1.7.7-1, alinéa 3, en cas de clôture négative de la prise en charge en axe 1 relatif au soutien précoce, l'élève majeur qui est âgé entre 18 et 21 ans et qui n'est pas régulièrement inscrit en cinquième, sixième ou septième année de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé de forme 4 ou l'élève majeur qui est âgé de plus de 21 ans n'est pas réputé être réinscrit d'année en année dans la même école. Si l'élève majeur concerné en fait la demande, sa réinscription dans la même école ou son inscription dans une nouvelle école est conditionnée à l'accord du directeur de l'école concernée.

Lorsqu'une clôture négative du suivi et de l'accompagnement de l'élève est prise par le pilote, les services du Gouvernement adressent un courrier à l'élève majeur afin de l'informer sur les aides possibles en vue d'une réorientation éventuelle.

§ 5. Le suivi et l'accompagnement d'un élève majeur dans le cadre de l'axe 1 relatif au soutien précoce sont systématiquement clôturés en fin d'année scolaire.

§ 6. La clôture de la prise en charge en axe 1 relatif au soutien précoce est mentionnée dans le volet « fréquentation scolaire » du DAccE.

Lorsque l'axe 1 est clôturé, le directeur de l'école et l'élève majeur reçoivent une notification automatiquement générée par l'application informatique DAccE.

Sous-section 5. — De l'axe 2 relatif à l'intervention

Art. 1.7.1-37. L'axe 2 relatif à l'intervention consiste en la mise en place d'actions d'intervention ciblées et individuelles à l'égard de l'élève en risque de décrochage scolaire. L'intervention a pour objectif de rétablir la fréquentation scolaire régulière de l'élève à brève échéance et d'éviter le décrochage scolaire.

Art. 1.7.1-38. § 1^{er}. En ce qui concerne les élèves mineurs, l'axe 2 relatif à l'intervention est systématiquement activé par le centre PMS à l'égard de tout élève en risque de décrochage scolaire répondant à l'une des situations suivantes :

- 1° dans l'enseignement fondamental, compter au moins 20 demi-jours d'absence injustifiée au cours d'une même année scolaire ;
- 2° dans l'enseignement secondaire, compter au moins 30 demi-jours d'absence injustifiée au cours d'une même année scolaire ;
- 3° avoir fait l'objet d'une prise en charge conformément à l'article 1.7.1-33, § 1^{er}, 2°, qui a été clôturée négativement et compter 13 demi-jours d'absence injustifiée durant l'année scolaire en cours.

§ 2. En ce qui concerne les élèves majeurs et sous réserve à l'alinéa 2, l'axe 2 relatif à l'intervention est systématiquement activé à l'égard de tout élève en risque de décrochage scolaire qui est âgé entre 18 et 21 ans et qui compte au moins 30 demi-jours d'absence injustifiée au cours d'une même année scolaire. En outre, dans l'enseignement ordinaire et dans l'enseignement spécialisé de forme 4, l'élève doit également être régulièrement inscrit en cinquième, sixième ou septième année de l'enseignement secondaire pour être pris en charge dans le cadre de l'axe 2 relatif à l'intervention.

Les élèves majeurs âgés entre 18 et 21 ans qui comptent au moins 30 demi-jours d'absence injustifiée au cours d'une même année scolaire et qui soit ne répondent pas aux conditions visées à l'alinéa 1^{er} ou soit sont âgés de plus de 21 ans, ne sont pas systématiquement pris en charge dans le cadre de l'axe 2 relatif à l'intervention. L'élève majeur concerné peut introduire une demande motivée d'accompagnement auprès du directeur du centre PMS. En concertation avec l'équipe éducative de l'école, le directeur du centre PMS peut accepter cette prise en charge en motivant celle-ci.

§ 3. Dès que l'axe 2 est activé, le directeur de l'école, le directeur du centre PMS et les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur reçoivent une notification automatiquement générée par l'application informatique DAccE.

Art. 1.7.1-39. § 1^{er}. Dans le cadre de l'axe 2 relatif à l'intervention, le directeur du centre PMS désigne, au sein de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS, un pilote qui assure le suivi de l'élève et veille à ce que l'élève soit accompagné par un ou plusieurs intervenant(s) interne(s) ou externe(s) à l'école. Cet accompagnement peut être plus rapproché et être organisé à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'école afin de s'adapter à la réalité de l'élève concerné.

En cas de changement d'école au cours de la mise en œuvre de l'axe 2 relatif à l'intervention, le directeur du centre PMS compétent désigne un pilote chargé d'assurer le suivi de l'élève concerné.

Dans le cadre de l'axe 2 relatif à l'intervention, le pilote exerce sa mission de suivi :

- 1° en établissant une proposition d'accompagnement conformément au paragraphe 2 ;
- 2° en s'assurant régulièrement que l'élève concerné bénéficie d'un accompagnement continu et, si cela s'avère nécessaire, en adaptant les modalités d'accompagnement ;
- 3° en éclairant, le cas échéant, le conseil de classe dans le cadre de la délibération visée à l'article 1.7.1-55.

Le pilote mentionne et actualise les mesures d'accompagnement mises en place dans le volet « fréquentation scolaire » du DAccE.

§ 2. En vue d'élaborer une proposition d'accompagnement adaptée, le pilote rencontre l'élève concerné et ses parents si l'élève est mineur. Il peut également rencontrer le(s) représentant(s) de l'équipe éducative ou toute autre personne relevant de l'environnement direct de l'élève susceptible de l'informer sur la situation de l'élève.

En tenant compte des démarches déjà entreprises dans le cadre de l'axe 1 relatif au soutien précoce dont le pilote peut prendre connaissance par l'intermédiaire du volet « fréquentation scolaire » du DAccE, il fait le point sur l'évolution de la situation de l'élève concerné. S'il l'estime nécessaire, le nouveau pilote peut rencontrer le pilote qui a suivi l'élève concerné dans le cadre de l'axe 1 relatif au soutien précoce.

En fonction de la situation de l'élève concerné et, s'il est mineur, de la situation de ses parents, le pilote sollicite un ou plusieurs intervenants pertinents susceptibles de proposer un accompagnement adapté à l'élève et, le cas échéant, à ses parents. Lorsque le pilote ne parvient pas à trouver un intervenant pour assurer l'accompagnement, le directeur du centre PMS désigne un intervenant interne au centre PMS. Lorsque les parents ou l'élève majeur, refusent l'intervention d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS, le directeur trouve un intervenant externe au centre PMS.

Après s'être concerté avec le ou les intervenants qui vont accompagner l'élève, le pilote établit la proposition d'accompagnement. Il la présente à l'élève concerné et, s'il est mineur, à ses parents.

Le pilote mentionne et actualise les mesures d'accompagnement mises en place dans le volet « fréquentation scolaire » du DAccE.

§ 3. Dans le cadre des missions visées au paragraphe 1^{er}, le pilote assure des échanges réguliers avec :

1° l'élève concerné et, s'il est mineur, avec ses parents ;

2° le ou les intervenants mobilisés ;

3° le(s) représentant(s) de l'équipe éducative de l'école dans laquelle l'élève est régulièrement inscrit.

En cas d'absence du pilote, le directeur du centre PMS s'assure de la continuité du suivi de l'élève. En cas de départ ou d'absence de longue durée du pilote, le directeur du centre PMS désigne un nouveau pilote chargé d'assurer le suivi de l'élève concerné.

Art. 1.7.1-40. § 1^{er}. En ce qui concerne les élèves mineurs, l'axe 2 relatif à l'intervention est clôturé :

1° lorsqu'une clôture positive est prise conformément au paragraphe 3 ;

2° lorsqu'une clôture négative est prise conformément au paragraphe 4 ;

3° lorsque, de manière exceptionnelle, le pilote et le service d'accrochage scolaire décident conjointement de la prise en charge d'un élève de l'enseignement secondaire par le service d'accrochage scolaire concerné avant le terme de l'accompagnement réalisé en axe 2. Cette décision entraîne automatiquement la clôture de l'axe 2 relatif à l'intervention et l'activation de l'axe 3 relatif à la compensation.

En cas de clôture positive, le pilote est déchargé de sa mission.

§ 2. Après trois mois de mise en œuvre du suivi et de l'accompagnement en axe 2 relatif à l'intervention, le pilote clôture positivement ou négativement la prise en charge ou prolonge la prise en charge de l'élève pour une nouvelle période de trois mois. A l'issue de cette nouvelle période, le pilote clôture positivement ou négativement la prise en charge.

La prise en charge peut être prolongée par le pilote lorsque cette prolongation offre la perspective de restaurer une fréquentation scolaire régulière dans le chef de l'élève endéans ce délai de trois mois.

Une prolongation de la prise en charge n'est pas possible à l'égard d'un élève qui a fait l'objet d'une clôture positive ou négative de l'axe 2 relatif à l'intervention ou d'une clôture positive de l'axe 3 relatif à la compensation au cours de l'année scolaire précédente.

Avant de clôturer ou de prolonger la prise en charge, le pilote consulte chaque fois l'élève mineur et ses parents, ainsi les membres concernés de l'équipe éducative et le(s) intervenant(s) qui accompagnent l'élève.

L'écoulement des délais visés au présent paragraphe est suspendu pendant la durée des vacances scolaires.

§ 3. Le pilote clôture positivement la prise en charge en axe 2 relatif à l'intervention lorsqu'il apparaît que la régularité de la fréquentation scolaire de l'élève mineur s'est améliorée et que l'élève n'est plus en risque de décrochage scolaire.

Le cas échéant, le pilote peut recommander la prise en charge de l'élève en axe 1 relatif au soutien précoce conformément à l'article 1.7.1-33, § 1^{er}, alinéa 2.

§ 4. Le pilote clôture négativement la prise en charge en axe 2 relatif à l'intervention lorsqu'il n'a pas été possible de restaurer une fréquentation scolaire régulière dans le chef de l'élève mineur.

Dans ce cas, l'axe 3 relatif à la compensation est activé conformément à l'article 1.7.1-44.

§ 5. La clôture et/ou la prolongation de la prise en charge d'un élève en axe 2 relative à l'intervention sont mentionnées dans le volet « fréquentation scolaire » du DAccE.

Le directeur du centre PMS reçoit une notification automatiquement générée par l'application informatique DAccE dix jours avant l'échéance du délai de trois mois ou de six mois visé au paragraphe 2 afin d'attirer son attention sur la nécessité d'assurer un suivi de l'élève en ce qui concerne la clôture ou la prolongation de la prise en charge.

Lorsque l'axe 2 relatif à l'intervention est clôturé, le directeur de l'école, le directeur du centre PMS et les parents de l'élève mineur reçoivent une notification automatiquement générée par l'application informatique DAccE.

Art. 1.7.1-41. § 1^{er}. En ce qui concerne les élèves majeurs pris en charge, l'axe 2 relatif à l'intervention est clôturé :

1° lorsqu'une clôture positive est prise conformément au paragraphe 3 ;

2° lorsqu'une clôture négative est prise conformément au paragraphe 4.

En cas de clôture positive, le pilote est déchargé de sa mission.

§ 2. Après trois mois de mise en œuvre du suivi et de l'accompagnement en axe 2 relatif à l'intervention, le pilote clôture positivement ou négativement ou prolonge la prise en charge de l'élève pour une nouvelle période de trois mois. A l'issue de cette nouvelle période, le pilote clôture positivement ou négativement la prise en charge.

La prise en charge peut être prolongée par le pilote lorsque cette prolongation offre la perspective de restaurer une fréquentation scolaire régulière dans le chef de l'élève endéans ce délai de trois mois.

Une prolongation de la prise en charge n'est pas possible à l'égard d'un élève qui a fait l'objet d'une clôture positive ou négative de l'axe 2 relatif à l'intervention ou d'une clôture positive de l'axe 3 relatif à la compensation au cours de l'année scolaire précédente.

Avant de clôturer ou de prolonger la prise en charge, le pilote consulte chaque fois l'élève majeur, l'équipe éducative et le(s) intervenant(s) qui accompagnent l'élève.

Les délais visés au présent paragraphe sont suspendus pendant la durée des vacances scolaires.

§ 3. Le pilote clôture positivement la prise en charge en axe 2 relatif à l'intervention lorsqu'il apparaît que la régularité de la fréquentation scolaire de l'élève majeur s'est améliorée et que l'élève n'est plus en risque de décrochage scolaire.

Le cas échéant, la décision peut inclure une recommandation quant à l'application de l'article 1.7.1-33, § 2, alinéa 2.

§ 4. Le pilote clôture négativement la prise en charge en axe 2 relatif à l'intervention lorsqu'il n'a pas été possible de restaurer une fréquentation scolaire régulière dans le chef de l'élève majeur.

Dans ce cas, le suivi et l'accompagnement prennent fin. Les services du Gouvernement adressent un courrier à l'élève majeur afin de l'informer de la clôture du suivi et de l'accompagnement et des aides et services qui faciliteront la réorientation de l'élève.

Par dérogation à l'article 1.7.7-1, alinéa 3, en cas de clôture négative de la prise en charge en axe 2 relatif à l'intervention, l'élève majeur qui est âgé entre 18 et 21 ans et n'est pas régulièrement inscrit en cinquième, sixième ou septième année de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé de forme 4 ou l'élève majeur qui est âgé de plus de 21 ans n'est pas réputé être réinscrit d'année en année dans la même école. Si l'élève majeur concerné en fait la demande, sa réinscription dans la même école ou son inscription dans une nouvelle école est conditionnée à l'accord du directeur de l'école concernée.

§ 5. La clôture et/ou la prolongation de la prise en charge d'un élève en axe 2 relative à l'intervention sont mentionnées dans le volet « fréquentation scolaire » du DAccE.

Le directeur du centre PMS reçoit une notification automatiquement générée par l'application informatique DAccE dix jours avant l'échéance du délai de trois mois ou de six mois visé au paragraphe 2 afin d'attirer son attention sur la nécessité d'assurer un suivi de l'élève en ce qui concerne la clôture ou la prolongation de la prise en charge.

Lorsque l'axe 2 relatif à l'intervention est clôturé, le directeur de l'école, le directeur du centre PMS et l'élève majeur reçoivent une notification automatiquement générée par l'application informatique DAccE.

Art. 1.7.1-42. Lorsqu'un élève mineur ou majeur fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement en axe 2 relatif à l'intervention au cours d'une année scolaire et qu'à l'issue de celle-ci le pilote n'a pas clôturé positivement ou négativement la prise en charge conformément aux articles 1.7.1-40 ou 1.7.1-41, le suivi et l'accompagnement en axe 2 relatif à l'intervention se poursuit au cours de l'année scolaire suivante.

Sauf changement de désignation décidé par le directeur du centre PMS, le pilote préalablement désigné poursuit le suivi de l'élève concerné.

Au cours de la nouvelle année scolaire, la durée du suivi et de l'accompagnement en axe 2 relatif à l'intervention est la suivante :

1° lorsque la durée du suivi et de l'accompagnement réalisés en axe 2 relatif à l'intervention au cours de l'année précédente n'a pas excédé trois mois : trois mois renouvelables une fois conformément aux articles 1.7.1-40, § 2, et 1.7.1-41, § 2 ;

2° lorsque la durée du suivi et de l'accompagnement réalisés en axe 2 relatif à l'intervention au cours de l'année précédente a excédé trois mois : trois mois maximum.

Sous-section 6. — De l'axe 3 relatif à la compensation

Art. 1.7.1-43. L'axe 3 relatif à la compensation consiste en la mise en place de mesures de compensation à l'égard de l'élève en situation de décrochage scolaire. La compensation a pour objectif :

1° dans l'enseignement fondamental : d'adapter le suivi et l'accompagnement apporté en axe 2 relatif à l'intervention de manière à rétablir une fréquentation scolaire régulière le plus rapidement possible ;

2° dans l'enseignement secondaire, pour les élèves âgés de moins de 15 ans : de construire prioritairement un nouveau projet scolaire avec l'élève de manière à rétablir une fréquentation scolaire régulière ;

3° dans l'enseignement secondaire, pour les élèves âgés de 15 ans ou plus : de construire prioritairement un nouveau projet scolaire avec l'élève de manière à rétablir une fréquentation scolaire régulière ou, en conformité avec les dispositions relatives à l'obligation scolaire, de rechercher des alternatives à la scolarité à travers un projet personnel ou professionnel.

Art. 1.7.1-44. § 1^{er}. L'axe 3 relatif à la compensation s'applique exclusivement aux élèves mineurs et aux élèves qui ont atteint l'âge de la majorité durant leur prise en charge dans le schéma de suivi et d'accompagnement individuel pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire.

L'axe 3 relatif à la compensation est systématiquement activé par le centre PMS à l'égard de tout élève mineur visé à l'alinéa 1^{er} en situation de décrochage scolaire et répondant à l'une des situations suivantes :

1° avoir fait l'objet d'une clôture négative en ce qui concerne l'axe 2 relatif à l'intervention ;

2° être pris en charge, de manière exceptionnelle, par un service d'accrochage scolaire avant le terme de l'accompagnement réalisé en axe 2 relatif à l'intervention et ce, conformément à l'article 1.7.1-40, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°.

En cas de changement d'école au cours de la mise en œuvre de l'axe 3 relatif à la compensation, le directeur du centre PMS compétent désigne un pilote chargé d'assurer le suivi de l'élève concerné.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, à la demande expresse de l'élève majeur motivée par une situation exceptionnelle, le directeur du centre PMS peut, en concertation avec l'équipe éducative de l'école, accepter la prise en charge de l'élève majeur en motivant celle-ci.

§ 3. Dès que l'axe 3 relatif à la compensation est activé, le directeur de l'école, le directeur du centre PMS en charge de l'élève et les parents ou l'élève majeur reçoivent une notification automatiquement générée par l'application informatique DAccE.

Art. 1.7.1-45. § 1^{er}. Le pilote désigné dans le cadre de l'axe 2 relatif à l'intervention continue à assurer le suivi de l'élève concerné dans le cadre de l'axe 3 relatif à la compensation. Il veille à proposer à l'élève en situation de décrochage scolaire un accompagnement adapté à sa situation.

Dans le cadre de l'axe 3 relatif à la compensation, le pilote exerce sa mission de suivi :

1° en établissant une nouvelle proposition d'accompagnement conformément aux paragraphes 2 et 3, en tenant compte des démarches et actions déjà entreprises en application des articles 1.7.1-34, § 2, et 1.7.1-39, § 2 ;

2° en s'assurant régulièrement que l'élève concerné bénéficie d'un accompagnement continu et, si cela s'avère nécessaire, en adaptant les modalités d'accompagnement ;

3° en éclairant, le cas échéant, le conseil de classe dans le cadre de la délibération visée à l'article 1.7.1-55.

Durant la prise en charge de l'élève, le pilote assure le suivi visé à l'alinéa 2, 2°, au moins tous les trois mois. Le délai de trois mois est suspendu pendant la durée des vacances scolaires. Une notification est automatiquement générée par l'application informatique DAccE dix jours avant l'échéance de chaque période de trois mois. Le pilote mentionne et actualise les mesures d'accompagnement mises en place dans le volet « fréquentation scolaire » du DAccE.

§ 2. Pour les élèves inscrits dans l'enseignement fondamental et pris en charge conformément à l'article 1.7.1-44, le pilote établit une nouvelle proposition d'accompagnement visant à redynamiser et à renforcer l'accompagnement proposé, dans l'optique, notamment, de soutenir la parentalité, de stimuler le raccrochage scolaire et/ou d'éviter l'accumulation de retard dans les apprentissages. Sauf lorsque des circonstances exceptionnelles liées à la situation de l'élève concerné l'exigent, un accompagnement de longue durée en dehors de l'école n'est pas possible.

§ 3. Pour les élèves inscrits dans l'enseignement secondaire et pris en charge conformément à l'article 1.7.1-44, le pilote établit une nouvelle proposition d'accompagnement en procédant à un changement de positionnement, en mobilisant d'autres intervenants et d'autres outils en vue de proposer un accompagnement prolongé et intensifié en dehors de l'école, en vue :

a) de rétablir à terme une fréquentation scolaire régulière, le cas échéant par la construction d'un nouveau projet scolaire avec l'élève ;

b) ou, subsidiairement et lorsque cela apparaît compatible avec l'obligation scolaire, de rechercher des alternatives à la scolarité à travers un projet personnel ou professionnel.

Pour les élèves de l'enseignement secondaire, l'accompagnement individuel peut être réalisé par un ou plusieurs intervenant(s) externe(s) à l'école visé à la sous-section 7. Le pilote peut informer l'intervenant sollicité au moyen des informations reprises dans le volet « fréquentation scolaire » du DAccE.

§ 4. Après avoir réexaminé la situation de l'élève, avoir rencontré l'élève concerné et, s'il est mineur, ses parents et s'être concerté avec le ou les intervenant(s) possible(s), le pilote établit une nouvelle proposition d'accompagnement. Il la présente à l'élève concerné et, s'il est mineur, à ses parents. En cas d'accord de la part de l'élève concerné et, s'il est mineur, de ses parents, le pilote les met en relation avec le ou les intervenant(s) chargé(s) d'assurer l'accompagnement de l'élève.

Le pilote mentionne et actualise les mesures d'accompagnement mises en place dans le volet « fréquentation scolaire » du DAccE.

§ 5. Dans le cadre des missions visées aux paragraphes 2 et 3, le pilote assure des échanges réguliers avec :

1° l'élève concerné et, s'il est mineur, avec ses parents ;

2° le ou les intervenant(s) mobilisé(s) ;

3° le(s) représentant(s) de l'équipe éducative de l'école dans laquelle l'élève est régulièrement inscrit.

En cas d'absence du pilote, le directeur du centre PMS s'assure de la continuité du suivi de l'élève. En cas de départ ou d'absence de longue durée du pilote, le directeur du centre PMS désigne un nouveau pilote chargé d'assurer le suivi de l'élève concerné.

Art. 1.7.1-46. § 1^{er}. L'axe 3 relatif à la compensation est clôturé :

1° lorsqu'une clôture positive est prise à l'égard d'un élève mineur conformément au paragraphe 2 ;

2° lorsqu'une clôture positive ou négative est prise à l'égard d'un élève majeur conformément au paragraphe 3 ;

3° le dernier jour de l'année scolaire au cours de laquelle l'élève a cessé d'être soumis à l'obligation scolaire, sauf application de la dérogation visée à l'article 1.7.1-44, § 2.

Le pilote est déchargé de sa mission lorsque l'axe 3 relatif à la compensation est clôturé.

§ 2. Après avoir consulté l'élève mineur concerné et ses parents, l'équipe éducative et le(s) intervenant(s) qui accompagnent l'élève, le pilote clôture positivement la prise en charge en axe 3 relatif à la compensation lorsqu'il apparaît que la situation de l'élève mineur est régularisée, que ce soit par la reprise d'une fréquentation régulière dans l'école où il est initialement inscrit ou par son intégration dans un autre projet éducatif ou professionnel régulier.

Une clôture positive peut être prise en cours d'année scolaire ou en fin d'année scolaire.

§ 3. Lorsqu'il est fait application de la dérogation visée à l'article 1.7.1-44, § 2, après avoir consulté l'élève majeur concerné, ainsi que l'équipe éducative et le(s) intervenant(s) qui accompagnent l'élève, le pilote ;

1° clôture positivement la prise en charge en axe 3 relatif à la compensation lorsqu'il apparaît que la situation de l'élève majeur est régularisée, que ce soit par la reprise d'une fréquentation scolaire régulière dans l'école où il est initialement inscrit ou par son intégration dans un autre projet éducatif ou professionnel régulier. Une clôture positive peut être prise en cours d'année scolaire ou en fin d'année scolaire ;

2° clôture négativement la prise en charge en axe 3 relatif à la compensation lorsqu'il apparaît qu'il n'est pas possible de mettre en place une reprise d'une fréquentation scolaire régulière dans l'école où il est initialement inscrit ou son intégration dans un autre projet éducatif ou professionnel régulier. Une clôture négative peut être prise en cours d'année scolaire ou en fin d'année scolaire.

Le suivi et l'accompagnement d'un élève majeur dans le cadre de l'axe 3 relatif à la compensation sont systématiquement clôturés en fin d'année scolaire.

Par dérogation à l'article 1.7.7-1, alinéa 3, en cas de clôture négative de la prise en charge en axe 3 relatif à la compensation, l'élève majeur qui est âgé entre 18 et 21 ans et qui n'est pas régulièrement inscrit en cinquième, sixième ou septième année de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé de forme 4 ou l'élève majeur qui est âgé de plus de 21 ans n'est pas réputé être réinscrit d'année en année dans la même école. Si l'élève majeur concerné en fait la demande, sa réinscription dans la même école ou son inscription dans une nouvelle école est conditionnée à l'accord du directeur.

§ 4. En fin d'année scolaire, après avoir consulté l'élève mineur et ses parents, ainsi que l'équipe éducative et le(s) intervenant(s) qui accompagnent l'élève, le pilote peut prolonger la prise en charge en axe 3 relatif à la compensation lorsqu'il apparaît nécessaire de poursuivre le suivi et l'accompagnement de l'élève mineur dans le cadre de l'axe 3 relatif à la compensation au cours de l'année scolaire suivante.

En cas de prolongation de la prise en charge, le suivi et l'accompagnement en axe 3 relatif à la compensation se poursuivent au cours de l'année scolaire suivante.

Sauf changement de désignation décidé par le directeur du centre PMS, le pilote préalablement désigné poursuit le suivi de l'élève concerné.

§ 5. La clôture et/ou la prolongation de la prise en charge en axe 3 relatif à la compensation sont mentionnées dans le volet « fréquentation scolaire » du DAccE.

Lorsque l'axe 3 relatif à la compensation est clôturé, le directeur de l'école, le directeur du centre PMS et les parents de l'élève mineur, ou l'élève majeur, reçoivent une notification automatiquement générée par l'application informatique DAccE.

Sous-section 7. — Des dispositifs alternatifs permettant de satisfaire provisoirement à l'obligation scolaire

Art. 1.7.1-47. § 1^{er}. Les services d'accrochage scolaire ou les services d'aide à la jeunesse accueillent les mineurs visés à l'article 1.7.1-48.

La prise en charge d'un mineur par un des services visés à l'alinéa 1^{er} ne peut pas dépasser au total six mois par année scolaire et une année sur l'ensemble de la scolarité du mineur. La période située pendant les congés et les vacances scolaires n'est pas prise en considération dans le calcul de la durée de prise en charge du mineur.

Dans le cadre de l'article 1.7.1-48, une convention de partenariat dont le modèle est déterminé par le Gouvernement peut être conclue entre un service d'accrochage scolaire et un organisme constitué soit en personne morale publique soit en association sans but lucratif ayant pour objet moral principal la lutte contre le décrochage et l'échec scolaires, y compris dans la prise en charge temporaire d'un élève mineur qui est en situation de décrochage scolaire et qui fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement dans le cadre de l'axe 3 relatif à la compensation.

§ 2. Les cellules d'intégration scolaire accueillent les mineurs visés à l'article 40/2 du décret du 21 novembre 2013.

Le Ministre peut considérer comme satisfaisant aux obligations relatives à l'obligation scolaire et à la fréquentation scolaire la prise en charge d'un mineur par une des cellules d'intégration scolaire. Cette prise en charge intervient conformément aux articles 40/16 et suivants du décret du 21 novembre 2013.

Lorsqu'il est régulièrement inscrit, l'élève pris en charge par une cellule d'intégration scolaire reste régulièrement inscrit dans son école.

La cellule d'intégration scolaire notifie à la Direction générale de l'enseignement obligatoire la date de début de prise en charge prévue et l'informe lorsque la fin de cette prise en charge intervient, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 1.7.1-48. § 1^{er}. Le Ministre peut considérer comme satisfaisant aux obligations relatives à la fréquentation scolaire la prise en charge d'un mineur par un des services visés à l'article 1.7.1-47, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, lorsqu'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

1° l'élève mineur qui est en situation de décrochage scolaire et qui fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement dans le cadre de l'axe 3 relatif à la compensation. Cette prise en charge intervient à la demande du pilote désigné dans le cadre de l'axe 3 relatif à la compensation et selon les modalités visées aux articles 34 et 35 du décret du 21 novembre 2013 ;

2° l'élève mineur qui est en situation de crise. Cette prise en charge intervient sur demande conjointe de l'élève mineur, de ses parents, du pouvoir organisateur ou de son délégué et après avoir pris l'avis du conseil de classe et du centre PMS.

3° le mineur qui a fait l'objet d'une exclusion définitive et qui ne peut pas être réinscrit dans une école, conformément aux articles 1.7.9-9, alinéa 4, et 1.7.9-10, § 2, alinéa 5. Cette prise en charge intervient à la demande conjointe du mineur et de ses parents ;

4° le mineur qui n'est inscrit dans aucune école et qui n'est pas instruit à domicile, sauf s'il se trouve dans une situation visée aux articles 1.7.1-18, § 1^{er}, alinéas 3 à 5, et § 2, et 1.7.1-21, § 1^{er}. Cette prise en charge intervient sur demande conjointe du mineur et de ses parents et après avis favorable de la commission zonale des inscriptions ou de la commission décentralisée ou à défaut de la fédération de pouvoirs organisateurs compétents.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, l'élève reste régulièrement inscrit dans son école.

§ 2. La prise en charge visée au paragraphe 1^{er} intervient pour une période ne pouvant dépasser trois mois, renouvelable une fois.

Sur la base d'une demande motivée adressée par le service d'accrochage scolaire aux services du Gouvernement, le Ministre peut accorder à un jeune une dérogation pour qu'il puisse bénéficier d'une prise en charge par le service d'accrochage scolaire prolongée au-delà du 15 avril et jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, même si la durée totale de cette prise en charge excède la durée maximale fixée à l'article 1.7.1-47, § 1^{er}, alinéa 2.

Le conseiller de l'Aide à la jeunesse, le directeur de la protection de la jeunesse, le tribunal de la jeunesse ou le service d'accrochage scolaire notifient aux services du Gouvernement la date de début et de fin de prise en charge prévue, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 1.7.1-49. § 1^{er}. Le directeur de l'école définit les dispositions internes à l'école qui, tant au niveau collectif qu'individuel, permettront à un élève mineur qui a été pris en charge par un des services visés à l'article 1.7.1-47, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de reprendre sa scolarité dans les meilleures conditions. Le cas échéant, ces dispositions internes s'articulent avec les modalités fixées dans le protocole visé à l'article 35 du décret du 21 novembre 2013.

Il prend les dispositions visées à l'alinéa 1^{er}, en concertation avec les acteurs concernés, au sein de la cellule de concertation locale si elle a été mise en place.

Pour la mise en œuvre de ces dispositions, le directeur s'appuie sur les services internes et travaille en concertation étroite avec le centre PMS, afin d'articuler au mieux les mesures relevant de l'accompagnement pédagogique, qui sont du ressort de l'équipe éducative, et la prise en compte de la dimension psycho-médico-sociale, qui est du ressort de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS.

§ 2. Les membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS facilitent l'intervention des services externes, auxquels l'école peut recourir pour faciliter l'intégration ou la réintégration du jeune dans l'école et le processus de construction d'un projet personnel.

Art. 1.7.1-50. § 1^{er}. Pour assurer l'accompagnement dans les meilleures conditions possibles, de la réintégration des élèves dont la prise en charge par un service d'accrochage scolaire dans le cadre de l'axe 3 relatif à la compensation conformément à l'article 1.7.1-48, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, a pris fin, l'école qui accueille en premier un jeune à l'issue de sa prise en charge, se voit octroyer, pour chaque élève (ré)intégré, six périodes supplémentaires au nombre total de périodes-professeur dans l'enseignement ordinaire ou six périodes supplémentaires au capital-périodes dans l'enseignement spécialisé, sans jamais dépasser un total de vingt-quatre périodes par école.

Lorsqu'un élève a été pris en charge par un service d'accrochage scolaire jusqu'au dernier jour d'une année scolaire et est réintégré dans une école au début de l'année scolaire suivante, le pouvoir organisateur de l'école qui l'accueille peut demander l'activation de ces moyens complémentaires à ce moment.

Le pouvoir organisateur ou son délégué informe la Direction générale de l'enseignement obligatoire de sa demande d'activation de ces moyens supplémentaires.

Dès lors que la demande visée à l'alinéa précédent a été transmise selon les modalités fixées par le Gouvernement, les moyens supplémentaires peuvent être utilisés, pour une période de deux mois (compte non tenu des périodes de vacances et congés scolaires entre le premier jour de l'année scolaire et le dernier jour de l'année scolaire), dès le onzième jour scolaire qui suit l'intégration ou la réintégration du jeune dans l'école.

§ 2. Lorsqu'une école, qui bénéficie déjà, pour un premier élève, de six périodes supplémentaires conformément au paragraphe 1^{er}, accueille un second élève dont la prise en charge par un service d'accrochage scolaire a pris fin, le membre du personnel chargé de l'accompagnement conformément au paragraphe 2, peut voir cette charge étendue.

Lorsque ce membre du personnel a été désigné ou engagé à titre temporaire, sa désignation ou son engagement à titre temporaire, est prolongé(e) de telle sorte que le second élève accueilli bénéficie de l'accompagnement pour une période de deux mois.

Le même mécanisme est appliqué pour tout élève supplémentaire accueilli, sans toutefois que le détachement, la désignation ou l'engagement visés aux alinéas précédents, puisse dépasser le dernier jour de l'année scolaire en cours.

§ 3. Des pouvoirs organisateurs ou leurs délégués peuvent décider de mettre en commun les moyens supplémentaires promérités par les écoles concernées en vertu des paragraphes 1^{er} et 2 et s'engager par convention à les attribuer à un membre du personnel de l'une des écoles de ladite convention.

§ 4. Un membre du personnel de l'école peut être affecté comme intervenant pour accompagner la réintégration des élèves visés au paragraphe 1^{er}.

Le membre du personnel enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation, affecté à l'accompagnement de la réintégration d'un ou de plusieurs élèves peut accompagner un élève au sein du service d'accrochage scolaire, lorsque ce dernier le fréquente en application de la convention visée à l'article 1.7.1-51.

§ 5. Les moyens supplémentaires visés aux paragraphes précédents permettent la création par le pouvoir organisateur ou son délégué d'un ou plusieurs emplois consacrés à l'accompagnement de l'élève ou des élèves accueilli(s).

Ces emplois sont attribués par le pouvoir organisateur à un ou plusieurs membres du personnel sur une base volontaire et doivent être accrochés à une fonction de recrutement de la catégorie du personnel directeur et enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation, telles que définies par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

En aucun cas, l'octroi de ces périodes ne peut conduire à une nomination ou à un engagement à titre définitif.

Art. 1.7.1-51. Une fois intégré ou réintégré dans une école à l'issue de la prise en charge prévue à l'article 1.7.1-48, l'élève peut fréquenter le service d'accrochage scolaire qui a assuré sa prise en charge, à raison de maximum deux demi-jours par semaine au cours des deux mois qui suivent sa réintégration.

La fréquentation du service d'accrochage scolaire durant cette période fait l'objet d'une convention entre le directeur, l'élève, ses parents, le centre PMS et le service d'accrochage scolaire concernés.

Art. 1.7.1-52. Les facilitateurs visés à l'article 18 du décret du 21 novembre 2013 prêtent leur concours à la bonne articulation globale des actions menées dans la zone à laquelle ils ont été affectés, tant dans les écoles que dans les services d'accrochage scolaire, à l'égard des élèves pris en charge par un des services d'accrochage scolaire au cours de cette prise en charge et après la (ré) intégration de l'élève à l'école. »

Sous-section 8. — Du monitoring et de l'évaluation

Art. 1.7.1-53. § 1^{er}. Un Comité de monitoring est créé et composé de représentants de services du Gouvernement, comprenant notamment la Direction générale de l'enseignement obligatoire, la Direction générale du pilotage du système éducatif, le Service général de l'Inspection et l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse.

Le Comité de monitoring a pour mission d'analyser les informations et données relatives à l'absentéisme et au décrochage, les éléments pertinents du parcours des élèves pris en charge par les dispositifs, et l'implémentation concrète des dispositifs prévus par la présente section. Pour ce faire, le Comité de monitoring peut notamment se référer aux rapports annuels visés à l'article 15 du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement.

Le Comité réalise un rapport annuel de monitoring sur la base des trois analyses précitées. Le rapport est transmis au Ministre de l'Education et à la Commission de Pilotage (COPÍ).

§ 2. Le Gouvernement évalue la mise en œuvre des dispositions de la présente section tous les quatre ans, et en fait rapport au Parlement. Il transmet le premier rapport d'évaluation au Parlement au cours de l'année scolaire 2029-2030. »

Art. 8. Dans le Livre 1^{er}, Titre VII, Chapitre 1^{er}, du même Code, il est inséré une section V intitulée « Des conséquences de la fréquentation scolaire irrégulière » et dont la teneur suit :

« Section V – Des conséquences de la fréquentation scolaire irrégulière

Art. 1.7.1-54. Les dossiers des élèves mineurs soumis à l'obligation scolaire et ne présentant pas suffisamment de garanties au niveau de la fréquentation scolaire régulière de l'école ou du centre de formation dans lequel ils sont dument inscrits sont envoyés par les services du Gouvernement au Procureur du Roi.

Art. 1.7.1-55. § 1^{er}. A partir du deuxième degré de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de forme 4, l'élève qui compte, au cours d'une même année scolaire, plus de 30 demi-jours d'absence injustifiée est considéré comme ne suivant pas effectivement et assidûment les cours, au sens de l'article 2, 9°, 10° et 10°bis, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, et ne peut donc plus prétendre à la sanction des études en fin d'année scolaire, sauf décision favorable du conseil de classe telle que visée au paragraphe 2.

Lorsqu'un élève a dépassé 30 demi-jours d'absence injustifiée, le directeur informe par écrit ses parents, ou l'élève lui-même s'il est majeur, des conséquences de ce dépassement sur la sanction des études.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les demi-jours d'absence injustifiée relevés dans l'enseignement ordinaire de plein exercice ne sont pas pris en compte lorsqu'un élève s'inscrit dans l'enseignement spécialisé ou dans l'enseignement secondaire en alternance au cours de la même année scolaire.

§ 2. Entre le 15 et le 31 mai, le conseil de classe prend la décision d'autoriser ou non l'élève régulièrement inscrit visé au paragraphe 1^{er} à présenter les examens de fin d'année scolaire pour prétendre à la sanction des études. Le conseil de classe motive sa décision en se basant uniquement sur la situation de l'élève à ce moment de l'année scolaire. La décision du conseil de classe est immédiatement notifiée, par écrit, aux parents ou à l'élève lui-même s'il est majeur. Le pilote visé à l'article 1.7.1-31, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, fournit tout élément de nature à éclairer le conseil de classe. La décision de ne pas admettre l'élève à la sanction des études ne constitue pas une attestation d'orientation C, telle que définie à l'article 23, § 2, 3°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité.

Le directeur transmet aux services du Gouvernement, pour le dernier jour de chaque année scolaire, la liste des élèves ayant dépassé les 30 demi-jours d'absence injustifiée au cours de cette année scolaire et pour lesquels le conseil de classe les a autorisés à présenter les examens de fin d'année pour prétendre à la sanction des études.

L'élève qui dépasse les 30 demi-jours d'absence injustifiée après le 31 mai peut prétendre à la sanction des études, sans décision préalable du conseil de classe. »

Section 3. — Disposition modificative relative au service intégré d'assistance aux écoles

Art. 9. Dans le livre 1^{er}, du même Code, le Titre VII est complété par un chapitre 11 dont la teneur suit :

« Chapitre XI. – Du service intégré d'assistance aux écoles

Section 1^{ère}. – Définitions

Art. 1.7.11-1. Au sens du présent chapitre, on entend par :

1° écoles ayant un taux élevé d'absentéisme des élèves : les écoles ayant un taux d'absentéisme au minimum égal au double de la moyenne des écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

2° incident critique : fait grave survenant de manière soudaine et imprévisible, portant atteinte à l'intégrité physique ou psychique d'une ou plusieurs personnes, et qui provoque une rupture dans la sérénité du climat scolaire ;

3° processus de radicalisation : le processus visé à l'article 3, 15°, de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité ;

4° processus de polarisation : processus amenant une personne :

a) à embrasser des conceptions ou des visées notamment racistes, xénophobes, anarchistes, nationalistes, autoritaires ou totalitaires, qu'elles soient à caractère politique, idéologique, confessionnel ou philosophique, contraires, en théorie ou en pratique, aux principes de la démocratie ou des droits de l'homme, au bon fonctionnement des institutions démocratiques ou aux autres fondements de l'Etat de droit ;

b) à intégrer ou s'impliquer dans une organisation sectaire nuisible visée par la loi du 2 juin 1998 portant création d'un Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles et d'une Cellule administrative de coordination de la lutte contre les organisations sectaires nuisibles ;

5° situation de crise : bouleversement du fonctionnement d'une école à la suite d'un ou plusieurs événements perturbateurs, et dont la gestion dépasse les ressources internes à l'école ;

6° agents des équipes mobiles : les agents visés à l'article 1.7.11-2, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, a).

Section II. – Des missions et du fonctionnement du service intégré d'assistance aux écoles

Art. 1.7.11-2. § 1^{er}. Il est créé au sein des services du Gouvernement un service intégré d'assistance aux écoles chargé d'exercer les missions visées à l'article 1.7.11-3.

§ 2. Le service intégré d'assistance aux écoles comprend un cadre composé :

1° d'un responsable hiérarchique, assisté d'une cellule administrative de quatre agents maximum ;

2° de coordonnateurs ;

3° d'agents, composés des profils suivants :

a) des agents des équipes mobiles ;

b) des médiateurs ;

c) des agents chargés d'assurer les permanences téléphoniques pour les faits de tension ou de violence en milieu scolaire.

Le Gouvernement fixe le cadre du service, les profils de fonction pour chacune des fonctions visées à l'alinéa 1^{er}, ainsi que le nombre d'agents par fonction. Il fixe également parmi les agents des équipes mobiles, le nombre d'agents spécialisés dans la prise en charge d'incidents critiques, de situation de radicalisation ou de polarisation.

Les agents visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, sont répartis sur tout le territoire par zone ou par groupement de zones. Toutefois, selon les besoins, ils peuvent, avec l'autorisation du responsable hiérarchique, être autorisés selon les modalités définies avec le coordonnateur de la zone, à effectuer une mission dans une autre zone.

Le service intégré d'assistance aux écoles est organisé de manière à distinguer les missions dévolues aux agents des équipes mobiles des missions dévolues aux médiateurs.

§ 3. Les agents des équipes mobiles, les médiateurs, les agents chargés d'assurer les permanences téléphoniques sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle des coordonnateurs.

§ 4. Les agents du service intégré d'assistance aux écoles sont des agents des services du Gouvernement.

Ils sont soumis au secret professionnel concernant leurs rapports avec les élèves, leurs parents, les écoles et les autres intervenants. Dans ce cadre, les agents du service intégré d'assistance aux écoles veillent à traduire les apports strictement nécessaires en termes exploitables par l'équipe éducative et à rechercher avec celle-ci, dans le respect des domaines de compétences de chacun, les aides les plus adéquates aux difficultés rencontrées.

§ 5. L'ensemble des agents et les coordonnateurs sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du responsable hiérarchique. Ce responsable est soumis à la même obligation de secret que les agents du service intégré d'assistance aux écoles.

Art. 1.7.11-3. Le service intégré d'assistance aux écoles exerce les missions suivantes :

1° intervenir en accompagnant collectivement les écoles ou en accompagnant individuellement les élèves pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire conformément à l'article 1.7.11-4 ;

2° intervenir dans la gestion des violences et des conflits en milieu scolaire conformément à l'article 1.7.11-5 ;

3° prévenir et gérer des situations de crise conformément à l'article 1.7.11-5 ;

4° assister les écoles en cas d'incident critique, de situation de radicalisation ou de polarisation conformément à l'article 1.7.11-6 ;

5° assurer des permanences téléphoniques à destination des parents ou des membres des équipes éducatives confrontés à des situations de tension ou de violence en milieu scolaire.

Le service intégré d'assistance aux écoles exerce également ses missions à destination des internats et homes d'accueil.

Le service intégré d'assistance aux écoles exerce ses missions en collaboration avec les centres PMS.

Art. 1.7.11-4. Dans le cadre de leur mission d'accompagnement en matière de lutte contre l'absentéisme et le décrochage scolaire, les agents des équipes mobiles sont chargés :

1° auprès des écoles qui doivent établir une proposition de « dispositif d'ajustement » conformément à l'article 1.5.2-16 et auprès des écoles ayant un taux élevé d'absentéisme des élèves :

a) d'accompagner les écoles dans le cadre de la mise en place de leurs dispositifs d'accrochage scolaire ;

b) d'accompagner l'équipe éducative concernée pour développer des actions destinées à mettre en œuvre le schéma de suivi et de prise en charge individuel de l'absentéisme et du décrochage scolaire visé à l'article 1.7.1-31 ;

Les demandes d'accompagnement émanent du pouvoir organisateur ou de son délégué.

2° d'agir comme intervenant auprès des élèves faisant l'objet d'un suivi et d'un accompagnement individuel dans le cadre de l'axe 2 relatif à l'intervention visé à l'article 1.7.1-37 ou de l'axe 3 relatif à la compensation visé à l'article 1.7.1-43. Les demandes d'accompagnement émanent du pilote visé à l'article 1.7.1-31, § 2, alinéa 1^{er}, 1°.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, les services du Gouvernement identifient chaque année scolaire, sur la base des données chiffrées de l'année scolaire précédente, les écoles ayant un taux élevé d'absentéisme des élèves et formulent une proposition d'accompagnement aux écoles identifiées.

Art. 1.7.11-5. Dans le cadre de leur intervention dans la prévention et gestion des situations de crise et dans la gestion des conflits et des violences en milieu scolaire, les agents du service intégré d'assistance aux écoles sont chargés :

1° pour ce qui concerne les agents des équipes mobiles :

a) au niveau institutionnel, d'amener les équipes éducatives ou les services internes à l'école à développer des actions de prévention et de prise en charge des situations de violence ;

b) au niveau individuel, d'intervenir dans des situations de crise en assistant les écoles dans la prise en charge des violences scolaires et en accompagnant les équipes de direction en cas de conflits entre adultes, en ce compris les conflits entre membres de l'équipe éducative ;

2° pour ce qui concerne les médiateurs visés à l'article 1.7.11-2, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, b) :

a) de mettre en place des processus de médiation en cas de tension ou de conflit entre les élèves et l'école ou leur famille et l'école ;

b) de mettre en place la conciliation prévue à l'article 1.7.8-2, § 1^{er}, en matière d'aménagements raisonnables.

L'intervention des agents des équipes mobiles en application de l'alinéa 1^{er}, 1°, est réalisée à la demande du pouvoir organisateur ou de son délégué.

L'intervention des médiateurs en application de l'alinéa 1^{er}, 2°, est réalisée :

1° soit à la demande du pouvoir organisateur ou de son délégué ;

2° soit à la demande des parents ou des élèves.

Art. 1.7.11-6. Le service intégré d'assistance aux écoles assure la gestion des incidents critiques et des situations de radicalisation et de polarisation par le biais d'une Cellule d'intervention prioritaire, composée d'un sous-ensemble d'agents des équipes mobiles spécialisés dans la gestion de ces situations.

A la demande du pouvoir organisateur ou de son délégué, la Cellule d'intervention prioritaire intervient prioritairement dans les situations suivantes :

1° en cas d'incident critique dans l'école ou aux abords de celle-ci, ainsi que dans toute situation qui amènerait le déclenchement d'un plan catastrophe ;

2° afin de permettre la reprise du dialogue au sein de l'école qui a connu un incident critique ;

3° afin d'aider l'équipe éducative et le directeur à développer une stratégie d'anticipation des incidents critiques au sein de l'école et aux abords de celle-ci ;

4° en cas de situation liée à un processus de radicalisation ou de polarisation.

Dans le cadre des missions spécifiques prévues à l'alinéa précédent, les agents des équipes mobiles sont placés sous l'autorité directe du responsable hiérarchique.

Art. 1.7.11-7. Les agents chargés d'assurer les permanences téléphoniques pour les situations de tension ou de violence en milieu scolaire sont également chargés d'assurer le suivi des appels téléphoniques.

Ces permanences sont organisées à destination des élèves, des parents et des membres des équipes éducatives.

Les agents assurent une écoute active des appelants et assurent, si nécessaire, un relais vers d'autres agents des services du Gouvernement ou d'autres intervenants externes.

Section III. – De la gestion des données liées à l'exercice des missions du service intégré d'assistance aux écoles

Art. 1.7.11-8. § 1^{er}. Dans le cadre de la mise en œuvre du présent chapitre, les catégories de données suivantes peuvent être collectées et traitées :

1° données relatives à l'identification et aux coordonnées des élèves, de leurs parents et des écoles qu'ils fréquentent ;

2° données relatives à toutes les circonstances pertinentes ayant mené à l'intervention du service intégré d'assistance aux écoles ;

3° données relatives aux interventions, dont :

a) identité et coordonnées des agents menant une intervention ;

b) dates de début et de fin de mission ;

c) le rapport d'intervention.

§ 2. Ces données sont collectées et traitées dans les buts suivants :

1° permettre la coordination et le suivi des différentes interventions du service intégré d'assistance aux écoles ;

2° permettre, en cas de nécessité, le suivi des situations concernées par les Services du Gouvernement ;

3° permettre le contrôle par la hiérarchie du bon fonctionnement du service et de la qualité des interventions menées.

§ 3. Ces données peuvent également faire l'objet de traitements statistiques dans le cadre du pilotage de la politique de lutte contre le décrochage scolaire, ou de recherches scientifiques. Dans ce cas, les données sont préalablement pseudonymisées ou anonymisées.

§ 4. Dans le cadre des finalités visées au paragraphe 2, seuls les agents chargés d'une intervention à laquelle les données se rapportent, les coordinateurs, et la ligne hiérarchique directe en cas de nécessité motivée, peuvent accéder aux données.

Dans le cadre des finalités visées au paragraphe 3, les services du Gouvernement, leurs sous-traitants, et les personnes chargées d'une mission de recherches scientifiques peuvent accéder aux données anonymisées ou pseudonymisées. Les services du Gouvernement et leurs sous-traitants peuvent accéder aux données nominatives en vue de leur anonymisation ou pseudonymisation.

§ 5. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont conservées pendant un délai de deux ans à compter du terme de l'année scolaire à laquelle elles se rapportent.

Par dérogation, les données peuvent être conservées au-delà des délais visés à l'alinéa 1^{er} dans la mesure où elles servent de fondement total ou partiel à une procédure administrative ou contentieuse en cours à la date où expire ce délai. Le délai de conservation est alors étendu jusqu'au terme définitif de la procédure en cours.

§ 6. Le Ministère de la Communauté française est responsable du traitement des données à caractère personnel visées par le présent article au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE « (règlement général sur la protection des données). »

Section 4. — Dispositions portant création du volet « fréquentation scolaire » au sein du DAccE

Art. 10. L'article 1.10.1-1 du même Code est complété par un 15° rédigé comme suit :

« 15° volet « fréquentation scolaire » : le volet du DAccE visé à l'article 1.10.2-2, § 5/1. »

Art. 11. Dans l'article 1.10.2-2 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) Dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « quatre » est remplacé par le mot « cinq » ;

b) Dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er}, le 4^o est remplacé par un 4^o et un 5^o rédigés comme suit :

« 4^o un volet « fréquentation scolaire » ;

5^o un volet « procédures ». »

c) Dans le paragraphe 2, alinéa 2, le mot « quatre » est remplacé par le mot « cinq ».

d) Il est inséré un paragraphe 5/1 rédigé comme suit :

« § 5/1. Le volet « fréquentation scolaire » permet aux membres de l'équipe éducative, aux membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS et aux parents de l'élève mineur ou à l'élève majeur de prendre connaissance, de compléter et d'échanger des informations relatives à la fréquentation scolaire de l'élève ou qui sont nécessaires à la coordination de la prise en charge de l'élève en situation d'absentéisme prolongé, en risque de décrochage scolaire ou en situation de décrochage scolaire dans le schéma de suivi et d'accompagnement individuel pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire visé à l'article 1.7.1-31 et ce, dans la stricte mesure du nécessaire de l'implication de chacune des personnes qui interviennent.

Le volet « fréquentation scolaire » comprend les rubriques suivantes :

1^o une rubrique relative à la situation de l'élève en ce qui concerne la fréquentation scolaire reprenant les onglets suivants :

a) un onglet relatif à la situation de l'élève lors de l'année scolaire en cours. Il reprend les éléments suivants :

a.1) le statut qui renseigne dans quel axe du schéma de suivi et d'accompagnement individuel pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire visé à l'article 1.7.1-31 l'élève est pris en charge ;

a.2) le suivi de l'absentéisme de l'élève reprenant la date à laquelle certains paliers ont été atteints et le nombre total de demi-jours d'absence injustifiée comptabilisés par l'élève au cours de l'année scolaire concernée ;

a.3) les actions réalisées par l'école et par les services du Gouvernement reprenant :

i. les informations relatives à la réunion visée à l'article 1.7.1-29 ou, à défaut de présentation à l'entretien, la mention de la délégation d'un membre du personnel auxiliaire d'éducation au domicile de l'élève ou d'une prise de contact avec la famille par tout autre moyen conformément à l'article 1.7.1-29, alinéa 3 ;

ii. la date du courrier de rappel de l'obligation scolaire visé à l'article 1.7.1-28 ;

iii. Le cas échéant, la date du courrier visé à l'article 1.7.1-36, § 5, et à l'article 1.7.1-41, § 4, alinéa 2, qui est adressé à un élève majeur afin de l'informer sur les aides possibles en vue d'une réorientation ;

b) un onglet relatif à la situation de l'élève lors de l'année scolaire précédente qui reprend les mêmes éléments que ceux visés a) pour l'année scolaire concernée ;

2^o une rubrique relative au suivi et à l'accompagnement de l'élève qui est pris en charge dans le schéma de suivi et d'accompagnement individuel pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire reprenant les onglets suivants :

a) un onglet relatif au suivi et à l'accompagnement réalisé avec l'élève dans le cadre de l'axe 1 relatif au soutien précoce visé à l'article 1.7.1-32 reprenant les éléments suivants :

a.1) les informations relatives à l'identification et aux coordonnées du pilote et, le cas échéant, les informations relatives à l'identification et aux coordonnées du garant de l'accrochage scolaire ;

a.2) les informations relatives au suivi réalisé dans le cadre de l'axe 1 relatif au soutien précoce comprenant :

i. le type d'activation de l'axe 1 relatif au soutien précoce visé à l'article 1.7.1-33 ;

ii. le statut du suivi en axe 1 relatif au soutien précoce ;

iii. le cas échéant, la mention de l'existence d'un contrat d'accompagnement tel que visé à l'article 1.7.1-34, § 2, alinéa 5.

iv. le motif de la clôture positive, de la clôture négative ou de la prolongation visées aux articles 1.7.1-35 et 1.7.1-36 ou la motivation de la décision de clôture précoce visée à l'article 1.7.1-35, § 2 et 1.7.1-36, § 2 ;

a.3) les informations relatives aux mesures d'accompagnement mises en place pour l'axe 1 relatif au soutien précoce visées à l'article 1.7.1-34, § 2, comprenant :

i. le(s) type(s) d'intervenant(s) mobilisé(s) ;

ii. pour chaque intervenant mobilisé, le statut de l'accompagnement ;

b) un onglet relatif au suivi et à l'accompagnement individuel réalisé avec l'élève dans le cadre de l'axe 2 relatif à l'intervention visé à l'article 1.7.1-37 et/ou de l'axe 3 relatif à la compensation visé à l'article 1.7.1-43 reprenant les éléments suivants :

b.1) les informations relatives à l'identification et aux coordonnées du pilote ;

b.2) les informations relatives au suivi réalisé dans le cadre de l'axe 2 relatif à l'intervention visé à l'article 1.7.1-39 et/ou de l'axe 3 relatif à la compensation visé à l'article 1.7.1-45 :

i. le type d'activation de l'axe 2 relatif à l'intervention visé à l'article 1.7.1-38 ou le type d'activation de l'axe 3 relatif à la compensation visé à l'article 1.7.1-44 ;

ii. le statut du suivi en axe 2 relatif à l'intervention et/ou en axe 3 relatif à la compensation ;

iii. le motif de la clôture positive, de la clôture négative, de la prolongation de la prise en charge en axe 2 relatif à l'intervention visée à l'article 1.7.1-40 et 1.7.1-41 ou de la prise en charge en axe 3 relatif à la compensation visée à l'article 1.7.1-46 ;

b.3) les informations relatives aux mesures d'accompagnements mises en place pour l'axe 2 relatif à l'intervention visées à l'article 1.7.1-39, § 2, et/ou pour l'axe 3 relatif à la compensation visées à l'article 1.7.1-45, § 4, comprenant :

i. le(s) type(s) d'intervenant(s) mobilisé(s) ;

ii. pour chaque intervenant mobilisé, le statut de l'accompagnement ;

c) un onglet récapitulatif qui schématise et synthétise les différentes informations visées au a) et b), et qui informe succinctement les utilisateurs sur l'état de la prise en charge de l'élève dans le schéma de suivi et d'accompagnement individuel pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire et ce, pour l'année scolaire en cours ;

3^o une rubrique relative à l'historique qui comprend les informations visées aux 1^o et 2^o en ce qui concerne l'année scolaire en cours et l'année scolaire précédente.

Les informations visées à l'alinéa 2, 2^o, a), a.1) et b), b.1), contiennent des catégories de données relatives à l'identification et aux coordonnées du pilote et, le cas échéant, les informations relatives à l'identification et aux coordonnées du garant de l'accrochage scolaire.

Le volet « fréquentation scolaire » du DAccE est alimenté conformément à l'article 1.10.4-8/1. La liste et le format des données comprises dans les rubriques du volet « fréquentation scolaire » sont fixés par le Gouvernement dans les canevas visés au paragraphe 7. »

Art. 12. Dans l'article 1.10.3-2 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le paragraphe 1^{er}, le 10° abrogé par le décret du 20 juillet 2023 est rétabli dans l'écriture suivante :

« 10° « membre de l'équipe pédagogique - garant de l'accrochage scolaire » ; »

2° le paragraphe 1^{er} est complété par les 11° à 13° rédigés comme suit :

« 11° « membre de l'équipe éducative - garant de l'accrochage scolaire » ;

12° « membre de l'équipe pédagogique - pilote accrochage scolaire » ;

13° « membre de l'équipe éducative - pilote accrochage scolaire ». »

3° Dans le paragraphe 2, 1°, a), les mots « et « suivi de l'élève » » sont remplacés par les mots « «, suivi de l'élève » et « fréquentation scolaire » »

4° Dans le paragraphe 2, le 2° est complété par un f) rédigé comme suit :

« f) alimenter le volet « fréquentation scolaire » »

5° Dans le paragraphe 3, 1°, a), les mots « et « suivi de l'élève » » sont remplacés par les mots « «, suivi de l'élève » et « fréquentation scolaire » »

6° Dans le paragraphe 3, 2°, le c) abrogé par le décret du 20 juillet 2023 est rétabli dans l'écriture suivante :

« c) alimenter le volet « fréquentation scolaire » »

7° Dans le paragraphe 6, 1°, a), les mots « et « suivi de l'élève » » sont remplacés par les mots « «, suivi de l'élève » et « fréquentation scolaire » »

8° Dans le paragraphe 6, le 2° est complété par un c) rédigé comme suit :

« c) alimenter le volet « fréquentation scolaire » »

9° Dans le paragraphe 7, 1°, a), les mots « et « suivi de l'élève » » sont remplacés par les mots « «, suivi de l'élève » et « fréquentation scolaire » »

10° Dans le paragraphe 8, 1°, a), les mots « et « suivi de l'élève » » sont remplacés par les mots « «, suivi de l'élève » et « fréquentation scolaire » »

11° Dans le paragraphe 9, 1°, a), les mots « et « suivi de l'élève » » sont remplacés par les mots « «, suivi de l'élève » et « fréquentation scolaire » »

12° Dans l'article 1.10.3-2, le paragraphe 11 abrogé par le décret du 20 juillet 2023 est rétabli dans l'écriture suivante /

« § 11. Le profil d'utilisateur « membre de l'équipe pédagogique - garant de l'accrochage scolaire » permet à l'utilisateur ayant ce profil pour les élèves placés sous sa responsabilité, inscrits dans l'école dans laquelle l'utilisateur travaille :

1° de disposer des mêmes accès et fonctionnalités que ceux repris dans le profil d'utilisateur « membre de l'équipe pédagogique » visé au paragraphe 4 ;

2° de consulter les informations du volet « fréquentation scolaire » selon les modalités fixées par l'article 1.10.4-9 ;

3° de disposer d'un accès en écriture pour alimenter le volet « fréquentation scolaire » ;

4° d'imprimer l'ensemble des rubriques du volet « fréquentation scolaire » selon le modèle fixé par le Gouvernement en application de l'article 1.10.4-10, § 2, alinéa 2. »

13° l'article 1.10.3-2 est complété par les paragraphes 12 à 14 rédigé comme suit :

« § 12. Le profil d'utilisateur « membre de l'équipe éducative - garant de l'accrochage scolaire » permet à l'utilisateur ayant ce profil pour les élèves placés sous sa responsabilité, inscrits dans l'école dans laquelle l'utilisateur travaille :

1° de disposer des mêmes accès et fonctionnalités que ceux repris dans le profil d'utilisateur « membre de l'équipe éducative » visé au paragraphe 5 ;

2° de consulter les informations du volet « fréquentation scolaire » selon les modalités fixées par l'article 1.10.4-9 ;

3° de disposer d'un accès en écriture pour alimenter le volet « fréquentation scolaire » ;

4° d'imprimer l'ensemble des rubriques du volet « fréquentation scolaire » selon le modèle fixé par le Gouvernement en application de l'article 1.10.4-10, § 2, alinéa 2.

§ 13. Le profil d'utilisateur « membre de l'équipe pédagogique - pilote accrochage scolaire » permet à l'utilisateur ayant ce profil pour les élèves placés sous sa responsabilité :

1° de disposer des mêmes accès et fonctionnalités que ceux repris dans le profil d'utilisateur « membre de l'équipe pédagogique » visé au paragraphe 4 ;

2° de consulter les informations du volet « fréquentation scolaire » selon les modalités fixées par l'article 1.10.4-9 ;

3° de disposer d'un accès en écriture pour alimenter le volet « fréquentation scolaire » ;

4° d'imprimer l'ensemble des rubriques du volet « fréquentation scolaire » selon le modèle fixé par le Gouvernement en application de l'article 1.10.4-10, § 2, alinéa 2.

§ 14. Le profil d'utilisateur « membre de l'équipe éducative - pilote accrochage scolaire » permet à l'utilisateur ayant ce profil pour les élèves placés sous sa responsabilité :

1° de disposer des mêmes accès et fonctionnalités que ceux repris dans le profil d'utilisateur « membre de l'équipe éducative » visé au paragraphe 5 ;

2° de consulter les informations du volet « fréquentation scolaire » selon les modalités fixées par l'article 1.10.4-9 ;

3° de disposer d'un accès en écriture pour alimenter le volet « fréquentation scolaire » ;

4° d'imprimer l'ensemble des rubriques du volet « fréquentation scolaire » selon le modèle fixé par le Gouvernement en application de l'article 1.10.4-10, § 2, alinéa 2.»

Art. 13. Dans le livre 1^{er}, Titre 10, Chapitre IV, du même Code, la section 1 est complétée par une sous-section 4 dont la teneur suit :

« Sous-section 4. – De l'alimentation du volet « fréquentation scolaire » du DAccE

Art. 1.10.4 – 8/1 Le volet « fréquentation scolaire » est alimenté de la manière suivante :

1° les informations relatives au nombre de demi-jours d'absence injustifiée atteint durant de l'année scolaire en cours et durant l'année scolaire précédente visée à l'article 1.10.2-2, § 5/1, alinéa 2, 1°, a), a.1), et b), sont issues de données traitées par l'intermédiaire de l'application informatique permettant le contrôle systématique de la fréquentation régulière visée à l'article 1.7.1-10 ou de données traitées initialement en vertu de dispositions décrétales ou réglementaires et issues de bases de données créées en application de celles-ci ;

2° les autres informations relatives à la situation de l'élève en ce qui concerne la fréquentation scolaire durant de l'année scolaire en cours et durant l'année scolaire précédente visée à l'article 1.10.2-2, § 5/1, alinéa 2, 1°, a), a.2) et b), sont issues des données saisies par les utilisateurs du DAccE dûment habilités dans le respect des règles fixées aux articles 1.7.1-31 et suivants dans le volet « fréquentation scolaire » ou de données traitées initialement en vertu de dispositions décrétales ou réglementaires et issues de bases de données créées en application de celles-ci ;

3° les informations relatives au suivi et à l'accompagnement de l'élève réalisé dans le cadre des différents axes du schéma visées à l'article 1.10.2-2, § 5/1, alinéa 2, 2°, sont issues des données saisies par les utilisateurs du DAccE dûment habilités dans le respect des règles fixées aux articles 1.7.1-31 et suivants dans le volet « fréquentation scolaire » ou de données traitées initialement en vertu de dispositions décrétales ou réglementaires et issues de bases de données créées en application de celles-ci. »

Art. 14. Dans l'article 1.10.4-9 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° au volet « fréquentation scolaire ». »

b) l'alinéa 2 est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° au volet « fréquentation scolaire ». »

Art. 15. Dans l'article 1.10.4-10 du même Code, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les parents ou l'élève lui-même s'il est majeur peuvent consulter les données figurant dans les volets « administratif », « parcours scolaire », « suivi de l'élève » et « fréquentation scolaire » au moyen de l'application informatique DAccE visée à l'article 1.10.2-2, § 8. Les données suivantes sont consultables :

1° l'ensemble des données reprises dans les volets « administratif » et « parcours scolaire » ;

2° dans le volet « suivi de l'élève », les données reprises :

a) dans les rubriques visées à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 3° et 4° ;

b) dans la rubrique visée à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 6°, et ce, dans les limites de l'accès en lecture donné à l'école concernée en application de l'article 1.10.4-9 ;

3° l'ensemble des données reprises dans le volet « fréquentation scolaire ». »

Art. 16. Dans l'article 1.10.4-11 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « visées à l'article 1.10.2-2, §§ 3 et 4 et § 5, alinéa 2, 3° » sont remplacés par les mots « visées à l'article 1.10.2-2, §§ 3 et 4, § 5, alinéa 2, 3°, et § 5/1, alinéa 2, 1°, a) et b), et 2° » ;

2° Dans l'alinéa 2, les mots « et § 5/1, alinéa 2, 1° et 2°, qui sont saisies par les utilisateurs du DAccE dûment habilités » sont insérés entre les mots « visées à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 1°, 2°, 4° à 6°, » et les mots « sont conservées » ;

3° Dans l'alinéa 3, les mots « et § 5/1, alinéa 2, 1° et 2°, qui sont saisies par les utilisateurs du DAccE dûment habilités » sont insérés entre les mots « visées à l'article 1.10.2-2, § 5, alinéa 2, 1°, 2°, 4° à 6°, » et les mots « sont conservées » ;

4° Dans l'alinéa 3, les mots « son 20e anniversaire » sont remplacés par les mots « son 21e anniversaire ».

Art. 17. Dans l'article 1.10.6-1 du même Code, les mots « l'année scolaire 2027-2028 » sont remplacés par les mots « l'année scolaire 2028-2029 »

Section 5. — Dispositions modificatives diverses

Art. 18. Dans l'article 1.3.1-1 du même Code, le 14° est remplacé par ce qui suit :

« 14° Conseil de classe : dans l'enseignement secondaire ordinaire, l'ensemble des membres du personnel directeur et enseignant chargés de former un groupe déterminé d'élèves. Dans l'enseignement spécialisé, l'ensemble des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel paramédical, psychologique et social et du personnel auxiliaire d'éducation qui a la charge de l'instruction et de l'éducation des élèves d'une classe déterminée et qui en porte la responsabilité. »

Art. 19. Dans l'article 1.5.2-3, § 2, alinéa 1^{er}, 7°, du même Code, les mots « et de la médiation scolaire » sont remplacés par les mots « et du service intégré d'assistance aux écoles visé à l'article 1.7.11-2 ».

Art. 20. Dans l'article 1.5.2-15, § 2, alinéa 2, du même Code, le 2° et le 3° sont remplacés par ce qui suit :

« 2° le service intégré d'assistance aux écoles visé à l'article 1.7.11-2 ».

Art. 21. Dans l'article 1.7.1-2, § 3, du même Code, les mots « en décrochage scolaire pris en charge selon les modalités de l'article 1.7.1-29 » sont remplacés par les mots « pris en charge selon les modalités visées aux articles 1.7.1-47, § 2, alinéa 2, et 1.7.1-48, § 1^{er} ».

Art. 22. Dans l'article 1.7.7-1, alinéa 3, du même Code, les mots « Sans préjudice des articles 1.7.9-4, 1.7.9-5, 1.7.9-6, 1.7.9-7, 1.7.9-8 et 1.7.9-11 » sont remplacés par les mots « Sans préjudice des articles 1.7.1-36, § 4, alinéa 6, 1.7.1-41, § 4, alinéa 3, 1.7.1-46, § 3, alinéa 3, 1.7.9-4, 1.7.9-5, 1.7.9-6, 1.7.9-7 et 1.7.9-11 ».

Art. 23. Dans l'article 1.7.7-2, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, les mots « 20 demi-jours » sont remplacés par les mots « 30 demi-jours » et les mots « à l'article 1.7.1-10, alinéas 5 et suivants » sont remplacés par les mots « à l'article 1.7.1-55 ».

Art. 24. Dans l'article 1.7.7-29, § 3, du même Code, les mots « dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2014 portant application des articles 8, § 1^{er} et 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire » sont chaque fois remplacés par les mots « en vertu de l'article 1.7.1-8 ».

Art. 25. Dans l'article 1.7.10-3, § 4, du même Code, tel qu'inséré par le décret du 27 avril 2023, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 2 est abrogé ;
- 2° Dans l'alinéa 3, 1°, le d. est abrogé.

Art. 26. Dans l'article 6.1.5-5, alinéa 1^{er}, du même Code, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° par le service intégré d'assistance aux écoles visé à l'article 1.7.11-2 ».

CHAPITRE 2. — *Dispositions modifiant le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation*

Art. 27. Dans l'article 1^{er} du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 4°, c), les mots « , notamment dans le cadre de leur Projet général d'action d'encadrement différencié (PGAED) visé à l'article 8 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité » sont abrogés ;

2° le 4°, d) est abrogé ;

3° le 5°, a) est remplacé par ce qui suit :

« a) le service intégré d'assistance aux écoles visé à l'article 1.7.11-2 du Code de l'enseignement secondaire et de l'enseignement fondamental ; »

4° le 5°, b) et f) sont abrogés ;

5° Dans le 5°, c), les mots « visés aux articles 31, 32 et 33 du décret du 21 novembre 2013 précité » sont remplacés par les mots « visés à l'article 1.7.1-48 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire » ;

6° Dans le 5°, un l) est inséré comme suit : « l) les cellules d'intégration scolaire (CIS) : les structures visées au Chapitre 4 » ;

7° Le 19° est remplacé par ce qui suit :

« 19° Code de l'enseignement : le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

8° L'article 1^{er} est complété par un 20° et un 21° rédigés comme suit :

« 20° Référentiel de compétences initiales : le référentiel fixé par le décret du 9 juillet 2020 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2020 déterminant le référentiel des compétences initiales ;

21° Référentiels du tronc commun : les référentiels fixés par le décret du 23 juin 2022 modifiant et portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 2021 déterminant le référentiel de français et langues anciennes, le référentiel d'éducation culturelle et artistique, le référentiel de langues modernes, le référentiel de mathématiques, le référentiel des sciences, le référentiel de formation manuelle, technique, technologique et numérique, le référentiel d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté et le référentiel d'éducation physique et à la santé et adoptant le référentiel de la formation historique, géographique, économique et sociale et instaurant une procédure de dérogation à ces référentiels. »

Art. 28. Dans l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Dans le cadre du projet d'école visé à l'article 1.5.1-5 du Code de l'enseignement, après concertation avec les membres de l'équipe du centre PMS, le directeur de l'école peut, d'initiative ou à la demande d'un des acteurs de l'Aide à la Jeunesse ou de la plate-forme de concertation visée à l'article 6, mettre en place une « cellule de concertation locale ».

Il en informe le Conseil de participation visé à l'article 1.5.3-2 du Code de l'enseignement et l'organe local de concertation sociale compétent. » ;

2° Dans le paragraphe 4, alinéa 2, 2°, les mots « au PGAED » sont remplacés par les mots « au contrat d'objectifs »

3° le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, 4° est abrogé ;

4° le paragraphe 5 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement secondaire et, le cas échéant, dans l'enseignement fondamental lorsqu'il a été désigné, le garant de l'accrochage scolaire visé à l'article 1.7.1-30 du Code de l'enseignement figure nécessairement parmi les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°. »

Art. 29. Dans l'article 13 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le paragraphe 1^{er}, 16° est remplacé par ce qui suit : « 16° les coordonnateurs du service intégré d'assistance aux écoles » ;

2° Dans le paragraphe 1^{er}, le 17° est abrogé.

Art. 30. Dans l'article 18 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Deux coordonnateurs sont désignés au sein de l'équipe des six facilitateurs, l'un est issu du secteur de l'Enseignement et l'autre est issu du secteur de l'Aide à la Jeunesse. »

2° Dans le paragraphe 6, les mots « le coordonnateur » sont remplacés par les mots « les coordonnateurs » ;

3° Dans le paragraphe 7, les mots « du coordonnateur » sont remplacés par les mots « des coordonnateurs ».

Art. 31. L'article 19 du même décret est complété par un 6° rédigé suit :

« 6° de prendre part à la procédure de contractualisation des plans de pilotage, du suivi de leur degré de réalisation et de l'évaluation des contrats d'objectifs tels que définis aux articles 23/1 et suivants. »

Art. 32. Dans l'article 21, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « aux articles 31, 32 et 33 du décret « sectoriel » » sont remplacés par les mots « à l'article 1.7.1-48, § 1^{er}, du Code de l'enseignement ».

Art. 33. Dans l'article 22, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « aux articles 31, 32 et 33 du décret «sectoriel» » sont remplacés par les mots « à l'article 1.7.1-48, § 1^{er}, du Code de l'enseignement ».

Art. 34. Dans l'article 23, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « à parts égales » sont abrogés.

Art. 35. Dans le Titre 1^{er}, chapitre 3 du même décret, il est inséré une section 1ère /1 intitulée « Du pilotage des services d'accrochage scolaire » et dont la teneur suit :

« 3.1/1 Section 1ère/1. - Du pilotage des services d'accrochage scolaire

Art. 23/1. § 1^{er}. Dans le cadre d'un processus d'amélioration continue, chaque service d'accrochage scolaire est tenu d'élaborer un plan de pilotage, en cohérence avec son projet spécifique visé à l'article 25, qui constitue, au terme du processus de contractualisation visé à l'article 23/2, son contrat d'objectifs pour une période de six ans. Les plans de pilotage doivent être élaborés selon le modèle, les éléments et les modalités que le Gouvernement détermine.

Les plans de pilotage sont transmis au facilitateur visé à l'article 18 entre le 1^{er} janvier et le 30 avril de l'année à laquelle ils doivent être conclus.

§ 2. Le plan de pilotage de chaque service d'accrochage scolaire est établi dans le but de soutenir la poursuite du quatrième objectif d'amélioration du système éducatif portant sur la réduction progressive du décrochage, tel que visé à l'article 1.5.2-2, alinéa 1^{er}, 4^o, du Code de l'enseignement.

§ 3. Le plan de pilotage de chaque service d'accrochage scolaire comprend notamment les éléments suivants :

1° un état des lieux du service d'accrochage scolaire reprenant ses forces et faiblesses ainsi que leurs causes. Cet état des lieux est établi en tenant compte des informations dont le pouvoir organisateur du service d'accrochage scolaire dispose ainsi que, le cas échéant, des indicateurs propres à la situation du service d'accrochage scolaire transmis par les services du Gouvernement au pouvoir organisateur du service d'accrochage scolaire ;

2° les objectifs spécifiques à atteindre par le service d'accrochage scolaire pour soutenir la poursuite du quatrième objectif d'amélioration du système éducatif portant sur la réduction progressive du décrochage et en particulier au retour réussi à l'école des élèves en axe 3 relatif à la compensation visé à l'article 1.7.1-43 du Code de l'enseignement ;

3° les stratégies qui nécessitent des actions nouvelles à mettre en œuvre prioritairement par le service d'accrochage scolaire pour atteindre les objectifs spécifiques visés au 2°.

Chaque service d'accrochage scolaire établit son plan de pilotage en tenant compte des réalités spécifiques du service, dans la perspective de contribuer à l'objectif fixé pour le système éducatif de réduire le décrochage.

Art. 23/2. § 1^{er}. Dans les 40 jours calendrier suivant le dépôt du plan de pilotage, le facilitateur visé à l'article 18 analyse, après concertation avec le pouvoir organisateur du service d'accrochage scolaire, l'adéquation du plan de pilotage à l'objectif d'amélioration fixé pour le système éducatif de réduire le décrochage.

L'analyse de l'adéquation du plan de pilotage du service d'accrochage scolaire consiste en la détection de l'existence d'une éventuelle erreur manifeste d'appréciation dans la fixation des objectifs spécifiques que contient le plan de pilotage du service d'accrochage scolaire eu égard au quatrième objectif d'amélioration du système éducatif ou dans les stratégies définies pour les mettre en œuvre.

§ 2. Si à l'issue de cette analyse le plan de pilotage est approuvé, il est renvoyé au service d'accrochage scolaire signé par les coordonnateurs de l'équipe des facilitateurs et le facilitateur compétent dans le délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Il constitue dès lors le contrat d'objectifs du service d'accrochage scolaire. Il est conclu entre le pouvoir organisateur du service d'accrochage scolaire et le Gouvernement.

§ 3. Si le plan de pilotage n'est pas jugé en adéquation conformément au paragraphe 1^{er}, le facilitateur visé à l'article 18 émet des recommandations motivées à l'attention du pouvoir organisateur du service d'accrochage scolaire afin que le plan de pilotage soit adapté.

Le plan de pilotage adapté est renvoyé au facilitateur visé à l'article 18 dans un délai de

30 jours ouvrables à partir de la notification des recommandations visées à l'alinéa 1^{er}, aux fins d'une nouvelle analyse de son adéquation. Le facilitateur visé à l'article 18 dispose ensuite de 15 jours calendrier pour procéder à une nouvelle analyse de l'adéquation du plan de pilotage.

S'il est approuvé, il est renvoyé au service d'accrochage scolaire signé par les coordonnateurs de l'équipe des facilitateurs et le facilitateur compétent dans le délai de 15 jours calendrier visé à l'alinéa 2. Il constitue dès lors le contrat d'objectifs du service d'accrochage scolaire. Il est conclu entre le pouvoir organisateur du service d'accrochage scolaire et le Gouvernement.

§ 4. En cas de refus ou d'incapacité du service d'accrochage scolaire à établir un plan de pilotage, le facilitateur visé à l'article 18 peut solliciter les services d'inspection visés à l'article 32 pour réaliser audit externe.

Sur la base des résultats de l'audit :

1° soit un plan de pilotage peut être établi par le service d'accrochage scolaire conformément à l'article 23/1 et approuvé conformément au paragraphe 1^{er}, le cas échéant en concertation avec le facilitateur visé à l'article 18 ;

2° soit les résultats de l'audit font ressortir que le service d'accrochage scolaire ou une ou plusieurs de ses unités d'intervention ne remplissent plus les conditions requises par le présent décret et la procédure visée à l'article 33 est activée.

Art. 23/3. § 1^{er}. Le contrat d'objectifs de chaque service d'accrochage scolaire fait l'objet d'une évaluation intermédiaire après trois années d'exécution et est modifié, si nécessaire, conformément au paragraphe 2. Il fait aussi l'objet d'une évaluation finale au cours de sa sixième année d'exécution. Ces évaluations sont réalisées par le facilitateur visé à l'article 18, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Les évaluations portent sur la mise en œuvre des stratégies et sur leur efficacité en regard des objectifs spécifiques fixés. Les évaluations sont motivées.

§ 2. Lorsque l'évaluation intermédiaire visée au paragraphe 1^{er} révèle que la mise en œuvre du contrat d'objectifs ne permet pas de rencontrer ses objectifs, le pouvoir organisateur du service d'accrochage scolaire propose une modification de ce contrat dans les 50 jours ouvrables de la notification de l'évaluation intermédiaire.

Dans les 20 jours calendrier du dépôt de la proposition de modification du contrat d'objectifs, le facilitateur visé à l'article 18 analyse cette modification avec le pouvoir organisateur du service d'accrochage scolaire. S'il estime que cette modification est en adéquation avec l'objectif d'amélioration l'objectif fixé pour le système éducatif de réduire le décrochage, elle approuve le contrat d'objectifs modifié.

Si la proposition de modification du contrat d'objectifs n'est pas jugée en adéquation avec l'objectif d'amélioration fixé pour le système éducatif de réduire le décrochage, le facilitateur visé à l'article 18 émet des recommandations motivées à l'attention du pouvoir organisateur afin que le contrat d'objectifs soit adapté. Le pouvoir organisateur adapte la proposition de modification du contrat d'objectifs et renvoie la proposition de modification du contrat d'objectifs adaptée au facilitateur visé à l'article 18 dans un délai de 30 jours ouvrables à partir de la notification des recommandations du facilitateur visé à l'article 18. Le facilitateur visé à l'article 18 dispose ensuite de 15 jours calendrier pour procéder à une nouvelle analyse de son adéquation à l'objectif d'amélioration fixé pour le système éducatif de réduire le décrochage.

En cas de refus ou d'incapacité du service d'accrochage scolaire à établir une modification du contrat d'objectifs ou en cas de mauvaise volonté manifeste de mettre en œuvre le contrat d'objectifs ou une incapacité manifeste à atteindre les objectifs y visés, le facilitateur visé à l'article 18 peut solliciter les services d'inspection visés à l'article 32 pour réaliser audit externe.

Sur la base des résultats de l'audit :

1° soit une modification du contrat d'objectifs peut être établie par le service d'accrochage scolaire et approuvé conformément au présent paragraphe, le cas échéant en concertation avec le facilitateur visé à l'article 18 ;

2° soit les résultats de l'audit font ressortir que le service d'accrochage scolaire ou une ou plusieurs de ses unités d'intervention ne remplit plus les conditions requises par le présent décret et la procédure visée à l'article 33 est activée.

Art. 23/4. § 1^{er}. Chaque service d'accrochage scolaire communique annuellement des données anonymisées aux fins du pilotage du système éducatif et du pilotage des services d'accrochage scolaire selon les modalités fixées par le Gouvernement. Le Gouvernement fixe la liste de ces données et les modalités de communication.

§ 2. Les services du Gouvernement communiquent annuellement des données anonymisées et/ou des indicateurs propres à la situation du service d'accrochage scolaire. Le Gouvernement fixe la liste de ces données et les modalités de communication. »

Art. 36. Dans l'article 24, alinéa 1^{er}, du même décret, le mot « exclusif » est abrogé.

Art. 37. Dans l'article 26, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement fixe par unité d'intervention le nombre maximum de mineurs accueillis simultanément et détermine la façon dont sont comptabilisés les jeunes visés à l'article 1.7.1-51 du Code de l'enseignement. » ;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 38. Dans l'article 30 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Concomitamment, il transmet, pour avis, la demande d'agrément au Gouvernement selon les modalités arrêtées par ce dernier. » sont abrogés ;

2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Les avis et la demande d'agrément sont transmis dans les trois mois de l'accusé de réception précité aux membres de la Commission d'agrément. » sont remplacés par les mots « Les avis et la demande d'agrément sont transmis aux membres de la Commission d'agrément dans un délai de trente jours suivant l'accusé de réception précité. » ;

3° dans l'alinéa 3, les mots « alinéa 6 » sont remplacés par les mots « alinéa 5 » ;

4° dans l'alinéa 5, la phrase « La Commission d'agrément rend son avis dans les deux mois qui suivent la mise en concordance du dossier et sa communication par le promoteur. » est remplacée par la phrase « La Commission d'agrément rend un avis motivé au Gouvernement dans les deux mois qui suivent la réception du dossier mis en concordance. »

Art. 39. Dans l'article 32 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le mot « Direction » est remplacé par le mot « Administration » ;

2° Les mots « visés aux articles 20 à 27 » sont remplacés par les mots « visés aux articles 20 à 23 et 24 à 27 » ;

3° La phrase « A cet effet, au moins tous les trois ans, ils rédigent conjointement un rapport d'inspection transmis au Président de la Commission d'agrément selon les modalités prévues pour chacun des deux Services concernés » est remplacée par la phrase « A cet effet, au moins tous les trois ans, ils rédigent conjointement un rapport d'inspection transmis au Gouvernement avec copie au Président de la Commission d'agrément selon les modalités prévues pour chacun des deux Services concernés. ».

Art. 40. L'article 34 du même décret, tel que modifié par le décret du 18 janvier 2018, est remplacé par ce qui suit :

« **Article 34. - § 1^{er}.** La prise en charge d'un mineur par un service d'accrochage scolaire intervient dans les cas et à la demande des personnes visés à l'article 1.7.1-48, § 1^{er}, du Code de l'enseignement. Dans les cas visés à l'article 1.7.1-48, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° à 4°, du Code de l'enseignement, d'initiative ou sur la recommandation de l'établissement d'enseignement, du Centre psycho-médico-sociaux, des instances visées aux articles 80, § 3, et 88, § 3, du décret «Missions», de la Recherche scientifique ou du Conseiller de l'Aide à la Jeunesse, du directeur de la protection de la jeunesse ou du Tribunal de la Jeunesse, le mineur ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent s'adresser à un service d'accrochage scolaire afin que le mineur y soit pris en charge.

Le service d'accrochage scolaire travaille sur la base volontaire du mineur et de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, en partenariat, selon le cas, avec le pilote désigné dans le cadre de l'axe 3 relatif à la compensation visé à l'article 1.7.1-45 du Code de l'enseignement, les centres PMS, les écoles et l'instance compétente visée, selon le cas, à l'article 80, § 3, ou à l'article 88, § 3, du décret «Missions». L'instance compétente visée, selon le cas, à l'article 80, § 3, ou à l'article 88, § 3, du décret «Missions», est celle dont relève l'école fréquentée en dernier lieu par le mineur.

§ 2. Un processus d'admission comprenant au moins un entretien d'admission entre le service d'accrochage scolaire, le mineur et les parents ou la personne investie de l'autorité parentale, est réalisé dans un délai de 15 jours ouvrables à partir de la date d'introduction de la demande de prise en charge du mineur. Cet entretien vise à vérifier l'adéquation de la prise en charge du mineur et à en fixer les modalités.

A l'issue de ce processus d'admission :

1° les parties peuvent marquer leur accord sur la prise en charge du mineur par le service d'accrochage scolaire pendant une période dont la durée est fixée conformément à l'article 1.7.1-48, § 2, du Code de l'enseignement ;

2° le service d'accrochage scolaire constate l'inadéquation entre l'offre de prise en charge et la demande du mineur. Dans ce cas, il en informe les parents ou la personne investie de l'autorité parentale, ainsi que la personne ou le service qui a fait la demande ou la recommandation de prise en charge.

§ 3. Le service d'accrochage scolaire qui refuse, pour tout autre motif que le manque de place, la prise en charge d'un mineur visé à l'article 1.7.1-48, § 1^{er}, et 1.7.1-51 du Code de l'enseignement, en informe la Direction générale de l'Enseignement obligatoire en motivant sa décision. S'agissant d'un mineur visé à l'article 1.7.1-51 du Code de l'enseignement, il en informe également l'école concernée. »

Art. 41. L'article 35 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« **Article 35. - § 1^{er}.** Dans le cadre d'une prise en charge d'un mineur qui est en situation de décrochage scolaire ou qui est en situation de crise visée à l'article 1.7.1-48, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, du Code de l'enseignement, un protocole est conclu entre :

- 1^o le service d'accrochage scolaire ;
- 2^o le mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale ;
- 3^o le directeur de l'école ou son délégué.

Ce protocole reprend au moins les éléments suivants :

1^o la durée estimée de la période de prise en charge du mineur, laquelle ne peut excéder la durée maximale visée à l'article 1.7.1-48, § 2, du Code de l'enseignement ;

2^o les modalités de prise en charge du mineur ;

3^o les modalités de collaboration entre le service d'accrochage scolaire et l'école pendant la période de prise en charge. Ces modalités portent notamment sur la fourniture de documents pédagogiques ou sur l'intervention de membres de l'équipe éducative de l'école dans le cadre des activités mises en place par le service d'accrochage scolaire ;

4^o les modalités de collaboration entre le service d'accrochage scolaire et l'école lors du retour du mineur dans son école et ce conformément à l'article 1.7.1-51 du Code de l'enseignement ;

5^o les modalités de communication des bilans de prise en charge visés à l'article 38 aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale et au directeur de l'école ou à son délégué.

Afin d'établir les modalités de prise en charge du mineur visés à l'alinéa 2, 2^o, l'équipe du service d'accrochage scolaire élabore avec chaque mineur et, autant que possible, avec ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, un projet personnel qui tient compte du vécu du mineur et inclut les dimensions sociale et éducative ainsi qu'une dimension pédagogique. Ces modalités doivent permettre au mineur de continuer son apprentissage en référence au référentiel de compétences initiales visé à l'article 1.4.2-1 du Code de l'enseignement ou aux référentiels du tronc commun visés à l'article 1.4.2-2 du même Code ou aux socles de compétences ou aux compétences et savoirs visés aux articles 16, 25 et 35 du décret «Missions».

§ 2. Dans le cadre d'une prise en charge d'un mineur qui a fait l'objet d'une exclusion définitive et qui ne peut pas être réinscrit dans une école ou qui n'est inscrit dans aucune école et qui n'est pas instruit à domicile visé à l'article 1.7.1-48, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o, du Code de l'enseignement, un protocole est conclu entre :

- 1^o le service d'accrochage scolaire ;
- 2^o le mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale ;

Ce protocole reprend au moins les éléments suivants :

1^o la durée estimée de la période de prise en charge du mineur, laquelle ne peut excéder la durée maximale visée à l'article 1.7.1-48, § 2, du Code de l'enseignement ;

2^o les modalités de prise en charge du mineur ;

3^o les modalités de communication des bilans de prise en charge visés à l'article 38 aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale.

Afin d'établir les modalités de prise en charge du mineur visés à l'alinéa 2, 2^o, l'équipe du service d'accrochage scolaire élabore avec chaque mineur et, autant que possible, avec ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, un projet personnel qui tient compte du vécu du mineur et inclut les dimensions sociale et éducative ainsi qu'une dimension pédagogique. Ces modalités doivent permettre au mineur de continuer son apprentissage en référence au référentiel de compétences initiales visé à l'article 1.4.2-1 du Code de l'enseignement ou aux référentiels du tronc commun visés à l'article 1.4.2-2 du même Code ou aux socles de compétences ou aux compétences et savoirs visés aux articles 16, 25 et 35 du décret «Missions».

Durant la prise en charge, le service d'accrochage scolaire organise un partenariat avec le directeur de l'école du mineur et avec le directeur du Centre psycho-médico-social ou leur représentant. Par école, on entend au sens du présent paragraphe l'école que le mineur fréquentait avant sa prise en charge par le service d'accrochage scolaire ou, s'il échet, l'école qu'il fréquentera au terme de cette prise en charge.

Le service d'accrochage scolaire peut également organiser un partenariat avec toute autre école dans ou en dehors de ce dernier.

§ 3. Le Gouvernement fixe les modèles de protocole. »

Art. 42. L'article 36 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« **Article 36. - § 1^{er}.** Chaque période d'accompagnement par le service d'accrochage scolaire doit faire l'objet d'une reconnaissance de scolarité sur la base de l'article 1.7.1-48, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de l'enseignement par le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions. Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles la reconnaissance est sollicitée et octroyée.

§ 2. Lorsque le jeune interrompt sa prise en charge, le service d'accrochage scolaire informe la personne ou le service qui a fait la recommandation de prise en charge.

Lorsque le jeune interrompt sa prise en charge et que le service d'accrochage scolaire constate qu'il est en situation de danger au sens du décret «Aide à la Jeunesse », celui-ci informe le conseiller de l'Aide à la Jeunesse ou le directeur de la protection de la jeunesse ou le Tribunal de la Jeunesse concerné par la situation du jeune. »

Art. 43. L'article 37 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« **Article 37. –** Durant la période d'accompagnement de l'élève, le projet personnel est discuté régulièrement avec le mineur afin d'en percevoir l'évolution et de permettre le réajustement des objectifs poursuivis. Les parties au protocole visé à l'article 35 sont tenues informées des modifications apportées.

Le service d'accrochage scolaire cherche à faire émerger les difficultés spécifiques de chaque mineur et développe des outils permettant de trouver des solutions à ses différentes difficultés.

Durant la période d'accompagnement, le service d'accrochage scolaire met systématiquement en place des activités pédagogiques et éducatives visant à permettre une réintégration scolaire durable du mineur. »

Art. 44. Dans l'article 38 du même décret, tel que modifié par le décret du 18 janvier 2018, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Tout au long de la prise en charge du mineur, le service d'accrochage scolaire communique des bilans de la prise en charge aux parties au protocole visé à l'article 35.

Un premier bilan faisant état des actions entreprises est communiqué aux parties au protocole visé à l'article 35 dans le mois qui suit la conclusion du protocole.

Un second bilan dressant les premières conclusions de la prise en charge est communiqué aux parties au protocole visé à l'article 35 au plus tard à l'échéance des trois mois qui suit la date de conclusion du protocole

Un troisième et dernier bilan dressant les conclusions finales de la prise en charge est communiqué aux parties au protocole visé à l'article 35 au moment de la fin de la prise en charge par le service d'accrochage scolaire et au plus tard à l'issue de la réunion de concertation visée à l'article 40.

Les bilans contiennent, de manière synthétique, une analyse de la situation de départ et une explication du travail entrepris. Ils donnent des éléments permettant aux partenaires de mettre en place les conditions nécessaires à une bonne intégration du mineur au sein d'une école ou, le cas échéant, d'une autre structure de formation.

Lorsque la prise en charge par le service d'accrochage scolaire concerne un mineur qui est en situation de décrochage scolaire visé à l'article 1.7.1-48, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code de l'enseignement, le service d'accrochage scolaire communique une copie des bilans au pilote désigné dans le cadre de l'axe 3 relatif à la compensation visé à l'article 1.7.1-45 du Code de l'enseignement. »

Art. 45. L'article 39 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« **Article 39.** - § 1^{er} Lorsqu'un accompagnement se termine dans le cadre d'une situation visée à l'article 1.7.1-48, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code de l'enseignement, le service d'accrochage scolaire associe le pilote désigné dans le cadre de l'axe 3 relatif à la compensation visé à l'article 1.7.1-45 du Code de l'enseignement.

§ 2. Lorsqu'un accompagnement se termine dans le cadre d'une situation visée à l'article 1.7.1-48, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o à 3^o, du Code de l'enseignement, le service d'accrochage scolaire associe l'équipe du centre PMS concerné à l'accompagnement du processus d'orientation scolaire du mineur, d'une part, et, d'autre part, il contacte les instances visées, selon le cas, à l'article 80, § 3, ou 88, § 3, du décret «Missions» pour l'assister dans la réinsertion scolaire du mineur.

A la demande du mineur et de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, le chef d'établissement peut faire appel au centre PMS pour accompagner le retour de l'élève à l'école. »

Art. 46. L'article 40 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« **Article 40.** - § 1^{er} Dans le respect des dispositions visées à l'article 1.7.1-48 du Code de l'enseignement, du Code de l'enseignement, la fin de l'accompagnement du mineur par le service d'accrochage scolaire est déterminée par l'acquisition de compétences permettant au mineur de reprendre adéquatement sa scolarité.

La fin de la prise en charge par le service d'accrochage scolaire est actée par les parties au protocole visé à l'article 35 lors d'une réunion de concertation.

Le retour de l'élève à l'école se fait après concertation entre l'élève, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, le service d'accrochage scolaire et le directeur si l'élève est inscrit dans une école. Lorsque la prise en charge par le service d'accrochage scolaire concerne un mineur qui est en situation de décrochage scolaire visé à l'article 1.7.1-48, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code de l'enseignement, le pilote désigné dans le cadre de l'axe 3 relatif à la compensation visé à l'article 1.7.1-45 du Code de l'enseignement et, le cas échéant, le pilote qui assurera le suivi de l'élève dans le cadre de l'axe 1 relatif au soutien précoce visé à l'article 1.7.1-34 du même Code, participent à la réunion de concertation.

§ 2. Le service d'accrochage scolaire notifie à l'Administration de l'Enseignement la date de fin de prise en charge du mineur. »

Art. 47. Dans le Titre 1^{er} du même décret, il est inséré un chapitre 4 intitulé « Des Cellules d'intégration scolaire » et dont la teneur suit :

« Chapitre 4. – Des cellules d'intégration scolaire

SECTION 1RE. - MISSIONS ET ORGANISATION GÉNÉRALE DES CELLULES D'INTÉGRATION SCOLAIRE

Art. 40/1. - La présente section poursuit les objectifs suivants à l'égard des mineurs visés au 40/2 :

1^o permettre l'intégration ou la réintégration progressive et optimale, sans délai fixe, des mineurs dans le système éducatif de la Communauté française : soit dans une structure scolaire, soit dans une structure de formation agréée dans le cadre de l'obligation scolaire, soit dans une structure de formation professionnelle ;

2^o veiller à leur insertion sociale ;

3^o proposer un accompagnement pédagogique et psychosocial adapté portant, de manière transversale, sur des aspects éducatifs et psycho-sociaux, en tenant compte du rythme, des réalités, des modes de pensée et d'action propres à chacun ;

4^o apporter une aide sociale, éducative et pédagogique.

Art. 40/2. - Le dispositif des cellules d'intégration scolaire est institué au bénéfice :

1^o des mineurs non-scolarisés n'ayant jamais été scolarisés ;

2^o des mineurs infra-scolarisés, à savoir ceux ayant été scolarisés et ayant accusé un retard important dans les apprentissages en raison des interruptions que leur scolarité a connues ;

3^o des mineurs non-scolarisés analphabètes et/ou polytraumatisés ;

4^o des élèves mineurs inscrits dans un établissement d'enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française et qui sont soit infra-scolarisés ou analphabètes et/ou polytraumatisés.

Les mineurs et élèves qui entrent dans l'une des conditions visées à l'alinéa premier peuvent être pris en charge jusqu'à l'âge de 21 ans.

Art. 40/3. - Le Gouvernement de la Communauté française, sur avis motivé de la Commission d'agrément des cellules d'intégration scolaire visée à l'article 28, agréé et subventionne deux structures visant à accueillir les mineurs visés à l'article 40/2.

Dans la limite des moyens budgétaires disponibles, le Gouvernement peut augmenter le nombre de structures agréées et subventionnées visées à l'alinéa 1^{er}.

Ces structures sont appelées « cellules d'intégration scolaire » et doivent répondre aux conditions d'agrément énumérées à la section 2 du présent chapitre.

Toute cellule d'intégration scolaire agréée et subventionnée accueille tant des mineurs non-inscrits au sein d'un établissement scolaire que des mineurs inscrits dans des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française ou d'établissements d'enseignement subventionné par la Communauté française.

Art. 40/4. - Dans le cadre des objectifs visés à l'article 40/1, les cellules d'intégration scolaire ont pour mission d'apporter une aide et un accompagnement social, éducatif et pédagogique en lien avec le milieu familial ou de vie du mineur.

Par aide sociale, éducative et pédagogique, on entend toute forme d'aide ou d'action permettant, de manière progressive et optimale, de faciliter l'intégration ou la réintégration sociale et scolaire, d'améliorer les conditions de développement et d'apprentissage de ces mineurs et en ce compris, leur alphabétisation.

Elle se traduit par l'accueil en journée de ces mineurs et n'est pas limitée dans le temps.

L'objectif de chaque prise en charge par une cellule d'intégration scolaire est l'intégration ou le retour du mineur, dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions possibles, vers une structure scolaire, une structure de formation agréée dans le cadre de l'obligation scolaire ou une structure de formation professionnelle.

Art. 40/5. - *Dans la limite des moyens budgétaires disponibles, le Gouvernement fixe le montant forfaitaire de la subvention annuelle attribuée à chaque cellule d'intégration scolaire agréée et subventionnée dans le cadre du décret. Le montant de la subvention est réparti et imputé à parts égales sur les crédits inscrits au budget de l'Enseignement et au budget de l'Aide à la Jeunesse.*

Cette subvention est destinée à couvrir les frais de fonctionnement et de personnel inhérents à la mise en œuvre de l'activité de chaque cellule d'intégration scolaire.

Les modalités de liquidation et d'utilisation de cette subvention sont déterminées par le Gouvernement. Ces modalités sont communes aux secteurs de l'Enseignement et de l'Aide à la Jeunesse. Le respect des modalités d'utilisation fait l'objet d'un contrôle annuel selon une procédure définie par le Gouvernement.

SECTION 2. - CONDITIONS D'AGRÈMENT DES CELLULES D'INTÉGRATION SCOLAIRE

Art. 40/6. - *L'opérateur qui désire obtenir l'agrément d'une cellule d'intégration scolaire est soit une personne morale de droit public, soit constitué sous forme d'association sans but lucratif ayant pour objet la poursuite des missions visées à l'article 40/4.*

Art. 40/7. - § 1^{er}. *Le projet spécifique de la cellule d'intégration scolaire s'inscrit dans la poursuite des objectifs visés à la section 1^{re} du présent chapitre.*

Il précise les choix méthodologiques permettant d'atteindre les objectifs visés à l'article 40/1.

§ 2. *Le projet spécifique de la cellule d'intégration scolaire est périodiquement évalué, au minimum une fois par an, et réactualisé. Il doit être remis à jour lorsqu'il ne correspond plus aux méthodes de travail de la cellule d'intégration scolaire ou lorsqu'il est constaté que le projet spécifique ne répond plus aux besoins.*

Le projet spécifique remis à jour est communiqué au Président de la Commission d'agrément.

§ 3. *Annuellement, avant la fin du mois de septembre, la cellule d'intégration scolaire adresse au Président de la Commission d'agrément un rapport d'activités couvrant l'année scolaire précédente. Le Président de la Commission d'agrément transmet le rapport d'activités au Gouvernement.*

Art. 40/8. - § 1^{er}. *La cellule d'intégration scolaire est tenue d'atteindre une moyenne annuelle, calculée sur trois ans, de 90 pourcents de leur capacité de prises en charge agréées. La cellule d'intégration scolaire communique sa capacité de prise en charge lors de sa demande d'agrément.*

Le Gouvernement fixe par cellule d'intégration scolaire le nombre maximum de mineurs accueillis simultanément et détermine la façon dont sont comptabilisés les jeunes.

§ 2. *La cellule d'intégration scolaire exerce ses activités en dehors des locaux des établissements d'enseignement.*

§ 3. *La cellule d'intégration scolaire exerce ses activités pendant et en dehors de la période scolaire. Pendant la période scolaire, la cellule d'intégration scolaire exerce ses activités en référence au calendrier scolaire annuel fixé pour l'Enseignement obligatoire.*

La cellule d'intégration scolaire organise librement la répartition du temps d'activité mené avec les mineurs. Pendant la période scolaire, le mineur bénéficie, chaque semaine, d'un nombre de périodes d'activités équivalent au nombre de périodes scolaires hebdomadaires.

Certaines activités particulières peuvent entraîner un aménagement de l'horaire scolaire.

Art. 40/9. - *Les membres du personnel de la cellule d'intégration scolaire sont :*

- 1° *de conduite irréprochable;*
- 2° *exempts de danger pour les mineurs pris en charge;*
- 3° *reconnus aptes par la Médecine du Travail;*
- 4° *ayant une formation et/ou une expérience dans le domaine éducatif, social ou pédagogique nécessaire à la bonne exécution de leur mission;*
- 5° *aptés à adopter les attitudes sociales, éducatives et pédagogiques adaptées au projet personnel de chaque mineur;*
- 6° *aptés à mettre en œuvre des activités à caractère social, éducatif ou pédagogique visant à rencontrer les objectifs généraux des cellules d'intégration scolaire.*

SECTION 3. - PROCÉDURE D'AGRÈMENT DES CELLULES D'INTÉGRATION SCOLAIRE

SOUS-SECTION 1^{RE}. - COMMISSION D'AGRÈMENT

Art. 40/10. - *La Commission d'agrément visée à l'article 28 connaît des demandes d'agrément de cellule d'intégration scolaire.*

SOUS-SECTION 2. - INTRODUCTION DES DEMANDES D'AGRÈMENT

Art. 40/11. - *Les promoteurs du projet introduisent la demande d'agrément d'une cellule d'intégration scolaire par envoi recommandé auprès du Président de la Commission d'agrément.*

La demande, élaborée conformément à une grille normalisée définie par le Ministre en charge de l'Education, contenant, outre les éléments visés aux articles 40/6 à 40/9 :

- 1) *le cas échéant, un exemplaire des statuts de l'association sans but lucratif ;*
- 2) *la liste du personnel ainsi que la fonction, le profil de fonction et la qualification pour chacun des membres du personnel ;*
- 3) *l'identification du service de la médecine du travail ;*
- 4) *la capacité d'accueil du service ;*
- 5) *le contenu et les modalités de formation du personnel ;*
- 6) *le projet spécifique visé à l'article 40/7 ;*
- 7) *les heures normales d'activité en période scolaire et/ou en période extrascolaire ;*

8) pour l'association constituée en association sans but lucratif, l'identification de l'expert-comptable ou du réviseur d'entreprises chargé de vérifier les comptes annuels ;

9) Un Règlement d'Ordre Intérieur présentant les engagements de la cellule d'intégration scolaire, du mineur et de la famille relatifs aux modalités de la prise en charge. Ce document sera mis à la disposition des mineurs et des familles et précisera notamment la façon dont les règles seront expliquées aux mineurs;

10) le rapport favorable du service régional d'incendie et celui du service de la médecine du travail;

11) les contrats d'assurance couvrant :

a) la responsabilité civile de la personne morale de droit public ou de l'association, de son personnel et des personnes qui résident dans le service ;

b) les biens de l'association ;

c) la responsabilité civile des mineurs pris en charge ou aidés;

d) le dommage corporel causé aux mineurs pris en charge.

12) l'engagement de la personne morale de droit public, de l'association ou de la personne à laquelle la direction de la cellule d'intégration scolaire est confiée, de porter à la connaissance des administrations, selon les modalités fixées par elles, tout événement grave, tels que notamment décès, incident disciplinaire sérieux, interruption prolongée des activités de la cellule d'intégration scolaire, faute grave du personnel, dont notamment les faits de mœurs, irrégularité dans la gestion du service, sinistre quelconque.

SOUS-SECTION 3. - EXAMEN DES DEMANDES D'AGRÈMENT

Art. 40/12. - Le Président de la Commission d'agrément accuse réception de la demande visée à l'article 40/11. Les avis et la demande d'agrément sont transmis aux membres de la Commission d'agrément dans un délai de trente jours suivant l'accusé de réception précité.

La Commission d'agrément est convoquée selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Sous réserve de l'application de l'alinéa 5, la Commission d'agrément remet, dans les trois mois de l'accusé de réception visé à l'alinéa 1^{er}, un avis motivé au Gouvernement. À défaut d'avis rendu dans le délai, le Gouvernement statue.

L'avis de la Commission d'agrément respecte les conditions de l'article 40/3, alinéa 3.

La Commission peut adresser des remarques aux promoteurs des projets afin que ces derniers rencontrent davantage les conditions visées par le présent décret. Les promoteurs intéressés disposent dans ce cas d'un délai de trois mois après notification des remarques susvisées pour mettre leur dossier en concordance et communiquer ce dernier à la Commission d'agrément. La Commission d'agrément rend un avis motivé au Gouvernement dans les deux mois qui suivent la réception du dossier mis en concordance. À défaut de respecter ce délai, l'avis est réputé favorable.

SOUS-SECTION 4. - OCTROI DES AGRÈMENTS

Art. 40/13. - Dans les deux mois de la réception de l'avis rendu par la Commission d'agrément, le Gouvernement désigne les nouvelles structures qui sont agréées et subventionnées en tant que cellules d'intégration scolaire.

Le Gouvernement notifie sa décision aux promoteurs du projet par l'entremise de ses Services.

En cas de modification significative du projet spécifique ou des modalités visées à l'article 40/11, les promoteurs du projet sont tenus d'en informer la Commission d'agrément.

SECTION 4. - INSPECTION

Art. 40/14. - Le Service général de l'Inspection de l'Enseignement et le Service de l'Inspection pédagogique de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse sont chargés du contrôle du respect des dispositions visées aux articles 40/3 à 40/9. À cet effet, au moins tous les trois ans, ils rédigent conjointement un rapport d'inspection transmis Gouvernement avec copie au Président de la Commission d'agrément selon les modalités prévues pour chacun des deux Services concernés.

Art. 40/15. - Quand, sur la base du rapport transmis par les Services d'Inspection visés à l'article précédent, le Gouvernement constate que la cellule d'intégration scolaire ne remplit plus les conditions requises par le présent décret, il lui notifie, ainsi qu'à son pouvoir organisateur, une mise en demeure.

La cellule d'intégration scolaire dispose d'un délai de 3 mois pour s'y conformer.

S'il n'est pas satisfait à cette mise en demeure dans le délai précité, et après avis de la commission d'agrément, le Gouvernement peut retirer l'agrément à la cellule d'intégration scolaire ainsi que les subventions qui en découlent.

Le Gouvernement fixe les modalités de retrait de l'agrément.

SECTION 5. - ACCOMPAGNEMENT DES MINEURS ACCUEILLIS PAR LES CELLULES D'INTÉGRATION SCOLAIRE

Art. 40/16. - § 1^{er}. D'initiative ou sur la recommandation de l'établissement d'enseignement, du Centre psycho-médico-sociaux, ou du Conseiller de l'Aide à la Jeunesse, du directeur de la protection de la jeunesse ou du Tribunal de la Jeunesse, le mineur visé à l'article 40/2, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent s'adresser à une cellule d'intégration scolaire afin que le mineur y soit pris en charge.

La cellule d'intégration scolaire travaille sur la base volontaire du mineur, de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, le cas échéant, en partenariat avec les Centres psycho-médico-sociaux et les établissements d'enseignement.

§ 2. Lorsque la cellule d'intégration scolaire remarque l'inadéquation entre l'offre de prise en charge et la demande du jeune, il veille à en informer les parents ou la personne investie de l'autorité parentale, ainsi que la personne ou le service qui a fait la recommandation de prise en charge.

§ 3. La cellule d'intégration scolaire qui refuse, pour tout autre motif que le manque de place, la prise en charge d'un mineur visé à l'article 40/2, en informe la Direction générale de l'Enseignement obligatoire en motivant sa décision et, le cas échéant, l'établissement scolaire.

Les demandes non suivies d'une prise en charge sont en outre signalées dans le rapport d'activités visé à l'article 40/7.

Art. 40/17. - L'équipe socio-éducative de la cellule d'intégration scolaire élabore avec chaque mineur et, le cas échéant, avec ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, un projet personnel qui tient compte du vécu du mineur et inclut les dimensions sociale, éducative et pédagogique.

L'apprentissage peut se faire, notamment et pour autant que cela soit possible compte tenu de la situation du mineur, en référence au référentiel de compétences initiales visé à l'article 1.4.2-1 du Code de l'enseignement ou aux référentiels du tronc commun visés à l'article 1.4.2-2 du même Code ou aux socles de compétences ou aux compétences et savoirs visés aux articles 16, 25 et 35 du décret «Missions».

Le projet personnel est discuté régulièrement avec le mineur afin d'en percevoir l'évolution et de permettre le réajustement des objectifs poursuivis ou la fixation de nouveaux objectifs. Les parents sont tenus informés de ce projet.

La cellule d'intégration scolaire cherche à faire émerger les difficultés spécifiques de chaque mineur et développe des outils permettant de trouver des solutions à ses différentes difficultés.

Art. 40/18. - § 1^{er}. *Chaque période d'accompagnement par la cellule d'intégration scolaire doit faire l'objet d'une reconnaissance de scolarité sur la base de l'article 1.7.1-47, § 2, du Code de l'enseignement par le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions. Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles la reconnaissance est sollicitée et octroyée.*

§ 2. *Lorsque la prise en charge est interrompue, la cellule d'intégration scolaire informe la personne ou le service qui a fait la recommandation de prise en charge.*

Lorsque la prise en charge est interrompue et que la cellule d'intégration scolaire constate que le mineur est en situation de danger au sens du décret « Aide à la Jeunesse », celui-ci informe le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse ou le directeur de la protection de la jeunesse ou le Tribunal de la Jeunesse concernée par la situation du jeune.

Art. 40/19. - *Durant la période de prise en charge, la cellule d'intégration scolaire peut organiser un partenariat avec toute structure utile visant à l'intégration ou la réintégration sociale et scolaire du mineur.*

Art. 40/20. - § 1^{er}. *Tout au long de la prise en charge du mineur, la cellule d'intégration scolaire communique des bilans de la prise en charge aux partenaires impliqués.*

Un premier bilan faisant état des actions entreprises est communiqué aux partenaires impliqués dans le mois qui suit la date de prise en charge du mineur.

La cellule d'intégration scolaire adresse aux partenaires impliqués un nouveau bilan tous les trois mois.

Un dernier bilan leur est adressé en fin de prise en charge par le service.

Les bilans contiennent une analyse de la situation de départ et une explication du travail entrepris. Ils donnent des éléments permettant aux partenaires de mettre en place les conditions nécessaires à une bonne intégration ou réintégration sociale et scolaire du mineur au sein d'une structure scolaire, soit dans une structure de formation agréée dans le cadre de l'obligation scolaire, soit dans une structure de formation professionnelle.

§ 2. *Les travailleurs de la cellule d'intégration scolaire respectent le secret professionnel et le code de déontologie de l'Aide à la Jeunesse.*

Art. 40/21. - § 1^{er}. *La fin de l'accompagnement du mineur par la cellule d'intégration scolaire est déterminée par l'acquisition de compétences permettant au mineur d'intégrer ou de réintégrer le système éducatif de la Communauté française soit dans une structure scolaire, soit dans une structure de formation agréée dans le cadre de l'obligation scolaire, soit dans une structure de formation professionnelle.*

L'intégration ou le retour de l'élève à l'école ou dans l'une des structures visées à l'alinéa 1^{er} se fait après concertation entre l'élève, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale et la cellule d'intégration scolaire.

La cellule d'intégration scolaire apporte son soutien au mineur, à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale pour inscrire le mineur dans un établissement d'enseignement, dans une structure de formation ou dans une structure de formation professionnelle et ce, conformément aux dispositions relatives à l'obligation scolaire.

§ 2. *La cellule d'intégration scolaire notifie à l'Administration de l'Enseignement la date de fin de prise en charge du mineur. »*

CHAPITRE 3. — Dispositions modifiant diverses législations

Art. 48. Dans l'article 20 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 31 mars 2022, le paragraphe 5/1 est remplacé par ce qui suit :

« § 5/1. *Lorsque des périodes supplémentaires au nombre total de périodes-professeurs octroyées à un établissement scolaire conformément à l'article 1.7.1-50 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire sont consacrées à l'engagement à titre temporaire d'un membre du personnel auxiliaire d'éducation conformément à l'article 1.7.1-50 précité, l'emploi de ce membre du personnel auxiliaire d'éducation peut être scindé par quarts temps. »*

Art. 49. Dans l'article 3, 4., alinéa 2 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 9 février 2023, les mots « la cellule administrative de coordination des actions de prévention de la violence en milieu scolaire, de l'absentéisme, du décrochage scolaire et de l'abandon scolaire précoce créée par l'article 22 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire » sont remplacés par les mots « le service intégré d'assistance aux écoles visé à l'article 1.7.11-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

Art. 50. Dans l'article 15bis du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les mots « , pour autant que l'obligation visée à l'article 25, alinéa 2, du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ait été respectée » sont abrogés.

Art. 51. Dans l'article 9/1 du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres psycho-médico-sociaux, tel qu'inséré par le décret du 21 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « par le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire. » sont remplacés par les mots « par le Titre VII du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et par l'article 41 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation. » ;

2° l'article 9/1 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les centres psycho-médico-sociaux interviennent dans le schéma de suivi et d'accompagnement individuel des élèves en situation d'absentéisme prolongé, en risque de décrochage scolaire ou en situation de décrochage scolaire conformément aux articles 1.7.1-31 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. »

Art. 52. L'article 44ter/1 du même décret, tel qu'inséré par le décret du 11 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« **Article 44ter/1.** - Lorsque des périodes supplémentaires au capital-périodes octroyées à un établissement scolaire conformément à l'article 1.7.1-50 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire sont consacrées à l'engagement à titre temporaire d'un membre du personnel auxiliaire d'éducation conformément à l'article 1.7.1-50 précité, l'emploi de ce membre du personnel auxiliaire d'éducation peut être scindé par quarts temps. »

Art. 53. Dans le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° les articles 7 à 18 et 22 sont abrogés au 26 août 2024 ;

2° les articles 23, 25 et 26 sont abrogés au 25 août 2025.

Le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire est abrogé au 24 août 2026.

Art. 54. Dans l'article 9 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, le paragraphe 1^{er} est complété par un point 18 rédigé comme suit :

« 18. garant de l'accrochage scolaire visé à l'article 1.7.1-30 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

Art. 55. Dans l'article 14, du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 17 juin 2022, le paragraphe 1^{er} est complété par un 15° rédigé comme suit :

« 15° conseiller et accompagner les écoles fortement touchées par le phénomène de l'absentéisme scolaire. »

Art. 56. L'article 10 du décret du 31 mars 2022 portant création du dossier d'accompagnement de l'élève (DACCE), tel que modifié par le décret du 20 juillet 2023, est remplacé par ce qui suit :

« **Article 10. § 1^{er}.** Dans l'enseignement fondamental ordinaire et sans préjudice de l'article 10/1, l'utilisation du dossier d'accompagnement de l'élève (DACCE) est obligatoire à partir des années scolaires suivantes :

1° 2023-2024 : pour tous les élèves scolarisés en 1^{re}, 2^e et 3^e année de l'enseignement maternel et en 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e année de l'enseignement primaire ;

2° 2024-2025 : pour tous les élèves scolarisés en 5^e année de l'enseignement primaire ;

3° 2025-2026 : pour tous les élèves scolarisés en 6^e année de l'enseignement primaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'utilisation du volet « fréquentation scolaire » du DaccE est obligatoire à partir de l'année scolaire 2026-2027.

§ 2. Dans l'enseignement secondaire ordinaire, l'utilisation du dossier d'accompagnement de l'élève (DACCE) est obligatoire à partir de l'année scolaire 2025-2026.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'utilisation du volet « suivi de l'élève » du DaccE est obligatoire à partir des années scolaires suivantes :

1° 2026-2027 : pour tous les élèves scolarisés en 1^{re} année de l'enseignement secondaire ;

2° 2027-2028 : pour tous les élèves scolarisés en 2^e année de l'enseignement secondaire ;

3° 2028-2029 : pour tous les élèves scolarisés en 3^e année de l'enseignement secondaire ;

4° 2029-2030 : pour tous les élèves scolarisés en 4^e année de l'enseignement secondaire ;

5° 2030-2031 : pour tous les élèves scolarisés en 5^e année de l'enseignement secondaire ;

6° 2031-2032 : pour tous les élèves scolarisés en 6^e année de l'enseignement secondaire ;

7° 2032-2033 : pour tous les élèves scolarisés en 7^e année de l'enseignement secondaire.

§ 3. Un accès facultatif au DaccE est chaque fois ouvert au plus tard à partir du mois d'avril qui précède l'année scolaire lors de laquelle l'usage du volet « suivi de l'élève » ou du volet « fréquentation scolaire » du DaccE devient obligatoire conformément aux paragraphes 1^{er} et 2. Cet accès facultatif est clôturé à la fin du mois de juin qui précède l'année scolaire lors de laquelle l'usage du volet « suivi de l'élève » ou du volet « fréquentation scolaire » du DaccE devient obligatoire conformément aux paragraphes 1^{er} et 2. Il permet aux futurs utilisateurs de découvrir et d'appréhender le volet « suivi de l'élève » ou le volet « fréquentation scolaire » du DaccE. Les données encodées durant cette période par ces utilisateurs sont automatiquement et systématiquement supprimées au plus tard au 31 août. »

Art. 57. L'article 11 du même décret, tel que modifié par le décret du 20 juillet 2023, est remplacé par ce qui suit :

« **Article 11. § 1^{er}.** Dans l'enseignement maternel spécialisé et dans l'enseignement primaire spécialisé, l'utilisation du dossier d'accompagnement de l'élève (DACCE) est obligatoire à partir de l'année scolaire 2025-2026.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'utilisation du volet « fréquentation scolaire » du DaccE est obligatoire à partir de l'année scolaire 2026-2027.

§ 2. Dans l'enseignement secondaire spécialisé, l'utilisation du dossier d'accompagnement de l'élève (DACCE) est obligatoire à partir de l'année scolaire 2025-2026.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'utilisation du volet « suivi de l'élève » du DaccE est obligatoire à partir des années scolaires suivantes :

1° pour les élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1, l'utilisation du volet « suivi de l'élève » du DaccE conformément au présent décret est obligatoire à partir de l'année scolaire 2026-2027 ;

2° pour les élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 2, l'utilisation du volet « suivi de l'élève » du DaccE conformément au présent décret est obligatoire à partir de l'année scolaire 2026-2027 ;

3° pour les élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, l'utilisation du volet « suivi de l'élève » du DaccE conformément au présent décret est obligatoire à partir des années scolaires suivantes :

a) 2026-2027 : pour tous les élèves scolarisés dans la première phase et de la deuxième phase de la forme 3 ;

b) 2027-2028 : pour tous les élèves scolarisés dans la troisième phase de la forme 3 ;

4° pour les élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, l'utilisation du volet « suivi de l'élève » du DAccE conformément au présent décret est obligatoire à partir des années scolaires suivantes :

- a) 2026-2027 : pour tous les élèves scolarisés en 1^{re} année de l'enseignement secondaire ;
- b) 2027-2028 : pour tous les élèves scolarisés en 2^e année de l'enseignement secondaire ;
- c) 2028-2029 : pour tous les élèves scolarisés en 3^e année de l'enseignement secondaire ;
- d) 2029-2030 : pour tous les élèves scolarisés en 4^e année de l'enseignement secondaire ;
- e) 2030-2031 : pour tous les élèves scolarisés en 5^e année de l'enseignement secondaire ;
- f) 2031-2032 : pour tous les élèves scolarisés en 6^e année de l'enseignement secondaire ;
- g) 2032-2033 : pour les élèves scolarisés en 7^e année de l'enseignement secondaire.

§ 3. Un accès facultatif au DAccE est chaque fois ouvert au plus tard à partir du mois d'avril qui précède l'année scolaire lors de laquelle l'usage du volet « suivi de l'élève » ou du volet « fréquentation scolaire » du DAccE devient obligatoire conformément aux paragraphes 1^{er} et 2. Cet accès facultatif est clôturé à la fin du mois de juin qui précède l'année scolaire lors de laquelle l'usage du volet « suivi de l'élève » ou du volet « fréquentation scolaire » du DAccE devient obligatoire conformément aux paragraphes 1^{er} et 2. Il permet aux futurs utilisateurs de découvrir et d'appréhender le volet « suivi de l'élève » ou le volet « fréquentation scolaire » du DAccE. Les données encodées durant cette période par ces utilisateurs sont automatiquement et systématiquement supprimées au plus tard au 31 août. ».

Art. 58. Dans l'article 10 du décret du 7 juillet 2022 implémentant la Mosa Ballet School et instituant un dispositif expérimental de formation artistique en danse au premier degré commun et aux deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire général de transition, les mots « dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2014 portant application des articles 8, § 1^{er}, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire » sont remplacés par les mots « en vertu de l'article 1.7.1-8 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

CHAPITRE 4. — Dispositions transitoires

Art. 59. § 1^{er}. A partir de l'année scolaire 2024-2025, les écoles de l'enseignement maternel, primaire, fondamental et secondaire, ordinaire ou spécialisé, mettent en œuvre les mesures collectives visant à prévenir l'absentéisme et le décrochage scolaire visées aux articles 1.7.1-27 et 1.7.1-30 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel qu'introduits par l'article 7. Par dérogation à l'article 1.7.1-27, alinéa 2, 1°, du Code précité, le contrôle de la fréquentation scolaire dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire, ordinaire ou spécialisé, est réalisé conformément aux articles 1.7.1-7 à 1.7.1-11 du Code précité.

Dans l'enseignement secondaire, les « garants de l'accrochage scolaire » visés à l'article 1.7.1-30 du Code précité sont désignés à partir du second semestre de l'année scolaire 2024-2025. La formation spécifique visée à l'article 1.7.1-30, § 2, alinéa 2, du Code précité est organisée à partir du second semestre de l'année scolaire 2024-2025.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, durant l'année scolaire 2024-2025, les articles 1.7.1-27 et 1.7.1-30 du Code précité restent applicables dans l'enseignement fondamental et secondaire dans leur formulation à la date du 25 août 2024.

§ 2. A partir de l'année scolaire 2025-2026, le contrôle de la fréquentation scolaire dans l'enseignement secondaire, ordinaire ou spécialisé, est réalisé conformément aux articles 1.7.1-8 à 1.7.1-11 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tels que remplacés par les articles 2, 3, 5 et 6. Par dérogation à l'article 1.7.1-27, alinéa 2, 1°, du Code précité, le contrôle de la fréquentation scolaire dans l'enseignement fondamental, ordinaire ou spécialisé, est réalisé durant l'année scolaire 2025-2026 conformément aux articles 1.7.1-7 à 1.7.1-11 du Code de l'enseignement précité dans leur formulation à la date du 25 août 2024.

A partir de l'année scolaire 2025-2026, le schéma de suivi et d'accompagnement individuel pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire visé aux articles 1.7.1-31 à 1.7.1-52 du Code précité et les mesures visées aux articles 1.7.1-54 et 1.7.1-55 du Code précité, tels qu'introduits par les articles 7 et 8, s'appliquent à l'enseignement secondaire, ordinaire ou spécialisé. Durant l'année scolaire 2025-2026, il n'est pas fait application, pour l'enseignement secondaire, ordinaire ou spécialisé, des articles 1.7.1-33, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 1.7.1-38, § 1^{er}, 3°, 1.7.1-40, § 2, alinéa 3, 1.7.1-41, § 2, alinéa 3, du même Code.

Durant l'année scolaire 2025-2026, les 1.7.1-25 à 1.7.1-36 du Code précité restent applicables dans l'enseignement fondamental, ordinaire ou spécialisé, dans leur formulation à la date du 25 août 2024.

§ 3. A partir de l'année scolaire 2026-2027, le contrôle de la fréquentation scolaire dans l'enseignement fondamental, ordinaire ou spécialisé, est réalisé conformément aux articles 1.7.1-8 à 1.7.1-11 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tels que remplacés par les articles 2, 3, 5 et 6.

A partir de l'année scolaire 2026-2027, le schéma de suivi et d'accompagnement individuel pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire visé aux articles 1.7.1-31 à 1.7.1-52 du même Code et les mesures visées aux articles 1.7.1-54 et 1.7.1-55 du Code précité, tels qu'introduits par les articles 7 et 8, s'appliquent à l'enseignement fondamental, ordinaire ou spécialisé. Durant l'année scolaire 2026-2027, il n'est pas fait application, pour l'enseignement fondamental, ordinaire ou spécialisé, des articles 1.7.1-33, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 1.7.1-38, § 1^{er}, 3°, 1.7.1-40, § 2, alinéa 3, 1.7.1-41, § 2, alinéa 3, du même Code.

A partir de l'année scolaire 2026-2027 et pour ce qui concerne l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, il est fait application des articles 1.7.1-33, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 1.7.1-38, § 1^{er}, 3°, 1.7.1-40, § 2, alinéa 3, 1.7.1-41, § 2, alinéa 3, du même Code.

§ 4. A partir de l'année scolaire 2027-2028, il est fait application des articles 1.7.1-33, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 1.7.1-38, § 1^{er}, 3°, 1.7.1-40, § 2, alinéa 3, 1.7.1-41, § 2, alinéa 3, du même Code, dans l'enseignement fondamental, ordinaire ou spécialisé.

Art. 60. Le Comité de monitoring créé à l'article 1.7.1-53 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel qu'inséré par l'article 7, réalise son premier rapport annuel de monitoring au cours de l'année scolaire 2026-2027.

Art. 61. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 1.7.11-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel qu'introduit par l'article 9, le service intégré d'assistance aux écoles est initialement à tout le moins composé des membres du personnel faisant partie, au 25 août 2024, des services auxquels il se substitue, à savoir :

1° le Service de médiation scolaire visé aux articles 7 à 13 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ;

2° les équipes mobiles visées aux articles 14 à 18 du décret du 21 novembre 2013 précité ;

3° la Cellule administrative de coordination des actions de prévention de la violence en milieu scolaire, de l'absentéisme, du décrochage scolaire et de l'abandon scolaire précoce, visée à l'article 22 du décret du 21 novembre 2013 précité ;

4° les agents affectés à temps plein au numéro vert « Ecoute Ecole ».

§ 2. Par dérogation à l'article 1.7.11-2, § 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les agents visés au paragraphe 1^{er} qui ne sont pas, à l'entrée en vigueur du présent décret, agents statutaires des services du Gouvernement conservent leur statut administratif et pécuniaire antérieur.

Les agents sont tenus aux mêmes obligations déontologiques que ceux qui ont la qualité d'agents statutaires ou contractuels des services du Gouvernement, et sont évalués par leur hiérarchie dans les mêmes conditions.

§ 3. Après adoption du cadre visé à l'article 1.7.11-2, § 2, alinéa 2 :

1° Les agents antérieurement affectés aux équipes mobiles sont affectés aux fonctions d'intervenant psycho-social visées à l'article 1.7.11-2, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, a) ;

2° Les agents antérieurement affectés au service de médiation scolaire sont affectés aux fonctions de médiateur visées à l'article 1.7.11-2, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, b) ;

3° Les agents antérieurement affectés à la cellule administrative de coordination des actions de prévention de la violence en milieu scolaire, de l'absentéisme, du décrochage scolaire et de l'abandon scolaire précoce sont affectés à la cellule administrative assistant le responsable hiérarchique du service intégré d'assistance aux écoles visée à l'article 1.7.11-2, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ;

4° Les agents antérieurement affectés au numéro vert « Ecoute Ecole » sont affectés aux fonctions d'agent chargés d'assurer les permanences téléphoniques pour les faits de tension ou violence en milieu scolaire visées à l'article 1.7.11-2, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, c).

Art. 62. Pour l'application de l'article 1.7.11-4, alinéa 1^{er}, 2°, au cours de l'année scolaire 2024-2025, les agents des équipes mobiles peuvent intervenir individuellement auprès d'un élève dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire et de la lutte l'absentéisme scolaire.

Au cours des années scolaires 2025-2026 et 2026-2027, les agents des équipes mobiles peuvent intervenir individuellement auprès d'un élève dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire et de la lutte l'absentéisme scolaire conformément aux règles applicables au niveau d'enseignement concerné.

Art. 63. Durant l'année scolaire 2024-2025, il est organisé à destination des services d'accrochage scolaire une formation sur le processus de pilotage visés aux articles 23/1 à 23/4 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, tels qu'introduits par l'article 33.

Les plans de pilotage des services d'accrochage scolaire visés aux articles 23/1 à 23/4 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, tels qu'introduits par l'article 33, doivent être élaborés à partir du 25 août 2025.

Art. 64. Durant l'année scolaire 2025-2026, les services d'accrochage scolaire prennent en charge les élèves de l'enseignement fondamental, ordinaire ou spécialisé, conformément aux articles 34 et suivants du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation dans leur formulation à la date du 25 août 2024.

Art. 65. Durant les années scolaires 2024-2025 et 2025-2026, le Ministre en charge de l'enseignement obligatoire peut considérer comme satisfaisant aux obligations relatives à l'obligation scolaire et à la fréquentation scolaire la prise en charge d'un mineur par une des cellules d'intégration scolaire conformément à l'article 1.7.1-47, § 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel qu'introduit par l'article 7.

CHAPITRE 5. — Dispositions finales

Art. 66. Les articles 1.7.1-27 et 1.7.1-30, tels qu'introduits par l'article 7, les articles 9, 17, 18, 19, 20, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 34, 36, 38, 39, 47, 49, 53, 54, 56, 57 et 59 à 65 entrent en vigueur le 26 août 2024.

Art. 67. Sauf pour les dispositions dont l'entrée en vigueur est fixée par l'article 66, le présent décret entre en vigueur le 25 août 2025.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé,
de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
Fr. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. — Proposition de décret, n° 709-1. — Amendement(s) en commission, n° 709-2. — Texte adopté en séance plénière, n° 709-3

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 25 avril 2024.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/007197]

16 MEI 2024. — Decreet betreffende de vermindering van de schooluitval en tot bestrijding van het schoolverzuim van leerlingen (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

Afdeling 1. — *Wijzigingsbepalingen betreffende het regelmatig schoolbezoek*

Artikel 1. In Boek 1, titel VII, Hoofdstuk 1, afdeling II, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, getiteld "Systematische controle van het regelmatig schoolbezoek", waarin de artikelen 1.7.1-7 tot en met 1.7.1-9 worden overgenomen.

Art. 2. Artikel 1.7.1-8 van hetzelfde Wetboek wordt als volgt vervangen:

"Artikel 1.7.1-8. § 1. Scholen controleren systematisch het regelmatig schoolbezoek van de leerlingen.

§ 2. Halve dagen afwezigheid wegens ziekte van de leerling gedekt door een medisch attest, dagvaarding door een overheidsinstantie, het overlijden van een ouder, de deelname aan wedstrijden voor topsporters, worden als gewettigd beschouwd. De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder dergelijke afwezigheden gewettigd zijn en kan andere redenen vastleggen waarom een halve dag afwezigheid als gewettigd wordt beschouwd.

De directeur kan, volgens de door de Regering vastgestelde bepalingen, de afwezigheid van een halve dag als gewettigd beschouwen in geval van overmacht of in geval van uitzonderlijke omstandigheden die verband houden met gezinsproblemen, psychische of lichamelijke gezondheidsproblemen van de leerling, vervoersproblemen.

§ 3. Wordt beschouwd als een halve dag ongewettigde afwezigheid:

1°. in het basisonderwijs, de ongewettigde afwezigheid van de leerling gedurende een halve lesdag;

2°. in het secundair onderwijs, de ongewettigde afwezigheid van de leerling gedurende vier volledige lesperiodes samengeteld op één halve lesdag of over meerdere, aparte halve lesdagen van het schooljaar.

Scholen behandelen de laattijdige aankomst van leerlingen volgens het disciplinaire kader vastgelegd in hun huishoudelijk reglement."

Art. 3. Artikel 1.7.1-9 van hetzelfde Wetboek wordt als volgt vervangen:

"Artikel 1.7.1-9. § 1. Elke school houdt voor elke klas een aanwezigheidsregister voor de leerlingen bij.

De aanwezigheidsgegevens worden doorgegeven aan de diensten van de Regering volgens de voorwaarden bedoeld in artikel 1.7.1-10.

§ 2. Aanwezigheidsregisters moeten elke dag door de school worden bijgehouden, en dat vanaf de eerste schoolwerkdag.

§ 3. In de studiejaren van het basisonderwijs waarop de schoolplicht betrekking heeft, vermeldt elk register voor elke halve lesdag en voor elke leerling de aanwezigheid, de laattijdige aankomst, de gewettigde afwezigheid van een halve lesdag en de ongewettigde afwezigheid van een halve lesdag.

De in het eerste lid bedoelde gegevens worden geregistreerd tijdens het eerste lesuur van elke halve lesdag en worden dagelijks in de aanwezigheidsregisters ingevoerd.

§ 4. In de studiejaren van het secundair onderwijs, vermeldt elk register voor elke halve lesdag en voor elke leerling de aanwezigheid, de gewettigde afwezigheid van een lesperiode, de laattijdige aankomst, de ongewettigde afwezigheid van een lesperiode, de gewettigde afwezigheid van een halve lesdag en de ongewettigde afwezigheid van een halve lesdag.

De in het eerste lid bedoelde gegevens worden voor elke lesperiode geregistreerd en worden dagelijks in de aanwezigheidsregisters ingevoerd.

§ 5. De scholen werken hun aanwezigheidsregisters zo bij dat elke ongewettigde afwezigheid van een leerling daarin aangeduid is op de dag waarop de ongewettigde aard ervan bekend is.

Het ongewettigde karakter van een afwezigheid wordt door de scholen bevestigd binnen vijf schoolwerkdagen vanaf de dag van de afwezigheid. Bij gebreke van een wettiging binnen deze termijn, wordt de afwezigheid als ongewettigd beschouwd.

In het geval van een fout in de ingevoerde gegevens of wanneer de wettiging van de afwezigheid na deze periode aan de school wordt meegedeeld als gevolg van overmacht of als gevolg van uitzonderlijke omstandigheden, zal de directeur dat onmiddellijk melden aan de diensten van de Regering die de nodige correcties zullen aanbrengeen.

§ 6. Onverminderd de bepalingen in artikel 1.7.3-1, §3, wordt, wanneer de aan- of afwezigheid van de leerling niet of onjuist is ingevoerd in het aanwezigheidsregister vóór enige teldatum, deze niet meegeteld op de betrokken teldatum voor de berekening van het periode-kapitaal of het totale aantal leraarperiodes, het organieke kader van het niet-onderwijzend personeel, de minimumbevolking van de school en de werkingsdotaties of -subsidies van de school."

Art. 4. In Boek 1, Titel VII, Hoofdstuk 1, Afdeling II, van hetzelfde Wetboek wordt een tweede onderafdeling ingevoegd met als titel "Mededeling van gegevens die een systematische controle van het regelmatige schoolbezoek mogelijk maken", waarbij de artikelen 1.7.1-10 en 1.7.1-11 worden overgenomen.

Art. 5. Artikel 1.7.1-10 van hetzelfde Wetboek wordt als volgt vervangen:

"Artikel 1.7.1-10. – § 1. Elke kleuterschool, lagere school, basis- of secundaire school, met volledig of alternerend leerplan, gewoon of gespecialiseerd, georganiseerd of gesubsidieerd, voert zijn aanwezigheidsregisters en deelt de ongewettigde afwezigheden van zijn leerlingen mee aan de diensten van de Regering. Daartoe krijgen scholen een computerapplicatie ter beschikking waarmee ze de controle van het regelmatige schoolbezoek kunnen systematiseren.

De verwerking van persoonsgegevens die wordt uitgevoerd in overeenstemming met het eerste lid is erop gericht aan de volgende doeleinden te voldoen:

1° de controle mogelijk maken van het regelmatige schoolbezoek van leerlingen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2. de verwerking door scholen en diensten van de Regering van ongewettigde afwezigheden systematiseren en versnellen, met name om de snelle activering mogelijk te maken van de maatregelen bestemd om onregelmatige aanwezigheid als bedoeld in de artikelen 1.7.1-28 en 1.7.1-29 te voorkomen;

3° in voorkomend geval de snelle en automatische activering van de opvolging en individuele begeleiding van leerlingen die school langdurig verzuimen, of het risico lopen op schooluitval of zich in een schooluitvalsituatie bevinden, en dat in overeenstemming met artikelen 1.7.1-31 e.v.;

4° de diensten van de Regering de mogelijkheid bieden om de naleving door de scholen van de hun door of krachtens deze afdeling opgelegde verplichtingen te controleren;

5. de omkadering en financiering die scholen genieten, met name wat betreft de schoolbevolking van de scholen, kunnen bepalen en controleren;

6° een statistische verwerking mogelijk maken in het kader van de sturing van het educatief systeem en de strijd tegen schoolverzuim en schooluitval, of in het kader van wetenschappelijk onderzoek. In voorkomend geval worden de gegevens vooraf gepseudonimiseerd of geanonimiseerd.

§ 2. De categorieën van gegevens die worden verwerkt in het kader van de in paragraaf 1 bedoelde computerapplicatie zijn de volgende:

1° gegevens met betrekking tot de identificatie, de inschrijving en het lesrooster van de leerling en de school die hij bezoekt. Ze worden gevoerd door gegevens die in eerste instantie worden verwerkt op grond van decreetale of reglementaire bepalingen en afkomstig zijn uit databanken die in toepassing daarvan werden aangemaakt;

2° gegevens met betrekking tot de datum van de betrokken dag;

3° gegevens verzameld door de gebruikers bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 2° en 3°, en betrekking hebbend op:

a) de aanwezigheidsstatus van de leerling op school, namelijk aanwezigheid, laattijdige aankomst, gewettigde afwezigheid of ongewettigde afwezigheid;

b) indien van toepassing, de aard van de reden bedoeld in artikel 1.7.1-8, §2, die de afwezigheid van de leerling wettigt.

§ 3. De volgende personen hebben toegang tot de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde computerapplicatie voor de volgende doeleinden:

1° de inrichtende macht van de school. Deze laatste kan de in paragraaf 2 bedoelde gegevens raadplegen;

2° de schooldirecteur of zijn afgevaardigde. Deze laatste kan:

(a) de in paragraaf 2 bedoelde gegevens raadplegen;

b) de in paragraaf 2, 3°, bedoelde gegevens invoeren, wijzigen of verwijderen;

c) de in paragraaf 2 bedoelde gegevens afdrukken overeenkomstig artikel 1.7.1-11, §2, 5°;

3° leden van de onderwijsteams. Zij kunnen:

a) de in paragraaf 2 bedoelde gegevens raadplegen;

b) de in paragraaf 2, 3°, bedoelde gegevens invoeren, wijzigen of verwijderen.

De inrichtende macht van de school bedoeld in het eerste lid, 1°, heeft toegang tot de computerapplicatie bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, voor alle leerlingen ingeschreven in de school of scholen die ze inricht.

De directeur van de school of zijn gemachtigde bedoeld in het eerste lid, 2°, heeft toegang tot de computerapplicatie als bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, voor alle leerlingen ingeschreven in de school waar hij bevoegd is.

Elk lid van het onderwijsteam bedoeld in het eerste lid, 3°, heeft enkel toegang tot de computerapplicatie bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, voor de leerlingen ingeschreven in de school, het (de) niveau(s) en de groep(en)-klas (sen) waarvoor hij bevoegd is.

In het kader van de in paragraaf 1, tweede lid bedoelde doeleinden hebben de diensten van de Regering en hun onderaannemers toegang tot alle in paragraaf 2 bedoelde gegevens.

In het kader van het doeleinde bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 6°, hebben de diensten van de Regering en hun onderaannemers toegang tot persoonsgegevens met het oog op de pseudonimisering of anonimisering ervan. De diensten van de Regering, hun onderaannemers en personen die verantwoordelijk zijn voor een wetenschappelijke onderzoeksmissie kunnen toegang krijgen tot gepseudonimiseerde of geanonimiseerde gegevens.

§ 4. De in paragraaf 2 bedoelde gegevens met betrekking tot het lopende schooljaar kunnen worden geraadpleegd door de in paragraaf 3 bedoelde personen.

De in paragraaf 2 bedoelde gegevens worden dan passief bewaard voor een periode van zeventien jaar vanaf het einde van het schooljaar waarop ze betrekking hebben.

In afwijking daarop mogen de gegevens langer worden bewaard dan de in het tweede lid bedoelde termijn, voor zover ze dienen als gehele of gedeeltelijke grondslag voor een lopende administratie- of betwistingsprocedure tijdens dewelke deze termijn verstrijkt. De bewaringstermijn wordt dan verlengd tot het definitieve einde van de betreffende procedure.

§ 5. De Regering legt het model voor de computerapplicatie vast. De lijst en het formaat van de gegevens die in deze computerapplicatie zijn opgenomen, worden door de Regering in dat model vastgelegd.

§ 6. Het Ministerie van de Franse Gemeenschap is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens in de in dit artikel bedoelde computerapplicatie in de zin van artikel 4, 7) van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, "(Algemene Verordening Gegevensbescherming)", hierna "AVG"; De inrichtende machten hebben de status van onderaannemer in de zin van artikel 4, 8) van de AVG, wanneer ze gebruikmaken van de in dit artikel bedoelde computerapplicatie."

Art. 6. Artikel 1.7.1-11 van hetzelfde Wetboek wordt als volgt vervangen:

"**Artikel 1.7.1-11.** – § 1. De diensten van de Regering creëren, volgens de door de Regering vastgestelde procedures en onder voorbehoud van de validatie door de inrichtende macht van de school, de toegangsrechten voor de gebruikers van de in artikel 1.7.1-10 bedoelde computerapplicatie die onder de aansprakelijkheid van deze inrichtende macht vallen.

§ 2. Dankzij de in artikel 1.7.1-10 bedoelde computerapplicatie kunnen de directeur van de school of zijn afgevaardigde volgende beheershandelingen uitvoeren:

1° de schoolkalender van de school indelen volgens de vakantieperiodes, de schooldagen, de schorsingsdagen van de lessen en de verlofdagen bedoeld in de artikelen 1.9.1-1 e.v.;

2. alle leerlingen in de school in verschillende klasgroepen verdelen;

3° aan elk lid van het onderwijsteam de klasgroep(en) toewijzen waarvoor hij verantwoordelijk is en waarvoor hij een aanwezigheidsregister bijhoudt overeenkomstig artikel 1.7.1-9;

4° opzoekingen doen in de aanwezigheidsregisters per leerling, per klas of per periode;

5° de aanwezigheidsregisters of de resultaten van de in 4° bedoelde opzoekingen afdrukken.

§ 3. De diensten van de Regering staan in voor het beheer en onderhoud van de in artikel 1.7.1-10 bedoelde computerapplicatie.

De verwerking van persoonsgegevens opgenomen in deze applicatie ressorteert onder het veiligheidsbeleid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Om de naleving van het veiligheidsbeleid te waarborgen, kan het Ministerie van de Franse Gemeenschap audits en risicoanalyses laten uitvoeren. Het Ministerie kan de inrichtende macht ook verzoeken alle nodige corrigerende maatregelen te nemen."

Afdeling 2. — Bepalingen tot invoering van het individuele opvolgings- en begeleidingsschema van toepassing op leerlingen die school langdurig verzuimen, of het risico lopen op schooluitval of zich in een schooluitvalsituatie bevinden

Art. 7. In Boek 1, Titel VII, Hoofdstuk 1, van hetzelfde Wetboek wordt Afdeling IV als volgt vervangen:

"Afdeling IV. – Ondersteuning van de schoolherinschakeling

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 1.7.1-25. In de zin van deze afdeling wordt verstaan onder:

1° pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning: de pijler van het individuele opvolgings- en begeleidingsschema van toepassing op leerlingen die school langdurig verzuimen als bedoeld in artikel 1.7.1-32;

2° pijler 2 rond interventie: de pijler van het individuele opvolgings- en begeleidingsschema van toepassing op leerlingen die het risico lopen op schooluitval als bedoeld in artikel 1.7.1-37;

3° pijler 3 rond compensatie: de pijler van het individuele opvolgings- en begeleidingsschema van toepassing op leerlingen in een schooluitvalsituatie als bedoeld in artikel 1.7.1-43;

4° schoolintegratiecel (CIS): een van de cellen bedoeld in artikel 40/3 van het decreet van 21 november 2013;

5° controle van het schoolbezoek: de systematische controle van de regelmatigheid van het schoolbezoek bedoeld in de artikelen 1.7.1-8 en 1.7.1-9;

6° decreet van 21 november 2013: het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie

7. halve dag ongewettigde afwezigheid: de halve dag afwezigheid bedoeld in artikel 1.7.1-8, §3;

8° minderjarige leerling: de leerplichtige leerling overeenkomstig de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht;

9° herinschakelingsborger de in artikel 1.7.1-30 bedoelde persoon;

10° tussenpersoon: de dienst of natuurlijke of rechtspersoon, al dan niet uit de schoolsector, die instaat voor de individuele begeleiding van een leerling die de school langdurig verzuimt, of het risico loopt op schooluitval of zich in een schooluitvalsituatie bevindt. Volgens de toepasselijke pijler bedoeld in 1°, 2° of 3° kan het meer bepaald gaan om:

a) een of meer leden van het voor de betrokken leerling bevoegde onderwijsteam;

b) een of meer leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum dat bevoegd is voor de betrokken leerling;

c) een huiswerkschool;

d) een externe dienst, zoals de diensten voor acties in een open omgeving of de diensten voor hulpverlening aan de jeugd;

e) een dienst voor geestelijke gezondheidszorg;

11° sturingsbegeleider: de persoon bedoeld in artikel 1.7.1-31, §2, eerste lid, 1°;

12° dienst voor schoolherinschakeling (SAS): een van de diensten bedoeld in artikel 21 van het decreet van 21 november 2013;

13° dienst voor hulpverlening aan de jeugd: de diensten die helpen bij de uitvoering van individuele beslissingen in het kader van hulpprogramma's ontwikkeld door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en de directeur van de jeugdbescherming, in de zin van het decreet van 18 januari 2018 houdende het houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, als mandaterende instanties of door de Jeugdrechtbank, zoals:

a) de opdrachtdiensten erkend op grond van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

b) niet-erkende diensten die meewerken aan de maatregelen genomen door de besluitvormingsinstanties;

14° externe dienst: een van de diensten in de zin van artikel 1, 5°, van het decreet van 21 november 2013;

15° luik "Schoolbezoek" van het DAccE: het luik van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) bedoeld in artikel 1.10.2-2, §5/1.

Art. 1.7.1-26. De ondersteuning van de schoolherinschakeling is gericht op het handhaven of herstellen van de regelmatigheid waarmee de leerling de school waar hij is ingeschreven bezoekt.

De organisatie van de ondersteuning van de schoolherinschakeling omvat:

1° de in onderafdeling 2 bedoelde collectieve maatregelen ter voorkoming van schoolverzuim en schooluitval;

2° de individuele opvolgings- en begeleidingsmaatregelen van toepassing op leerlingen die school langdurig verzuimen, of het risico lopen op schooluitval of zich in een schooluitvalsituatie bevinden zoals bedoeld in onderafdeling 3 en volgende. Die maatregelen worden binnen het individuele opvolgings- en begeleidingsschema georganiseerd om schoolverzuim en schooluitval te bestrijden, met inbegrip van een pijler rond vroegtijdige ondersteuning, een pijler rond interventie en een pijler rond compensatie.

Onderafdeling 2. — Algemene maatregelen ter voorkoming van schoolverzuim en schooluitval

Art. 1.7.1-27. § 1. De directeur en het onderwijsteam staan in, voor alle leerlingen, voor een collectieve preventie van schooluitval binnen de inrichting. Deze preventie maakt, in voorkomend geval, deel uit van de doelstellingenovereenkomst van de school en de onderwerpen bedoeld in artikel 1.5.2-3, §2, eerste lid, 2°.

Als onderdeel van deze collectieve preventie implementeert elke school de volgende minimale acties voor alle leerlingen om de herinschakeling te bevorderen en schooluitval te voorkomen:

1° het schoolbezoek opvolgen overeenkomstig de artikelen 1.7.1-8 en 1.7.1-9, om elk risico op schooluitval zo snel mogelijk op te sporen;

2° hulpmiddelen en systemen inzetten en diversifiëren om de schoolherinschakeling te bevorderen voor alle leerlingen van de school;

3° in het secundair onderwijs, een herinschakelingsborger aanstellen overeenkomstig artikel 1.7.1-30.

§ 2. Wanneer een directeur vaststelt dat een minderjarige leerling in moeilijkheden verkeert, of zijn gezondheid of veiligheid in gevaar is, of zijn onderwijsomstandigheden in het gedrang komen door zijn gedrag, dat van zijn familie of zijn familieleden, meer bepaald in geval van verdacht schoolverzuim, meldt hij die toestand aan de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd volgens de meldings- en motiveringsvoorwaarden die vooraf met die adviseur bepaald werden.

Art. 1.7.1-28. Wanneer uit de controle van het schoolbezoek blijkt dat een leerling gedurende het schooljaar negen halve dagen ongewettigd afwezig is geweest, sturen de diensten van de Regering een brief aan de ouders van de minderjarige leerling of aan de leerling zelf als hij meerderjarig is.

Deze brief vestigt de aandacht van de geadresseerde op de mogelijke gevolgen van een verlenging van de afwezigheden, met name wat betreft de bekrachtiging van de studies, en herinnert, in het geval van een minderjarige leerling, aan de voorwaarden van de leerplicht.

In afwijking van het eerste lid, wanneer een leerling in het voorafgaande schooljaar in totaal negen halve dagen ongewettigd afwezig was en de leerling in het huidige schooljaar opnieuw halve dagen ongewettigd afwezig is, sturen de diensten van de Regering geen nieuwe brief aan de ouders van de minderjarige leerling of aan de leerling zelf indien hij meerderjarig is.

Art. 1.7.1-29. Vanaf 12 halve dagen ongewettigde afwezigheid in de loop van het schooljaar stuurt de directeur een dagvaarding naar de leerling en, indien hij minderjarig is, naar zijn ouders voor een gesprek.

Dit gesprek heeft tot doel de leerling en, indien hij minderjarig is, zijn ouders te herinneren aan hun verantwoordelijkheden met betrekking tot de bepalingen inzake ongewettigde afwezigheid, hen bewust te maken van de negatieve gevolgen van schoolverzuim en een dialoog met hen aan te gaan om de middelen en acties te overwegen om deze ongewettigde afwezigheden te voorkomen of te verhelpen.

Wordt er niet ingegaan op de dagvaarding bedoeld in het eerste lid, dan zal de directeur of een door hem aangesteld lid van het onderwijsteam, contact opnemen met de ouders van de minderjarige leerling of met de meerderjarige leerling, of naar de woning of verblijfplaats van de leerling gaan.

In afwijking van het eerste lid, wanneer een leerling in het voorafgaande schooljaar 12 halve dagen ongewettigd afwezig was, zal de directeur die leerling en, indien hij minderjarig is, zijn ouders dagvaarden voor een gesprek zodra de leerling in het lopende schooljaar vijf halve dagen ongewettigd afwezig was.

Art. 1.7.1-30. §1 In het secundair onderwijs stelt de inrichtende macht een "herinschakelingsborger" aan in elke school die ze organiseert. In één school kunnen meerdere "herinschakelingsborgers" aangesteld worden als ze meerdere vestigingen telt.

In het basisonderwijs kan de inrichtende macht een "herinschakelingsborger" aanstellen in elke school die ze organiseert.

De "herinschakelingsborger" wordt binnen het onderwijsteam gekozen.

§ 2. De inrichtende macht stelt de actieradius van de "herinschakelingsborger" binnen de betreffende school vast. De "herinschakelingsborger" voert met name de volgende taken uit:

1° ervoor zorgen dat het onderwijsteam wordt geïnformeerd over het fenomeen schooluitval, de factoren en risico's verbonden aan schooluitval, de detectie-instrumenten en het individuele opvolgings- en begeleidingsschema met zijn drie pijlers bedoeld in artikel 1.7.1-31;

2° de gemeenschap van de sturingsbegeleiders binnen de school leiden om de opvolging van de betrokken leerlingen te waarborgen, en meer bepaald:

(a) door hun opleiding te faciliteren;

b) door regelmatig collectieve vergaderingen te organiseren om de praktijken te bespreken;

3. potentiële tussenpersonen in de buurt van de school identificeren en partnerschappen uitbouwen om over het vereiste begeleidingsaanbod te beschikken om pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning op te zetten;

4. ervoor zorgen dat alle betrokken leerlingen in de school worden opgevolgd in het kader van pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning;

5° toezien op de coherentie van de praktijken in het kader van pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning, met name ingeval de aangestelde sturingsbegeleider niet beschikbaar is;

6. indien ze werd opgericht, zetelen in de plaatselijke overlegcel bedoeld artikel 4 van het decreet van 21 november 2013.

In het kader van de voortgezette beroepsopleiding bedoeld in Boek 6, titel 1, geniet de "herinschakelingsborger" een specifieke opleiding die de verschillende aspecten van de in het eerste lid bedoeld taken omvat.

De "herinschakelingsborger" kan gelijktijdig de rol van sturingsbegeleider en van tussenpersoon uitoefenen.

Onderafdeling 3. — De pijlers rond vroegtijdige ondersteuning, interventie en compensatie van het individuele opvolgings- en begeleidingsschema ter bestrijding van schoolverzuim en schooluitval

Art. 1.7.1-31. §1 Om schoolverzuim en schooluitval tegen te gaan, moeten een opvolging en individuele begeleiding afgestemd op de situatie van de leerling geïmplementeerd worden in toepassing van het volgende schema:

1° de leerling die de school langdurig verzuimt, krijgt een opvolging en begeleiding in het kader van pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning;

2° de leerling die het risico loopt op schooluitval, krijgt een opvolging en begeleiding in het kader van pijler 2 rond interventie;

3° de leerling in een schooluitvalsituatie krijgt een opvolging en begeleiding in het kader van pijler 3 rond compensatie;

De toepassing van deze drie pijlers is progressief en wordt bepaald overeenkomstig de artikelen 1.7.1-32 en volgende.

§ 2. Voor elk van de pijlers bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, wordt de interventie voorzien van:

1° een sturingsbegeleider die tot taak heeft de opvolging van de betrokken leerling te verzekeren overeenkomstig de bepalingen van toepassing op elk van de in paragraaf 1 bedoelde pijlers;

2° een of meer tussenperso(o)n(en) die tot taak heeft (hebben) de betrokken leerling te begeleiden overeenkomstig de bepalingen van toepassing op elk van de in paragraaf 1 bedoelde pijlers.

Een lid van het onderwijsteam van de school of het multidisciplinaire team van het PMS-centrum kan tegelijkertijd de rol van sturingsbegeleider en de rol van tussenpersoon uitoefenen.

§ 3. In geval van een verandering van school zijn de beslissingen genomen op grond van de artikelen 1.7.1-35, 1.7.1-36, 1.7.1-40, 1.7.1-41 en 1.7.1-46 bindend voor de nieuwe school en, indien van toepassing, voor het nieuwe PMS-centrum.

§ 4. Een meerderjarige leerling wordt slechts één keer opgevangen in het individuele opvolgings- en begeleidingsschema ter bestrijding van schoolverzuim en schooluitval. De meerderjarige leerling wordt een tweede keer opgevangen als hij tijdens zijn eerste ondersteuning in het individuele opvolgings- en begeleidingsschema ter bestrijding van schoolverzuim en schooluitval de meerderjarigheid heeft bereikt.

Wanneer een leerling meerderjarig wordt tijdens zijn ondersteuning in het individuele opvolgings- en begeleidingsschema ter bestrijding van schoolverzuim en schooluitval, wordt hij opgevolgd en begeleid volgens het schema dat op minderjarige leerlingen van toepassing is.

§ 5. Zodra een opvolging en individuele ondersteuning worden geactiveerd, wordt de opvolging van de leerling vermeld in het luik "schoolbezoek" van het DAccE.

Onderafdeling 4. — Pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning

Art. 1.7.1-32. Pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning bestaat uit de invoering van gerichte en individuele preventieacties voor leerlingen die school langdurig verzuimen. De preventie is bedoeld om het risico op schooluitval te voorkomen.

Art. 1.7.1-33. § 1. Met betrekking tot minderjarige leerlingen wordt pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning systematisch door de school geactiveerd voor elke leerling die school langdurig verzuimt volgens een van de volgende situaties:

1. in één schooljaar 13 halve dagen ongewettigd afwezig geweest zijn;

2° in het voorgaande schooljaar het voorwerp geweest zijn van een positieve afsluiting met betrekking tot pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning, pijler 2 rond interventie of pijler 3 rond compensatie en gedurende het lopende schooljaar twee halve dagen ongewettigd afwezig geweest zijn;

3° het voorwerp zijn geweest van een positieve afsluiting met betrekking tot de uitvoering van pijler 3 rond compensatie en naar school teruggekeerd zijn na een begeleiding door een dienst voor schoolherinschakeling of door een dienst voor hulpverlening aan de jeugd. De duur van de opvolging en begeleiding uitgevoerd in het kader van pijler 1 is vastgelegd in het protocol bedoeld in artikel 35, eerste lid, van het decreet van 21 november 2013.

Onverminderd het eerste lid, 2°, kan pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning geactiveerd worden door de directeur, of zijn afgevaardigde, voor minderjarige leerlingen van wie de opvolging en begeleiding in pijler 2 rond interventie positief zijn afgesloten, in overeenstemming met artikel 1.7.1-40, §3. Deze beslissing wordt genomen na overleg met de sturingsbegeleider die in het kader van pijler 2 rond interventie instond voor de opvolging. In dat geval mogen de opvolging en begeleiding in het kader van pijler 1 niet langer dan één maand duren. Het verstrijken van deze termijn wordt opgeschort voor de duur van de schoolvakanties, buiten de zomervakantie.

§ 2. Met betrekking tot meerderjarige leerlingen wordt pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning systematisch geactiveerd voor elke leerling die school langdurig verzuimt en in één schooljaar 13 halve dagen ongewettigd afwezig was.

Pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning kan geactiveerd worden voor elke meerderjarige leerling van wie de opvolging en begeleiding in pijler 2 rond interventie positief zijn afgesloten, in overeenstemming met artikel 1.7.1-41, §3. De noodzaak van een dergelijke activering wordt beoordeeld door de directeur, of zijn afgevaardigde, na overleg met de sturingsbegeleider die instond voor de opvolging in het kader van pijler 2 rond interventie in overeenstemming met artikel 1.7.1-39. In dat geval mogen de opvolging en begeleiding in het kader van pijler 1 niet langer dan één maand duren. Het verstrijken van deze termijn wordt opgeschort voor de duur van de schoolvakanties, buiten de zomervakantie.

§ 3. Zodra pijler 1 is geactiveerd, ontvangen de schooldirecteur en de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling een melding die automatisch door de DAccE-computerapplicatie wordt aangemaakt.

Art. 1.7.1-34. § 1. In het kader van pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning wijst de schooldirecteur of zijn afgevaardigde binnen het onderwijsteam een sturingsbegeleider aan die de leerling opvolgt en toeziet op de toestand om een verslechtering van het schoolbezoek van de leerling op te sporen en te voorkomen.

Als de leerling van school verandert tijdens de implementatie van pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning, wijst de directeur van de nieuwe school, of zijn afgevaardigde, een sturingsbegeleider aan die verantwoordelijk is voor de opvolging van de betrokken leerling.

Als onderdeel van pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning voert de sturingsbegeleider zijn opvolgingstaak uit:

1° door het opstellen van een begeleidingsvoorstel overeenkomstig paragraaf 2, vierde lid;

2° door regelmatig na te gaan of de betrokken leerling een voortdurende begeleiding geniet en, indien nodig, door de begeleidingsmethoden aan te passen;

3° door, indien nodig, de klassenraad te informeren in het kader van de deliberatie bedoeld in artikel 1.7.1-55.

§ 2. In het kader van pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning wordt de individuele begeleiding van de leerling uitgevoerd door een of meer interne of externe tussenperso(o)n(en).

Om een begeleidingsvoorstel op maat uit te werken, gaat de sturingsbegeleider een dialoog aan met de leerling en, als hij minderjarig is, met zijn ouders. Hij kan ook elke andere persoon uit de directe omgeving van de leerling ontmoeten die hem over de situatie van de leerling kan informeren. Hij stelt een beknopte inventaris op van de situatie van de betrokken leerling, en identificeert daartoe meer bepaald:

1° de oorza(a)k(en) van de herhaalde ongewettigde afwezigheden van de leerling;

2° de eventueel reeds ondernomen actie(s) in het verleden.

Afhankelijk van de situatie van de betrokken leerling en, indien hij minderjarig is, van de situatie van zijn ouders, vraagt de sturingsbegeleider een of meer relevante tussenpersonen om een aangepaste begeleiding aan de leerling aan te bieden en, desgevallend, aan zijn ouders. Wanneer de sturingsbegeleider geen tussenpersoon kan vinden om begeleiding aan te bieden, wijst de directeur een interne tussenpersoon op de school aan.

Na overleg met de betrokken leden van het onderwijsteam en met de tussenperso(o)n(en) die de leerling zal of zullen begeleiden, stelt de sturingsbegeleider het begeleidingsvoorstel op. Hij overhandigt het aan de betrokken leerling en, als hij minderjarig is, aan zijn ouders.

Vanaf de tweede graad van het gewoon secundair onderwijs en vorm 4 van het gespecialiseerd secundair onderwijs wordt het begeleidingsvoorstel opgenomen in een begeleidingsovereenkomst. Dit document wordt door de sturingsbegeleider opgesteld op basis van een dialoog met de leerling en overleg met het onderwijsteam en, indien van toepassing, met een lid van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum. De begeleidingsovereenkomst kadert uitsluitend in een educatie- en vormingsfilosofie en bevat de verbintenissen van de leerling en sturingsbegeleider om een regelmatig en blijvend schoolbezoek te herstellen. Ze wordt ondertekend door de sturingsbegeleider, de leerling en, als hij minderjarig is, door zijn ouders.

De sturingsbegeleider vermeldt en actualiseert de geïmplementeerde begeleidingsmaatregelen in het luik "schoolbezoek" van het DAccE.

§ 3. Als onderdeel van de in paragraaf 1 bedoelde taken zorgt de sturingsbegeleider voor regelmatig overleg met:

1° de betrokken leerling en, indien hij minderjarig is, met zijn ouders;

2° de betrokken leden van het onderwijsteam;

3° de ingeschakelde tussenperso(o)n(en).

Bij afwezigheid van de sturingsbegeleider verzekert de directeur, of zijn afgevaardigde, de continuïteit van de opvolging van de leerling. Bij vertrek of langdurige afwezigheid van de sturingsbegeleider wijst de directeur, of zijn afgevaardigde, een nieuwe sturingsbegeleider aan om de betrokken leerling op te volgen.

Art. 1.7.1-35. § 1. Voor minderjarige leerlingen wordt pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning afgesloten:

1° wanneer overeenkomstig paragraaf 2 een met redenen omklede beslissing tot vervroegde afsluiting van de opvolging en begeleiding wordt genomen;

2° wanneer een positieve afsluiting wordt genomen overeenkomstig paragraaf 3;

3° wanneer een negatieve afsluiting wordt genomen overeenkomstig paragraaf 4.

De sturingsbegeleider wordt van zijn taak ontheven wanneer pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning wordt afgesloten.

§ 2. Wanneer aan het einde van een eerste analyse door de sturingsbegeleider blijkt dat de halve dagen ongewettigde afwezigheid van de minderjarige leerling worden verklaard door tijdelijke omstandigheden zonder dat er enig risico bestaat op schooluitval, kan de directeur of zijn afgevaardigde een met redenen omklede beslissing nemen om de opvolging en begeleiding vroegtijdig af te sluiten.

§ 3. Na overleg met de minderjarige leerling en zijn ouders, evenals met de betrokken leden van het onderwijsteam en de tussenperso(n)en die de leerling begeleiden, sluit de sturingsbegeleider de ondersteuning in pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning positief af als blijkt dat de regelmatigheid van de aanwezigheid van de minderjarige leerling is verbeterd. Deze positieve afsluiting kan tijdens het schooljaar of aan het einde van het schooljaar worden genomen.

Als de leerling die het voorwerp uitmaakte van een positieve afsluiting opnieuw halve dagen ongewettigd afwezig blijft, kan de sturingsbegeleider de opvolging van de leerling opnieuw activeren en de begeleiding van de leerling aanpassen, rekening houdend met de eerder uitgevoerde acties. In dit geval beslist de sturingsbegeleider opnieuw over de situatie van de betrokken leerling aan het einde van het schooljaar. In geval van reactivering of bij afwezigheid van reactivering van pijler 1, wordt pijler 2 rond interventie geactiveerd wanneer aan de activeringsvoorwaarden bedoeld in artikel 1.7.1-38, §1, is voldaan.

§ 4. Wanneer de minderjarige leerling het aantal halve dagen ongewettigde afwezigheid bedoeld in artikel 1.7.1-38, §1 heeft bereikt, sluit de sturingsbegeleider de ondersteuning in pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning negatief af.

In dat geval wordt pijler 2 rond interventie geactiveerd overeenkomstig artikel 1.7.1-38.

De halve dagen ongewettigde afwezigheid worden geteld overeenkomstig de artikelen 1.7.1-8 en 1.7.1-9.

§ 5. Aan het einde van het schooljaar kan de sturingsbegeleider, na overleg met de minderjarige leerling en zijn ouders, alsook met de betrokken leden van het onderwijsteam en de tussenperso(n)en die de leerling begeleiden, de ondersteuning in pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning verlengen, wanneer het nodig blijkt om de opvolging en begeleiding van de minderjarige leerling gedurende het volgende schooljaar voort te zetten.

Ingeval de ondersteuning in pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning wordt verlengd, zullen de opvolging en begeleiding in pijler 1 het volgende schooljaar worden voortgezet.

Tenzij door de directeur, of zijn afgevaardigde, een wijziging van benoeming wordt beslist, blijft de eerder aangestelde sturingsbegeleider instaan voor de opvolging van de betrokken leerling.

De telling van het aantal halve dagen ongewettigde afwezigheid die de activering van pijler 2 rond interventie rechtvaardigt, houdt geen rekening met de halve dagen ongewettigde afwezigheid die de leerling in het voorgaande schooljaar heeft bereikt.

§ 6. De afsluiting en/of verlenging van de ondersteuning in pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning wordt vermeld in het luik "schoolbezoek" van het DAccE.

Wanneer pijler 1 wordt afgesloten, ontvangen de schooldirecteur en de ouders van de minderjarige leerling een melding die automatisch door de DAccE-computerapplicatie wordt aangemaakt.

Art. 1.7.1-36. § 1. Voor meerderjarige leerlingen wordt pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning afgesloten:

1° wanneer overeenkomstig paragraaf 2 een met redenen omklede beslissing tot vervroegde afsluiting van de opvolging en begeleiding wordt genomen;

2° wanneer een positieve afsluiting wordt genomen overeenkomstig paragraaf 3;

3° wanneer een negatieve afsluiting wordt genomen overeenkomstig paragraaf 4.

De sturingsbegeleider wordt van zijn taak ontheven wanneer pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning wordt afgesloten.

§ 2. Wanneer aan het einde van een eerste analyse door de sturingsbegeleider blijkt dat de halve dagen ongewettigde afwezigheid van de meerderjarige leerling worden verklaard door tijdelijke omstandigheden zonder dat er enig risico bestaat op schooluitval, kan de directeur of zijn afgevaardigde een met redenen omklede beslissing nemen om de opvolging en begeleiding vroegtijdig af te sluiten.

§ 3. Na overleg met de meerderjarige leerling, evenals met de betrokken leden van het onderwijsteam en de tussenperso(n)en die de leerling begeleiden, sluit de sturingsbegeleider de ondersteuning in pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning positief af als blijkt dat de regelmatigheid van het schoolbezoek van de meerderjarige leerling is verbeterd. Deze positieve afsluiting kan tijdens het schooljaar of aan het einde van het schooljaar worden genomen.

Als de leerling die het voorwerp uitmaakte van een positieve afsluiting opnieuw halve dagen ongewettigd afwezig blijft, kan de sturingsbegeleider de opvolging van de leerling opnieuw activeren en de begeleiding van de leerling aanpassen, rekening houdend met de eerder uitgevoerde acties. In dit geval beslist de sturingsbegeleider opnieuw over de situatie van de betrokken leerling aan het einde van het schooljaar. In geval van reactivering of bij afwezigheid van reactivering van pijler 1, wordt pijler 2 rond interventie geactiveerd wanneer aan de activeringsvoorwaarden bedoeld in artikel 1.7.1-38, §2, is voldaan.

§ 4. Wanneer de meerderjarige leerling het aantal halve dagen ongewettigde afwezigheid bedoeld in artikel 1.7.1-38, §1 heeft bereikt, sluit de sturingsbegeleider de ondersteuning in pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning negatief af.

In dat geval wordt pijler 2 rond interventie geactiveerd onder de voorwaarden bedoeld in artikel 1.7.1-38, §2.

Wanneer de meerderjarige leerling die in het secundair onderwijs schoolloopt 30 dagen ongewettigd afwezig is en niet voldoet aan de ondersteuningsvoorwaarden van pijler 2 bedoeld in artikel 1.7.1-38, §2, sluit de sturingsbegeleider de ondersteuning in pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning negatief af.

Aan het einde van het schooljaar en na overleg met de meerderjarige leerling, evenals met de betrokken leden van het onderwijsteam en de tussenperso(n)en die de leerling begeleiden, sluit de sturingsbegeleider de ondersteuning in pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning negatief af als blijkt dat de regelmatigheid van het schoolbezoek niet hersteld kan of kon worden.

De halve dagen ongewettigde afwezigheid worden geteld overeenkomstig de artikelen 1.7.1-8 en 1.7.1-9.

In afwijking van artikel 1.7.7-1, derde lid, ingeval de ondersteuning in pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning negatief wordt afgesloten, wordt de meerderjarige leerling die tussen 18 en 21 jaar oud is en niet regelmatig is ingeschreven in het vijfde, zesde of zevende jaar van het gewoon secundair onderwijs of vorm 4 van het gespecialiseerd secundair onderwijs of de meerderjarige leerling ouder dan 21 jaar niet verondersteld jaar na jaar in dezelfde school te zijn ingeschreven. Indien de betrokken meerderjarige leerling daar om verzoekt, is zijn herinschrijving in dezelfde school of zijn inschrijving in een nieuwe school onderworpen aan de toestemming van de directeur van de betrokken school.

Wanneer de sturingsbegeleider de opvolging en begeleiding van de leerling negatief afsluit, sturen de diensten van de Regering een brief naar de meerderjarige leerling om hem te informeren over de mogelijke hulp voor een eventuele heroriëntatie.

§ 5. De opvolging en begeleiding van een meerderjarige leerling binnen pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning worden systematisch afgesloten aan het einde van het schooljaar.

§ 6. De afsluiting van de ondersteuning in pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning wordt vermeld in het luik "schoolbezoek" van het DAccE

Wanneer pijler 1 wordt afgesloten, ontvangen de schooldirecteur en de meerderjarige leerling een melding die automatisch door de DAccE-computerapplicatie wordt aangemaakt.

Onderafdeling 5. — Pijler 2 rond interventie

Art. 1.7.1-37. Pijler 2 rond interventie bestaat uit de invoering van gerichte en individuele preventieacties voor leerlingen die een risico op schooluitval lopen. Het doel van de interventie is om op korte termijn het regelmatige schoolbezoek van de leerling te herstellen en schooluitval te voorkomen.

Art. 1.7.1-38. § 1. Voor minderjarige leerlingen wordt pijler 2 rond interventie systematisch geactiveerd door het PMS-centrum voor elke leerling die het risico loopt op schooluitval en aan een van de volgende situaties voldoet:

1° in het basisonderwijs in één schooljaar ten minste 20 halve dagen ongewettigd afwezig zijn;

2° in het secundair onderwijs in één schooljaar ten minste 30 halve dagen ongewettigd afwezig zijn;

3° een ondersteuning gekregen hebben overeenkomstig artikel 1.7.1-33, §1, 2°, die negatief werd afgesloten, en 13 halve dagen ongewettigd afwezig geweest zijn in het huidige schooljaar.

§ 2. Voor meerderjarige leerlingen, en onder voorbehoud van het tweede lid, wordt pijler 2 rond interventie systematisch geactiveerd voor elke leerling die het risico loopt op schooluitval en die tussen 18 en 21 jaar oud is en die in één schooljaar ten minste 30 halve dagen ongewettigd afwezig is. In het gewoon onderwijs en in vorm 4 van het gespecialiseerd onderwijs moet de leerling bovendien regelmatig ingeschreven zijn in het vijfde, zesde of zevende jaar van het secundair onderwijs om in het kader van pijler 2 rond interventie ondersteund te worden.

Meerderjarige leerlingen tussen 18 en 21 jaar die in één schooljaar minstens 30 halve dagen ongewettigd afwezig zijn en die ofwel niet aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, ofwel ouder zijn dan 21 jaar, worden niet systematisch ondersteund in het kader van pijler 2 rond interventie. De betrokken meerderjarige leerling kan een gemotiveerd verzoek om begeleiding indienen bij de directeur van het PMS-centrum. In overleg met het onderwijsteam van de school kan de directeur van het PMS-centrum die ondersteuning aanvaarden indien hij ze motiveert.

§ 3. Zodra pijler 2 is geactiveerd, ontvangen de schooldirecteur, de directeur van het PMS-centrum en de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling een melding die automatisch door de DAccE-computerapplicatie wordt aangemaakt.

Art. 1.7.1-39. § 1. In het kader van pijler 2 rond interventie wijst de directeur van het PMS-centrum binnen het multidisciplinaire team van het PMS-centrum een sturingsbegeleider aan die instaat voor de opvolging van de leerling en ervoor zorgt dat de leerling wordt begeleid door een of meer interne of externe tussenperso(o)n(en) op de school. Deze begeleiding kan ook intensiever zijn en tegelijk binnen als buiten de school worden georganiseerd om op de realiteit van de betreffende leerling afgestemd te worden.

Als de leerling van school verandert tijdens de implementatie van pijler 2 rond interventie, wijst de directeur van het bevoegde PMS-centrum een sturingsbegeleider aan die verantwoordelijk is voor de opvolging van de betrokken leerling.

In het kader van pijler 2 rond interventie voert de sturingsbegeleider zijn opvolgingstaak uit:

1° door het opstellen van een begeleidingsvoorstel overeenkomstig paragraaf 2;

2° door regelmatig na te gaan of de betrokken leerling een voortdurende begeleiding geniet en, indien nodig, door de begeleidingsmethoden aan te passen;

3° door, indien nodig, de klassenraad te informeren in het kader van de deliberatie bedoeld in artikel 1.7.1-55.

De sturingsbegeleider vermeldt en actualiseert de geïmplementeerde begeleidingsmaatregelen in het luik "schoolbezoek" van het DAccE.

§ 2. Om een aangepast begeleidingsvoorstel te ontwikkelen, ontmoet de sturingsbegeleider de betrokken leerling en zijn ouders als de leerling minderjarig is. Hij kan ook de vertegenwoordiger(s) van het onderwijsteam of het elke andere persoon uit de directe omgeving van de leerling ontmoeten die hem over de situatie van de leerling kan informeren.

Rekening houdend met de stappen die eerder werden genomen in het kader van pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning, waarvan de sturingsbegeleider kennis kan nemen via het luik "schoolbezoek" van het DAccE, maakt hij de balans op van de evolutie in de situatie van de betrokken leerling. Als hij dat nodig acht, kan de nieuwe sturingsbegeleider overleggen met de sturingsbegeleider die de betrokken leerling heeft gevolgd in het kader van pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning.

Afhankelijk van de situatie van de betrokken leerling en, indien hij minderjarig is, van de situatie van zijn ouders, vraagt de sturingsbegeleider een of meer relevante tussenpersonen om een aangepaste begeleiding aan de leerling aan te bieden en, desgevallend, aan zijn ouders. Wanneer de sturingsbegeleider geen tussenpersoon kan vinden om begeleiding aan te bieden, wijst de directeur van het PMS-centrum een interne tussenpersoon van het PMS-centrum aan. Als de ouders of meerderjarige leerling de interventie van een lid van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum weigeren, zoekt de directeur een externe medewerker buiten het PMS-centrum.

Na overleg met de tussenperso(o)n(en) die de leerling zal of zullen begeleiden, stelt de sturingsbegeleider het begeleidingsvoorstel op. Hij overhandigt het aan de betrokken leerling en, als hij minderjarig is, aan zijn ouders.

De sturingsbegeleider vermeldt en actualiseert de geïmplementeerde begeleidingsmaatregelen in het luik "schoolbezoek" van het DAccE.

§ 3. Als onderdeel van de in paragraaf 1 bedoelde taken zorgt de sturingsbegeleider voor regelmatig overleg met:

1° de betrokken leerling en, indien hij minderjarig is, met zijn ouders;

2° de ingeschakelde tussenperso(o)n(en);

3° de vertegenwoordiger(s) van het onderwijsteam van de school waar de leerling regelmatig is ingeschreven.

Bij afwezigheid van de sturingsbegeleider verzekert de directeur van het PMS-centrum de continuïteit van de opvolging van de leerling. Bij vertrek of langdurige afwezigheid van de sturingsbegeleider wijst de directeur van het PMS-centrum een nieuwe sturingsbegeleider aan om de betrokken leerling op te volgen.

Art. 1.7.1-40. § 1. Voor minderjarige leerlingen wordt pijler 2 rond interventie afgesloten:

1° wanneer een positieve afsluiting wordt genomen overeenkomstig paragraaf 3;

2° wanneer een negatieve afsluiting wordt genomen overeenkomstig paragraaf 4;

3° wanneer, bij wijze van uitzondering, de sturingsbegeleider en de dienst voor schoolherinschakeling gezamenlijk beslissen dat een leerling uit het secundair onderwijs ondersteund zal worden door de betrokken dienst voor schoolherinschakeling vóór het einde van de begeleiding uitgevoerd onder pijler 2; Deze beslissing leidt automatisch tot de afsluiting van pijler 2 rond interventie en de activering van pijler 3 rond compensatie.

Bij een positieve afsluiting wordt de sturingsbegeleider van zijn taak ontheven.

§ 2. Nadat de opvolging en begeleiding onder pijler 2 rond interventie drie maanden werd toegepast, sluit de sturingsbegeleider de ondersteuning positief of negatief af of verlengt hij de ondersteuning van de leerling voor een nieuwe periode van drie maanden. Aan het einde van deze nieuwe periode sluit de sturingsbegeleider de ondersteuning positief of negatief af.

De sturingsbegeleider kan de ondersteuning verlengen wanneer die verlenging het vooruitzicht biedt op een herstel van het regelmatige schoolbezoek door de leerling binnen die termijn van drie maanden.

Een verlenging van de ondersteuning is niet mogelijk voor een leerling die het voorwerp uitmaakte van een positieve of negatieve afsluiting van pijler 2 rond interventie of een positieve afsluiting van pijler 3 rond compensatie in de loop van het vorige schooljaar.

Alvorens de ondersteuning af te sluiten of te verlengen, raadpleegt de sturingsbegeleider telkens de minderjarige leerling en zijn ouders, net als de betrokken leden van het onderwijsteam en de tussenperso(o)n(en) die de leerling begeleiden.

Het verstrijken van de in deze paragraaf bedoelde termijnen wordt opgeschort voor de duur van de schoolvakanties.

§ 3. De sturingsbegeleider sluit de ondersteuning onder pijler 2 rond interventie positief af wanneer blijkt dat de regelmatigheid van het schoolbezoek door de minderjarige leerling is verbeterd en de leerling niet langer het risico loopt op schooluitval.

Indien nodig kan de sturingsbegeleider de ondersteuning van de leerling in pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning aanbevelen in overeenstemming met artikel 1.7.1-33, §1, tweede lid.

§ 4. De sturingsbegeleider sluit de ondersteuning in pijler 2 rond interventie negatief af wanneer het niet mogelijk was om het regelmatige schoolbezoek door de minderjarige leerling te herstellen.

In dat geval wordt pijler 3 rond compensatie geactiveerd overeenkomstig artikel 1.7.1-44.

§ 5. De afsluiting en/of verlenging van de ondersteuning van een leerling in pijler 2 rond interventie wordt vermeld in het luik "schoolbezoek" van het DAccE.

Tien dagen v[00e1][00bd][00b9][00e1][00bd][00b9]r het verstrijken van de in paragraaf 2 bedoelde termijn van drie of zes maanden ontvangt de directeur van het PMS-centrum een automatisch door de DAccE-computerapplicatie aangemaakte melding om zijn aandacht te vestigen op de noodzaak om de leerling op te volgen met betrekking tot de afsluiting of verlenging van de ondersteuning.

Wanneer pijler 2 rond interventie wordt afgesloten, ontvangen de schooldirecteur, de directeur van het PMS-centrum en de ouders van de minderjarige leerling een melding die automatisch door de DAccE-computerapplicatie wordt aangemaakt.

Art. 1.7.1-41. § 1. Voor ondersteunde meerderjarige leerlingen wordt pijler 2 rond interventie afgesloten:

1° wanneer een positieve afsluiting wordt genomen overeenkomstig paragraaf 3;

2° wanneer een negatieve afsluiting wordt genomen overeenkomstig paragraaf 4.

Bij een positieve afsluiting wordt de sturingsbegeleider van zijn taak ontheven.

§ 2. Nadat de opvolging en begeleiding onder pijler 2 rond interventie drie maanden werd toegepast, sluit de sturingsbegeleider de ondersteuning positief of negatief af of verlengt hij de ondersteuning van de leerling voor een nieuwe periode van drie maanden. Aan het einde van deze nieuwe periode sluit de sturingsbegeleider de ondersteuning positief of negatief af.

De sturingsbegeleider kan de ondersteuning verlengen wanneer die verlenging het vooruitzicht biedt op een herstel van het regelmatige schoolbezoek door de leerling binnen die termijn van drie maanden.

Een verlenging van de ondersteuning is niet mogelijk voor een leerling die het voorwerp uitmaakte van een positieve of negatieve afsluiting van pijler 2 rond interventie of een positieve afsluiting van pijler 3 rond compensatie in de loop van het vorige schooljaar.

Alvorens de ondersteuning af te sluiten of te verlengen, raadpleegt de sturingsbegeleider telkens de meerderjarige leerling, het onderwijsteam en de tussenperso(o)n(en) die de leerling begeleiden.

De in deze paragraaf bedoelde termijnen worden opgeschort voor de duur van de schoolvakanties.

§ 3. De sturingsbegeleider sluit de ondersteuning onder pijler 2 rond interventie positief af wanneer blijkt dat de regelmatigheid van het schoolbezoek door de meerderjarige leerling is verbeterd en de leerling niet langer het risico op schooluitval loopt.

In voorkomend geval kan de beslissing een aanbeveling bevatten met betrekking tot de toepassing van artikel 1.7.1-33, §2, tweede lid.

§ 4. De sturingsbegeleider sluit de ondersteuning in pijler 2 rond interventie negatief af wanneer het niet mogelijk was om het regelmatige schoolbezoek door de meerderjarige leerling te herstellen.

In dat geval eindigen de opvolging en begeleiding. De diensten van de Regering sturen een brief naar de meerderjarige leerling om hem te informeren over de afsluiting van de opvolging en begeleiding en over de hulpmiddelen en diensten om de heroriëntatie van de leerling te faciliteren.

In afwijking van artikel 1.7.7-1, derde lid, ingeval de ondersteuning in pijler 2 rond interventie negatief wordt afgesloten, wordt de meerderjarige leerling die tussen 18 en 21 jaar oud is en niet regelmatig is ingeschreven in het vijfde, zesde of zevende jaar van het gewoon secundair onderwijs of vorm 4 van het gespecialiseerd secundair onderwijs of de meerderjarige leerling ouder dan 21 jaar niet verondersteld jaar na jaar in dezelfde school te zijn ingeschreven. Indien de betrokken meerderjarige leerling daar om verzoekt, is zijn herinschrijving in dezelfde school of zijn inschrijving in een nieuwe school onderworpen aan de toestemming van de directeur van de betrokken school.

§ 5. De afsluiting en/of verlenging van de ondersteuning van een leerling in pijler 2 rond interventie wordt vermeld in het luik "schoolbezoek" van het DAccE.

Tien dagen v[00e1][00bd][00b9][00e1][00bd][00b9]r het verstrijken van de in paragraaf 2 bedoelde termijn van drie of zes maanden ontvangt de directeur van het PMS-centrum een automatisch door de DAccE-computerapplicatie aangemaakte melding om zijn aandacht te vestigen op de noodzaak om de leerling op te volgen met betrekking tot de afsluiting of verlenging van de ondersteuning.

Wanneer pijler 2 rond interventie wordt afgesloten, ontvangen de schooldirecteur, de directeur van het PMS-centrum en de meerderjarige leerling een melding die automatisch door de DAccE-computerapplicatie wordt aangemaakt.

Art. 1.7.1-42. Wanneer een minderjarige of meerderjarige leerling het voorwerp uitmaakt van een opvolging en begeleiding onder pijler 2 rond interventie tijdens een schooljaar en de sturingsbegeleider aan het einde van dat schooljaar de ondersteuning niet positief of negatief heeft afgesloten in overeenstemming met de artikelen 1.7.1-40 of 1.7.1-41, worden de opvolging en begeleiding in pijler 2 rond interventie voortgezet tijdens het volgende schooljaar.

Tenzij door de directeur van het PMS-centrum een wijziging van benoeming wordt beslist, blijft de eerder aangestelde sturingsbegeleider instaan voor de opvolging van de betrokken leerling.

Tijdens het nieuwe schooljaar is de duur van de opvolging en begeleiding in pijler 2 rond interventie als volgt:

1° wanneer de duur van de opvolging en begeleiding uitgevoerd in pijler 2 rond interventie in het voorgaande jaar niet langer dan drie maanden duurde: drie maanden eenmaal verlengbaar overeenkomstig de artikelen 1.7.1-40, §2, en 1.7.1-41, §2;

2° wanneer de duur van de opvolging en begeleiding uitgevoerd in pijler 2 rond interventie in het voorgaande jaar langer dan drie maanden duurde: maximaal drie maanden.

Onderafdeling 6. — Pijler 3 rond compensatie

Art. 1.7.1-43. Pijler 3 rond compensatie bestaat uit de invoering van compensatiemaatregelen voor een leerling in een schooluitvalsituatie. De compensatie heeft tot doel:

1° in het basisonderwijs: de opvolging en begeleiding in pijler 2 rond interventie aanpassen om zo snel mogelijk een regelmatig schoolbezoek te herstellen;

2° in het secundair onderwijs, voor leerlingen jonger dan 15 jaar: prioritair een nieuw scholingsproject met de leerling uitwerken om een regelmatig schoolbezoek zo snel mogelijk te herstellen

3° in het secundair onderwijs, voor leerlingen van 15 jaar of ouder: prioritair een nieuw scholingsproject met de leerling uitwerken om een regelmatig schoolbezoek te herstellen of, in overeenstemming met de bepalingen op de leerplicht, alternatieven voor de school te zoeken aan de hand van een persoonlijk of beroepsproject.

Art. 1.7.1-44. § 1. Pijler 3 rond compensatie is uitsluitend van toepassing op minderjarige leerlingen en leerlingen die de meerderjarigheid hebben bereikt tijdens hun ondersteuning in het individuele opvolgings- en begeleidingschema ter bestrijding van schoolverzuim en schooluitval.

Pijler 3 rond compensatie wordt systematisch door het PMS-centrum geactiveerd voor elke in het eerste lid bedoelde minderjarige leerling in een schooluitvalsituatie en aan een van de volgende situaties voldoet:

1° het voorwerp zijn geweest van een negatieve afsluiting met betrekking tot pijler 2 rond interventie;

2° bij wijze van uitzondering ondersteund geweest zijn door een dienst voor schoolherinschakeling vóór het einde van de begeleiding die wordt uitgevoerd in pijler 2 rond interventie en dit in overeenstemming met artikel 1.7.1-40, §1, eerste lid 3°.

Als de leerling van school verandert tijdens de implementatie van pijler 3 rond compensatie, wijst de directeur van het bevoegde PMS-centrum een sturingsbegeleider aan die verantwoordelijk is voor de opvolging van de betrokken leerling.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, kan de directeur van het PMS-centrum, op uitdrukkelijk verzoek van de meerderjarige leerling gemotiveerd door een uitzonderlijke situatie, in overleg met het onderwijsteam van de school, de ondersteuning van de meerderjarige leerling aanvaarden indien hij ze motiveert.

§ 3. Wanneer pijler 3 rond compensatie wordt geactiveerd, ontvangen de schooldirecteur, de directeur van het PMS-centrum verantwoordelijk voor de leerling en de ouders of de meerderjarige leerling een melding die automatisch door de DAccE-computerapplicatie wordt aangemaakt.

Art. 1.7.1-45. § 1. De sturingsbegeleider aangesteld in het kader van pijler 2 rond interventie blijft instaan voor de opvolging van de betrokken leerling in het kader van pijler 3 rond compensatie. Hij stelt een aan de situatie aangepaste begeleiding voor aan leerlingen in een schooluitvalsituatie.

In het kader van pijler 3 rond compensatie voert de sturingsbegeleider zijn opvolgingstaak uit:

1° door een nieuw begeleidingsvoorstel op te stellen overeenkomstig paragrafen 2 en 3, rekening houdend met de stappen en acties die reeds zijn ondernomen krachtens de artikelen 1.7.1-34, §2, en 1.7.1-39, §2;

2° door regelmatig na te gaan of de betrokken leerling een voortdurende begeleiding geniet en, indien nodig, door de begeleidingsmethoden aan te passen;

3° door, indien nodig, de klassenraad te informeren in het kader van de deliberatie bedoeld in artikel 1.7.1-55.

Tijdens de ondersteuning van de leerling verzekert de sturingsbegeleider de in het tweede lid, 2° bedoeld opvolging, minstens om de drie maanden. De termijn van drie maanden wordt opgeschort voor de duur van de schoolvakanties. Tien dagen v[00e1][00bd][00b9][00e1][00bd][00b9]r het einde van elke termijn van drie maanden wordt automatisch een melding aangemaakt door de DAccE-computerapplicatie. De sturingsbegeleider vermeldt en actualiseert de geïmplementeerde begeleidingsmaatregelen in het luik "schoolbezoek" van het DAccE.

§ 2. Voor leerlingen die zijn ingeschreven in het basisonderwijs en worden ondersteund in overeenstemming met artikel 1.7.1-44, stelt de sturingsbegeleider een nieuw begeleidingsvoorstel op dat gericht is op het revitaliseren en versterken van de aangeboden begeleiding, met name om het ouderschap te ondersteunen, de schoolherinschakeling te stimuleren en/of een accumulatie in de leerachterstand te voorkomen. Behalve wanneer uitzonderlijke omstandigheden gekoppeld aan de situatie van de betrokken leerling dit vereisen, is langdurige begeleiding buiten de school niet mogelijk.

§ 3. Voor leerlingen die zijn ingeschreven in het secundair onderwijs en worden ondersteund in overeenstemming met artikel 1.7.1-44, stelt de sturingsbegeleider een nieuw begeleidingsvoorstel op door de positionering te veranderen, andere tussenpersonen en hulpmiddelen in te schakelen om een langdurige en intensieve begeleiding buiten de school aan te bieden met de bedoeling:

a) op termijn een regelmatig schoolbezoek te herstellen, indien nodig door een nieuw scholingsproject met de leerling op te bouwen;

b) of, bijkomstig en wanneer dat verenigbaar blijkt met de leerplicht, om alternatieven voor de school te zoeken aan de hand van een persoonlijk of beroepsproject.

Voor leerlingen van het secundair onderwijs kan individuele begeleiding worden uitgevoerd door een of meer externe tussenpersonen buiten de school bedoeld in onderafdeling 7. De sturingsbegeleider kan de aangezochte tussenpersoon op de hoogte brengen via de informatie in het luik "schoolbezoek" van het DAccE.

§ 4. Nadat de situatie van de leerling opnieuw onderzocht werd, er met de betrokken leerling en, indien hij minderjarig is, met zijn ouders gepraat werd, en er met de mogelijke tussenperso(o)n(en) overlegd werd, stelt de sturingsbegeleider een nieuw begeleidingsvoorstel op. Hij overhandigt het aan de betrokken leerling en, als hij minderjarig is, aan zijn ouders. Ingeval de betrokken leerling en, als hij minderjarig is, zijn ouders daarmee instemmen, brengt de sturingsbegeleider hen in contact met de tussenperso(o)n(en) verantwoordelijk voor de begeleiding van de leerling.

De sturingsbegeleider vermeldt en actualiseert de geïmplementeerde begeleidingsmaatregelen in het luik "schoolbezoek" van het DAccE.

§ 5. Als onderdeel van de in paragraaf 2 en 3 bedoelde taken zorgt de sturingsbegeleider voor regelmatig overleg met:

1° de betrokken leerling en, indien hij minderjarig is, met zijn ouders;

2° de ingeschakelde tussenperso(o)n(en);

3° de vertegenwoordiger(s) van het onderwijsteam van de school waar de leerling regelmatig is ingeschreven.

Bij afwezigheid van de sturingsbegeleider verzekert de directeur van het PMS-centrum de continuïteit van de opvolging van de leerling. Bij vertrek of langdurige afwezigheid van de sturingsbegeleider wijst de directeur van het PMS-centrum een nieuwe sturingsbegeleider aan om de betrokken leerling op te volgen.

Art. 1.7.1-46. § 1. Pijler 3 rond compensatie wordt afgesloten:

1° wanneer een positieve afsluiting wordt genomen voor een minderjarige leerling overeenkomstig paragraaf 2;

2° wanneer een positieve of negatieve afsluiting wordt genomen voor een meerderjarige leerling overeenkomstig paragraaf 3;

3° op de laatste dag van het schooljaar waarin de leerling niet meer aan de leerplicht onderworpen is, behoudens toepassing van de afwijking bedoeld in artikel 1.7.1-44, §2.

De sturingsbegeleider wordt van zijn taak ontheven wanneer pijler 3 rond compensatie wordt afgesloten.

§ 2. Na overleg met de betrokken minderjarige leerling en zijn ouders, het onderwijsteam en de tussenperso(o)n(en) die de leerling begeleiden, sluit de sturingsbegeleider de ondersteuning in pijler 3 rond compensatie positief af wanneer blijkt dat de situatie van de minderjarige leerling is geregulariseerd, hetzij door het hervatten van de regelmatige aanwezigheid op de school waar hij oorspronkelijk is ingeschreven, hetzij door zijn integratie in een ander regelmatig educatief of beroepsproject.

Een positieve afsluiting kan tijdens het schooljaar of aan het einde van het schooljaar worden genomen.

§ 3. Wanneer de afwijking bedoeld in artikel 1.7.1-44, §2, wordt toegepast, na raadpleging van de betrokken meerderjarige leerling, alsook van het onderwijsteam en de tussenperso(o)n(en) die de leerling begeleiden, zal de sturingsbegeleider

1° de ondersteuning in pijler 3 rond compensatie positief afsluiten, wanneer blijkt dat de situatie van de meerderjarige leerling is geregulariseerd, hetzij door het hervatten van de regelmatige aanwezigheid op de school waar hij oorspronkelijk is ingeschreven, hetzij door zijn integratie in een ander regelmatig educatief of beroepsproject. Een positieve afsluiting kan tijdens het schooljaar of aan het einde van het schooljaar worden genomen.

2° de ondersteuning in pijler 3 rond compensatie negatief afsluiten, wanneer blijkt dat het niet mogelijk is een regelmatig schoolbezoek te herstellen in de school waar hij oorspronkelijk is ingeschreven of hem in een ander regelmatig educatief of beroepsproject te integreren. Een negatieve afsluiting kan tijdens het schooljaar of aan het einde van het schooljaar worden genomen.

De opvolging en begeleiding van een meerderjarige leerling binnen pijler 3 rond compensatie worden systematisch afgesloten aan het einde van het schooljaar.

In afwijking van artikel 1.7.7-1, derde lid, ingeval de ondersteuning in pijler 3 rond compensatie negatief wordt afgesloten, wordt de meerderjarige leerling die tussen 18 en 21 jaar oud is en niet regelmatig is ingeschreven in het vijfde, zesde of zevende jaar van het gewoon secundair onderwijs of vorm 4 van het gespecialiseerd secundair onderwijs of de meerderjarige leerling ouder dan 21 jaar niet verondersteld jaar na jaar in dezelfde school te zijn ingeschreven. Indien de betrokken meerderjarige leerling daar om verzoekt, is zijn herinschrijving in dezelfde school of zijn inschrijving in een nieuwe school onderworpen aan de toestemming van de directeur.

§ 4. Aan het einde van het schooljaar kan de sturingsbegeleider, na overleg met de minderjarige leerling en zijn ouders, alsook met het onderwijsteam en de tussenperso(o)n(en) die de leerling begeleiden, de ondersteuning in pijler 3 rond compensatie verlengen, wanneer het nodig blijkt om de opvolging en begeleiding van de minderjarige leerling gedurende het volgende schooljaar voort te zetten in het kader van pijler 3 rond compensatie.

Ingeval de ondersteuning wordt verlengd, zullen de opvolging en begeleiding in pijler 3 rond compensatie in het volgende schooljaar worden voortgezet.

Tenzij door de directeur van het PMS-centrum een wijziging van benoeming wordt beslist, blijft de eerder aangestelde sturingsbegeleider instaan voor de opvolging van de betrokken leerling.

§ 5. De afsluiting en/of verlenging van de ondersteuning in pijler 3 rond compensatie wordt vermeld in het luik "schoolbezoek" van het DAccE.

Wanneer pijler 3 rond compensatie wordt afgesloten, ontvangen de schooldirecteur, de directeur van het PMS-centrum en de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling een melding die automatisch door de DAccE-computerapplicatie wordt aangemaakt.

Onderafdeling 7. — Alternatieve manieren om tijdelijk aan de leerplicht te voldoen

Art. 1.7.1-47. § 1. De diensten voor school schoolherinschakeling of diensten voor hulpverlening aan de jeugd vangen de in artikel 1.7.1-48 bedoelde minderjarigen op.

De ondersteuning van een minderjarige door een van de diensten bedoeld in het eerste lid mag in totaal niet langer dan zes maanden per schooljaar en één jaar over de volledige scholingsperiode van de minderjarige. Bij de berekening van de duur van de ondersteuning van de minderjarige wordt geen rekening gehouden met de periode tijdens de vakantie en de schoolvakanties.

In het kader van artikel 1.7.1-48 kan een partnerschapsovereenkomst, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, worden gesloten tussen een dienst voor schoolherinschakeling en een orgaan dat is opgericht als een openbare rechtspersoon of als een vereniging zonder winstdoel waarvan het belangrijkste morele doel bestaat in de bestrijding van (definitieve) schooluitval, inclusief in de tijdelijke ondersteuning van een minderjarige leerling in een schooluitvalsituatie en het voorwerp uitmaakt van een opvolging en begeleiding in het kader van pijler 3 rond compensatie.

§ 2. De schoolintegratiecellen vangen de minderjarigen op bedoeld in artikel 40/2 van het decreet van 21 november 2013.

De Minister kan de ondersteuning van een minderjarige door een van de schoolintegratiecellen beschouwen als voldoende aan de verplichtingen inzake leerplicht en schoolbezoek. Deze ondersteuning wordt verleend overeenkomstig de artikelen 40/16 en volgende van het decreet van 21 november 2013.

Wanneer hij regelmatig is ingeschreven, blijft de leerling die wordt ondersteund door een schoolintegratiecel regelmatig ingeschreven op zijn school.

De schoolintegratiecel stelt de Algemene Directie van verplicht onderwijs op de hoogte van de startdatum van de geplande ondersteuning en informeert haar wanneer het einde van deze ondersteuning zich voordoet, volgens de door de Regering vastgestelde procedures.

Art. 1.7.1-48. § 1. De minister kan de ondersteuning van een minderjarige door een van de in artikel 1.7.1-47, §1, eerste lid, bedoelde diensten beschouwen als voldoende aan de verplichtingen met betrekking tot schoolbezoek, wanneer hij zich in een van de volgende situaties bevindt:

1° de minderjarige leerling in een schooluitsituatie krijgt een opvolging en begeleiding in het kader van pijler 3 rond compensatie; Deze ondersteuning wordt verleend op verzoek van de sturingsbegeleider aangesteld in het kader van pijler 3 rond compensatie en overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in de artikelen 34 en 35 van het decreet van 21 november 2013;

2° de minderjarige leerling die zich in een crisissituatie bevindt. Deze ondersteuning wordt verleend op gezamenlijk verzoek van de minderjarige leerling, zijn ouders, de inrichtende macht of haar afgevaardigde en na advies van de klassenraad en het PMS-centrum.

3° de minderjarige die het voorwerp is geweest van een permanente uitsluiting en niet opnieuw kan worden ingeschreven in een school, overeenkomstig de artikelen 1.7.9-9, vierde lid, en 1.7.9-10, §2, vijfde lid. Deze ondersteuning wordt verleend op gezamenlijk verzoek van de minderjarige en zijn ouders;

4° de minderjarige die niet is ingeschreven in een school en niet thuis wordt onderwezen, tenzij hij zich in een situatie bevindt als bedoeld in de artikelen 1.7.1-18, §1, derde tot en met vijfde lid, en §2, en 1.7.1-21, §1. Deze ondersteuning wordt verleend op gezamenlijk verzoek van de minderjarige en zijn ouders en na een gunstig advies van de zonale inschrijvingscommissie of de gedecentraliseerde commissie of bij gebreke daarvan van de federatie van bevoegde inrichtende machten.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1° en 2° blijft de leerling regelmatig ingeschreven in zijn school.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde ondersteuning wordt verleend voor een periode van ten hoogste drie maanden, die eenmaal kan worden verlengd.

Op grond van een met redenen omkleed verzoek van de dienst voor schoolherinschakeling aan de diensten van de Regering, kan de Minister een afwijking toestaan aan een jongere zodat hij ondersteuning door de dienst voor schoolherinschakeling blijft genieten na 15 april en tot het einde van het lopende schooljaar, zelfs indien de totale duur van deze ondersteuning de maximale duur vermeld in artikel 1.7.1-47, §1, tweede lid, overschrijdt.

De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur jeugdbescherming, de jeugdrechtbank of de dienst voor schoolherinschakeling stellen de diensten van de Regering op de hoogte van de begin- en einddatum van de geplande ondersteuning, volgens de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

Art. 1.7.1-49. § 1. De schooldirecteur legt de interne bepalingen van de school vast, zowel op collectief als op individueel niveau, opdat een minderjarige die ondersteund werd door een van de diensten bedoeld in artikel 1.7.1-47, §1, eerste lid, zijn opleiding in de beste omstandigheden kan hervatten. In voorkomend geval worden deze interne bepalingen afgestemd op de bepalingen vastgelegd in het protocol bedoeld in artikel 35 van het decreet van 21 november 2013.

Hij neemt de in het eerste lid bedoelde maatregelen, in overleg met de betrokken actoren, binnen de plaatselijke overlegcel indien ze werd opgericht.

Voor de toepassing van deze bepalingen steunt de directeur op de interne diensten en werkt hij in nauw overleg met het PMS-centrum samen om de maatregelen inzake pedagogische begeleiding, die onder het onderwijsteam ressorteren, en de maatregelen inzake psycho-medisch-sociale kwesties, die onder het multidisciplinaire team van het psycho-medisch-sociale centrum ressorteren, op elkaar af te stemmen.

§ 2. De leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum faciliteren de interventie van de externe diensten waarop de school een beroep kan doen om de inschakeling of herinschakeling van de jongere op school en de opbouw van een persoonlijk project te vergemakkelijken.

Art. 1.7.1-50. § 1. Om de ondersteuning in de best mogelijke omstandigheden te garanderen voor de herinschakeling van leerlingen van wie de ondersteuning door een dienst voor schoolherinschakeling in het kader van pijler 3 rond compensatie conform artikel 1.7.1-48, §1, eerste lid, 1° is beëindigd, krijgt de school die de jongere als eerste opvangt na afloop van zijn ondersteuning, voor elke (her)ingeschakelde leerling, zes bijkomende periodes bovenop het totale aantal leraarperiodes in het gewoon onderwijs of zes bijkomende periodes bovenop het periodenkapitaal in het gespecialiseerd onderwijs, waarbij een totaal van vierentwintig lestijden per school nooit kan worden overschreden

Wanneer een leerling tot de laatste dag van een schooljaar door een dienst voor schoolherinschakeling werd ondersteund en aan het begin van het volgende schooljaar in een school heringeschakeld wordt, kan de inrichtende macht van de school die hem ontvangt de activering van deze extra middelen op dat moment aanvragen.

De inrichtende macht of haar afgevaardigde stelt de Algemene Directie van verplicht onderwijs in kennis van haar verzoek om deze bijkomende middelen te activeren.

Zodra het in het vorige lid bedoelde verzoek volgens de door de Regering vastgestelde bepalingen werd ingediend, kunnen de extra middelen gedurende een periode van twee maanden (zonder rekening te houden met de periodes van vakantie en schoolvakanties tussen de eerste dag van het schooljaar en de laatste dag van het schooljaar) worden gebruikt vanaf de elfde schooldag volgend op de (her)inschakeling van de jongere in de school.

§ 2. Wanneer een school die voor een eerste leerling al zes extra periodes geniet conform paragraaf 1 een tweede leerling opvangt van wie de ondersteuning door een dienst voor schoolherinschakeling beëindigd is, kan het personeelslid dat verantwoordelijk is voor de begeleiding conform paragraaf 2 een breder takenpakket krijgen.

Wanneer dat personeelslid daar tijdelijk toe aangesteld of aangeworven werd, wordt zijn tijdelijke aanstelling of aanwerving zo verlengd dat de tweede opgevangen leerling begeleiding krijgt voor een periode van twee maanden.

Hetzelfde mechanisme wordt toegepast op elke bijkomende leerling die wordt opgevangen, zonder dat de detachering, aanstelling of aanwerving als bedoeld in de voorgaande leden echter de laatste dag van het lopende schooljaar kan overschrijden.

§ 3. De inrichtende machten of hun afgevaardigden kunnen beslissen om de door de betrokken scholen in het kader van de leden 1 en 2 toegezegde extra middelen te bundelen en zich er bij overeenkomst toe verbinden deze toe te wijzen aan een personeelslid van een van de scholen van voornoemde overeenkomst.

§ 4. Een personeelslid van de school kan als tussenpersoon aangesteld worden om de herinschakeling van de in paragraaf 1 bedoelde leerlingen te begeleiden.

Het lid van het onderwijzend personeel of opvoedend hulppersonnel toegewezen aan de begeleiding van de herinschakeling van een of meer leerlingen, mag een leerling binnen de dienst voor schoolherinschakeling begeleiden indien deze laatste daar schoolloopt in toepassing van de overeenkomst bedoeld in artikel 1.7.1-51.

§ 5. De in de voorgaande paragrafen bedoelde aanvullende middelen bieden de inrichtende macht of haar afgevaardigde de mogelijkheid om een of meer banen te creëren die gewijd zijn aan de begeleiding van de opgevangen leerling(en).

Deze banen worden door de inrichtende macht toegewezen aan een of meer personeelsleden op vrijwillige basis en moeten worden toegevoegd aan een rekruteringsfunctie in de categorie van personeelsdirecteur en onderwijzend personeel of opvoedend hulppersoneel zoals gedefinieerd in het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

De toekenning van deze periodes kan in geen geval tot een vaste aanstelling of benoeming leiden.

Art. 1.7.1-51. Eenmaal (her)ingeschakeld in een school na afloop van de ondersteuning voorzien in artikel 1.7.1-48, kan de leerling de dienst voor schoolherinschakeling die voor zijn ondersteuning instond verder raadplegen, a rato van maximaal twee halve dagen per week in de twee maanden volgend op zijn herinschakeling.

De raadpleging van de dienst voor schoolherinschakeling gedurende die periode wordt geregeld in een overeenkomst tussen de directeur, de leerling, zijn ouders, het PMS-centrum en de dienst voor schoolherinschakeling

Art. 1.7.1-52. De facilitatoren bedoeld in artikel 18 van het decreet van 21 november 2013 verlenen hun medewerking aan de correcte algemene onderlinge afstemming de acties gevoerd in de zone waaraan ze zijn toegewezen, zowel in de scholen als in de diensten voor schoolherinschakeling, ten aanzien van leerlingen ondersteund door een van de diensten voor schoolherinschakeling tijdens die ondersteuning en na de (her)inschakeling van de leerling in de school."

Onderafdeling 8. — Monitoring en evaluatie

Art. 1.7.1-53. § 1. Er wordt een Monitoringcomité opgericht dat is samengesteld uit vertegenwoordigers van de diensten van de Regering, met inbegrip van meer bepaald de Algemene Directie van verplicht onderwijs, de Algemene Directie voor de sturing van het onderwijssysteem, de Algemene inspectiedienst en het Algemeen bestuur van de hulpverlening aan de jeugd.

De taak van het Monitoringcomité is het analyseren van de informatie en gegevens met betrekking tot schoolverzuim en schooluitval, de relevante elementen van het traject van de leerlingen ondersteund door deze middelen, en de concrete implementatie van de middelen voorzien in deze afdeling. Daartoe kan het Monitoringcomité meer bepaald terugvallen op de jaarverslagen bedoeld in artikel 15 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs.

Op basis van de drie voornoemde analyses stelt het Comité jaarlijks een monitoringrapport op. Het rapport wordt verstuurd naar de minister van Onderwijs en de Sturingscommissie (COPI).

§ 2. Om de vier jaar evalueert de Regering de bepalingen van de onderhavige afdeling en brengt daarover verslag uit aan het Parlement. Ze stuurt het eerste evaluatieverslag naar het Parlement in het schooljaar 2029-2030."

Art. 8. In Boek 1, Titel VII, Hoofdstuk 1 van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling V ingevoegd met de titel "Gevolgen van onregelmatig schoolbezoek" en waarvan de inhoud volgt

"Afdeling V – Gevolgen van onregelmatig schoolbezoek

Art. 1.7.1-54. De dossiers van leerplichtige minderjarige leerlingen die niet voldoende waarborgen bieden wat betreft een regelmatig schoolbezoek in de school of het opleidingscentrum waarin ze behoorlijk zijn ingeschreven, worden door de diensten van de Regering naar de Procureur des Konings doorgestuurd.

Art. 1.7.1-55. § 1. Vanaf de tweede graad van het gewoon secundair onderwijs en vorm 4 van het gespecialiseerd secundair onderwijs, wordt de leerling die in één schooljaar meer dan 30 halve dagen ongewettigd afwezig was, beschouwd als een leerling die de lessen niet daadwerkelijk en regelmatig volgt, in de zin van artikel 2, 9°, 10° en 10° bis van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, en kan dus geen aanspraak maken op de bekrachtiging van zijn studies aan het einde van het schooljaar, behoudens gunstige beslissing van de klassenraad zoals bedoeld in paragraaf 2.

Wanneer een leerling meer dan 30 halve dagen ongewettigd afwezig was, stelt de directeur zijn ouders, of de leerling zelf indien hij meerderjarig is, schriftelijk in kennis van de gevolgen van deze overschrijding op de bekrachtiging van de studies.

Voor de toepassing van het eerste lid worden halve dagen ongewettigde afwezigheid die in het gewoon onderwijs met volledig leerplan worden geregistreerd, niet in aanmerking genomen wanneer een leerling zich in hetzelfde schooljaar inschrijft in het gespecialiseerd onderwijs of in het alternerend secundair onderwijs.

§ 2. Tussen 15 en 31 mei beslist de klassenraad om de in paragraaf 1 bedoelde regelmatig ingeschreven leerling al dan niet toe te laten tot de eindexamens om aanspraak te maken op de bekrachtiging van de studies. De klassenraad motiveert zijn beslissing uitsluitend op basis van de situatie van de leerling op dat moment van het schooljaar. De beslissing van de klassenraad wordt onmiddellijk schriftelijk meegedeeld aan de ouders of aan de leerling zelf indien hij meerderjarig is. De sturingsbegeleider bedoeld in artikel 1.7.1-31, §2, eerste lid, 1°, verstrekt elk element dat verheldering biedt voor de klassenraad. De beslissing om de studies van de leerling al dan niet te bekrachtigen, leidt niet tot een oriëntatieattest C, zoals bedoeld in artikel 23, §2, 3°, van voormeld koninklijk besluit van 29 juni 1984.

Tegen de laatste dag van elk schooljaar bezorgt de directeur de diensten van de Regering de lijst van leerlingen die meer dan 30 halve dagen ongewettigd afwezig waren in het lopende schooljaar en voor wie de klassenraad toestemming gaf om de eindejaarsexamens af te leggen om aanspraak te maken op een bekrachtiging van de studies.

Een leerling die de periode van 30 halve dagen ongewettigde afwezigheid na 31 mei overschrijdt, kan aanspraak maken op de bekrachtiging van de studies, zonder voorafgaande beslissing van de klassenraad."

Afdeling 3. — Wijzigingsbepaling inzake de geïntegreerde dienst voor bijstand aan scholen

Art. 9. In boek 1 van hetzelfde Wetboek wordt titel VII aangevuld met een hoofdstuk 11, waarvan de inhoud volgt: "Hoofdstuk XI. - Geïntegreerde scholenbijstandsdienst

Afdeling 1. – Definities

Art. 1.7.11-1. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° scholen met een hoog verzuimpercentage onder de leerlingen: scholen met een verzuimpercentage dat ten minste gelijk is aan tweemaal het gemiddelde van door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde scholen;

2° kritiek incident: een ernstige gebeurtenis die zich plotseling en onvoorspelbaar voordoet, de fysieke of mentale integriteit van een of meer mensen aantast en een breuk in de sereniteit van het schoolklimaat veroorzaakt;

3° radicaliseringsproces: het proces bedoeld in artikel 3, 15°, van de wet van 30 november 1998 van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten;

4° polarisatieproces: proces dat een persoon ertoe brengt:

a) opvattingen of visies te omarmen die met name racistisch, xenofob, anarchistisch, nationalistisch, autoritair of totalitair zijn, hetzij van politieke, ideologische, confessionele of filosofische aard, en, in theorie of in de praktijk, strijdig zijn met de beginselen van de democratie of mensenrechten, met de goede werking van democratische instellingen of met de andere grondslagen van de rechtsstaat;

b) een schadelijke sektarische organisatie als bedoeld in de wet van 2 juni 1998 houdende oprichting van een Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties en van een Administratieve coördinatiecél inzake de strijd tegen schadelijke sektarische organisaties te integreren of hierbij betrokken te raken;

5° crisissituatie: verstoring van het functioneren van een school na een of meer versturende gebeurtenissen, en waarvan het beheer de interne middelen van de school te boven gaat;

6° ambtenaren van mobiele teams: de ambtenaren bedoeld in artikel 1.7.11-2, §2, eerste lid, 3°, a).

Afdeling II. – Taken en werking van de geïntegreerde scholenbijstandsdienst

Art. 1.7.11-2. § 1. Binnen de diensten van de Regering wordt een geïntegreerde scholenbijstandsdienst opgericht om de in artikel 1.7.11-3 bedoelde taken uit te voeren.

§ 2. De geïntegreerde scholenbijstandsdienst omvat een kader dat bestaat uit:

1° een hiërarchisch hoofd, bijgestaan door een administratieve cel van maximaal vier ambtenaren;

2° coördinatoren;

3° ambtenaren, samengesteld uit de volgende profielen:

(a) ambtenaren van de mobiele teams;

b) bemiddelaars;

c) ambtenaren die instaan voor telefoonpermanenties met betrekking tot incidenten van spanning of geweld in een schoolomgeving.

De Regering bepaalt het kader van deze dienst, de functieprofielen voor elke functie bedoeld in het eerste lid, net als het aantal ambtenaren per functie. Ze bepaalt ook onder de ambtenaren van de mobiele teams het aantal ambtenaren dat gespecialiseerd is in het beheer van kritieke incidenten, radicaliserings- of polarisatiesituaties.

De in het eerste lid, 2° en 3° bedoelde ambtenaar worden over het gehele grondgebied verdeeld per zone of per groepering van zones. Afhankelijk van de behoefte echter kunnen ze, mits de toestemming van het hiërarchische hoofd, de toelating krijgen om volgens de bepalingen gedefinieerd met de zonecoördinator, een taak in een andere zone uit te voeren.

De geïntegreerde scholenbijstandsdienst is zo georganiseerd dat de taken die aan de ambtenaren van de mobiele teams zijn toegewezen, worden onderscheiden van de missies die aan de bemiddelaars zijn toegewezen.

§ 3. De ambtenaren van de mobiele teams, de bemiddelaars, de ambtenaren verantwoordelijk voor de telefoonpermanenties worden onder het hiërarchische en functionele gezag van de coördinatoren geplaatst.

§ 4. De ambtenaren van de geïntegreerde scholenbijstandsdienst zijn ambtenaren uit de diensten van de Regering.

Ze zijn gebonden aan het beroepsgeheim met betrekking tot hun contacten met leerlingen, hun ouders, scholen en andere tussenpersonen. In deze context zien de ambtenaren van de geïntegreerde scholenbijstandsdienst erop toe dat de strikt noodzakelijke inbreng wordt vertaald in termen die door het onderwijsteam kunnen worden gebruikt en dat ze met dat team, in overeenstemming met de competentiegebieden van elk, de meest geschikte hulp zoeken voor de ondervonden moeilijkheden.

§ 5. Alle ambtenaren en coördinatoren worden onder het hiërarchische en functionele gezag van het hiërarchisch hoofd geplaatst. Dat hoofd is gebonden aan dezelfde geheimhoudingsplicht als de ambtenaren van de geïntegreerde scholenbijstandsdienst.

Art. 1.7.11-3. De geïntegreerde scholenbijstandsdienst voert de volgende taken uit:

1° optreden door het collectief begeleiden van scholen of individueel begeleiden van leerlingen ter bestrijding van schoolverzuim en schooluitval overeenkomstig artikel 1.7.11-4;

2° optreden in het beheer van geweld en conflicten in de schoolomgeving overeenkomstig artikel 1.7.11-5;

3° crisissituaties voorkomen en beheren overeenkomstig artikel 1.7.11-5;

4° scholen bijstaan in geval van een kritiek incident, radicaliserings- of polarisatiesituaties overeenkomstig artikel 1.7.11-6;

5. telefoonpermanenties waarnemen gericht op ouders of leden van onderwijsteams die geconfronteerd worden met spanningen of geweld in de schoolomgeving.

De geïntegreerde scholenbijstandsdienst voert zijn taken ook uit voor internaten en opvangtehuizen.

De geïntegreerde scholenbijstandsdienst voert zijn taken uit in samenwerking met de PMS-centra.

Art. 1.7.11-4. Als onderdeel van hun begeleidingstaak in de strijd tegen schoolverzuim en schooluitval zijn de ambtenaren van de mobiele teams verantwoordelijk voor:

1° in scholen die een voorstel voor een "aanpassingsregeling" moeten opstellen overeenkomstig artikel 1.5.2-16 en in scholen met een hoog verzuimpercentage onder de leerlingen:

a) het begeleiden van de scholen in het kader van de invoering van hun schoolherinschakelingsmiddelen;

b) het begeleiden van het betrokken onderwijsteam bij de ontwikkeling van acties bedoeld om het individuele opvolgings- en begeleidingsschema tegen schoolverzuim en schooluitval als bedoeld in artikel 1.7.1-31 te implementeren;

De verzoeken om begeleiding gaan uit van de inrichtende macht of haar afgevaardigde.

2° het optreden als tussenpersoon bij leerlingen die het voorwerp uitmaken van een individuele opvolging en begeleiding in het kader van pijler 2 rond interventie bedoeld in artikel 1.7.1-37 of pijler 3 rond compensatie bedoeld in artikel 1.7.1-43. De verzoeken om begeleiding gaan uit van de sturingsbegeleider bedoeld in artikel 1.7.1-31, §2, eerste lid, 1°.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, identificeren de diensten van de Regering elk schooljaar, op basis van de cijfermatige gegevens van het voorgaande schooljaar, scholen met een hoog verzuimpercentage onder de leerlingen en richten een voorstel tot begeleiding aan de geïdentificeerde scholen.

Art. 1.7.11-5. In het kader van hun interventie in de preventie en het beheer van crisissituaties en in het beheer van conflicten en geweld in de schoolomgeving, zijn de ambtenaren van de geïntegreerde scholenbijstandsdienst verantwoordelijk voor:

1° voor wat betreft de ambtenaren van de mobiele teams:

a) op institutioneel niveau, het aanzetten van de onderwijsteams of interne diensten tot de ontwikkeling van preventie- en beheeracties voor geweldsituaties;

b) op individueel niveau, het ingrijpen in crisissituaties door scholen te helpen bij het beheer van schoolgeweld en door de directieteams te begeleiden in geval van conflicten tussen volwassenen, inclusief conflicten tussen leden van het onderwijsteam;

2° voor wat betreft de bemiddelaars bedoeld in artikel 1.7.11-2, §2, eerste lid, 3°, b):

a) het opzetten van bemiddelingsprocessen in geval van spanning of conflicten tussen leerlingen en de school of hun gezin en de school;

b) het opzetten van de verzoening voorzien in artikel 1.7.8-2, §1, inzake redelijke aanpassingen.

De interventie van de ambtenaren van de mobiele teams overeenkomstig het eerste lid, 1°, vindt plaats op verzoek van de inrichtende macht of haar afgevaardigde.

De interventie van de bemiddelaars in toepassing van het eerste lid, 2°, vindt plaats:

1° hetzij op verzoek van de inrichtende macht of haar gemachtigde;

2° hetzij op verzoek van de ouders of leerlingen.

Art. 1.7.11-6. De geïntegreerde scholenbijstandsdienst beheert kritieke incidenten en radicaliserings- en polarisatiesituaties via een Prioritaire Interventieel samengesteld uit een subgeheel van ambtenaren van de mobiele teams gespecialiseerd in het beheer van dergelijke situaties.

Op verzoek van de inrichtende macht of haar afgevaardigde treedt de Prioritaire Interventieel prioritair op in de volgende situaties:

1° in geval van een kritiek incident in of rond de school, alsook in elke situatie die zou leiden tot de inschakeling van een rampenplan;

2° om de dialoog te kunnen hervatten in een school die een kritiek incident beleefde;

3° om het onderwijsteam en de directeur te helpen bij het ontwikkelen van een strategie om te anticiperen op kritieke incidenten binnen en rond de school;

4° in geval van een situatie die verband houdt met een radicaliserings- of polarisatieproces.

In het kader van de specifieke taken voorzien in het vorige lid, worden de ambtenaren van de mobiele teams onder het rechtstreekse gezag van de hiërarchisch hoofd geplaatst.

Art. 1.7.11-7. De ambtenaren verantwoordelijk voor de telefoonpermanenties voor spannings- of geweldsituaties in de schoolomgeving, moeten ook voor de opvolging van de telefoonoproepen instaan.

Die permanenties worden georganiseerd voor de leerlingen, ouders en leden van de onderwijsteams.

De ambtenaren luisteren actief naar de bellers en verwijzen zo nodig door naar andere ambtenaren van diensten van de Regering of andere externe partijen.

Afdeling III. – Gegevensbeheer gekoppeld aan de uitoefening van de taken van de geïntegreerde scholenbijstandsdienst

Art. 1.7.11-8. § 1. In het kader van de uitvoering van dit hoofdstuk kunnen de volgende categorieën van gegevens verzameld en verwerkt worden:

1° gegevens met betrekking tot de identificatie en contactgegevens van de leerlingen, hun ouders en de scholen die ze bezoeken;

2° gegevens met betrekking tot alle relevante omstandigheden die hebben geleid tot de interventie van de geïntegreerde scholenbijstandsdienst;

3° gegevens met betrekking tot de interventies, waaronder:

a) identiteit en contactgegevens van de ambtenaren die een interventie uitvoeren;

b) begin- en einddatum van de taak;

c) het interventierapport.

§ 2. Die gegevens worden verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° om de verschillende interventies van de geïntegreerde scholenbijstandsdienst te kunnen coördineren en opvolgen;

2° om zo nodig een opvolging van de bedoelde situaties door de diensten van de Regering mogelijk te maken;

3° om de controle door de hiërarchie van de goede werking van de dienst en de kwaliteit van de uitgevoerde interventies mogelijk te maken.

§ 3. Deze gegevens kunnen ook het voorwerp uitmaken van statistische verwerking in het kader van de sturing van het beleid tegen schooluitval, of wetenschappelijk onderzoek. In voorkomend geval worden de gegevens vooraf gepseudonimiseerd of geanonimiseerd.

§ 4. In het kader van de in paragraaf 2 genoemde doeleinden hebben alleen de ambtenaren die belast zijn met een interventie waarop de gegevens betrekking hebben, de coördinatoren en de directe hiërarchische lijn in geval van gewettigde noodzaak, toegang tot de gegevens.

In het kader van de in paragraaf 3 genoemde doeleinden hebben de diensten van de Regering, hun onderaannemers en de personen die belast zijn met een wetenschappelijke onderzoeksmissie toegang tot geanonimiseerde of gepseudonimiseerde gegevens. De diensten van de Regering en hun onderaannemers kunnen toegang krijgen tot persoonsgegevens met het oog op de anonimisering of pseudonimisering ervan.

§ 5. De in paragraaf 1 bedoelde gegevens worden bewaard gedurende een periode van twee jaar vanaf het einde van het schooljaar waarop ze betrekking hebben.

Bij wijze van uitzondering kunnen de gegevens langer worden bewaard dan de in het eerste lid bedoelde termijnen, voor zover ze dienen als een gehele of gedeeltelijke basis voor een administratie- of geschillenprocedure die loopt op de datum waarop deze termijn verstrijkt. De bewaartermijn wordt dan verlengd tot het definitieve einde van de lopende procedure.

§ 6. Het Ministerie van de Franse Gemeenschap is verantwoordelijk voor de verwerking van de in dit artikel bedoelde persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 7) van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, "(Algemene Verordening Gegevensbescherming)", hierna "AVG".

Afdeling 4. — Bepalingen tot aanmaak van het luik "schoolbezoek" binnen het DAccE

Art. 10. Artikel 1.10.1-1 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een 15° opgesteld als volgt:
"15° luik "schoolbezoek": het luik van het DAccE bedoeld in artikel 1.10.2-2, §5/1."

Art. 11. In artikel 1.10.2-2 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) In paragraaf 2, eerste lid wordt het woord "vier" vervangen door het woord "vijf".
- b) In paragraaf 2, eerste lid, wordt 4° vervangen door een 4° en een 5° als volgt geformuleerd:
*"4° een luik "schoolbezoek";
 5° een luik "procedures"."*
- c) In paragraaf 2, tweede lid wordt het woord "vier" vervangen door het woord "vijf".
- d) Een paragraaf 5/1 wordt ingevoegd als volgt:

"§5/1. Via het luik "schoolbezoek" kunnen de leden van het onderwijsteam, de leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum en de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling informatie met betrekking tot het schoolbezoek van de leerling raadplegen, aanvullen en uitwisselen, met als informatie die nodig is voor de coördinatie van de opvolging voor de leerling in een situatie van langdurig schoolverzuim, met het risico van schooluitval of in een situatie van schooluitval in het individuele opvolgings- of begeleidingsschema ter bestrijding van schoolverzuim en schooluitval als bedoeld in artikel 1.7.1-31, voor zover strikt noodzakelijk voor de betrokkenheid van elk van de personen die optreden.

Het luik "schoolbezoek" bevat de volgende rubrieken:

1° een rubriek over de situatie van de leerling met betrekking tot het schoolbezoek met de volgende tabbladen:

a) een tab voor de situatie van de leerling tijdens het lopende schooljaar. Hierin zijn de volgende elementen opgenomen:

- a.1) een status die aanduidt in welke pijler van het individuele opvolgings- en begeleidingsschema ter bestrijding van schoolverzuim en schooluitval bedoeld in artikel 1.7.1-31 de leerling wordt ondersteund;*
- a.2) de opvolging van het schoolverzuim van de leerling met daarin de datum waarop bepaalde drempels bereikt werden en het totale aantal halve dagen ongewettigde afwezigheid die de leerling bereikte in het betreffende schooljaar;*
- a.3) de acties ondernomen door de school en de diensten van de Regering met daarin:*

i. de informatie over de in artikel 1.7.1-29 bedoelde vergadering of, bij afwezigheid op het gesprek, de vermelding van de delegatie van een lid van het opvoedend hulppersoneel in de woonplaats van de leerling of een contact met het gezin op enige andere wijze in overeenstemming met artikel 1.7.1-29, derde lid;

ii. de datum van de brief waarin aan de leerplicht wordt herinnerd zoals bedoeld in artikel 1.7.1-28;

iii. indien van toepassing, de datum van de brief bedoeld in artikel 1.7.1-36, §5, en artikel 1.7.1-41, §4, tweede lid, die aan een meerderjarige leerling wordt gestuurd om hem te informeren over mogelijke hulp bij een heroriëntatie;

b) een tabblad over de situatie van de leerling tijdens het vorige schooljaar dat dezelfde elementen bevat als die bedoeld onder a) voor het betreffende schooljaar;

2° een rubriek over de opvolging en begeleiding van de leerling die ondersteund wordt in het individuele opvolgings- en steunschema ter bestrijding van schoolverzuim en schooluitval, met inbegrip van de volgende tabbladen:

a) een tab over de opvolging en begeleiding uitgevoerd met de leerling in het kader van pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning bedoeld in artikel 1.7.1-32, dat de volgende elementen bevat:

a.1) informatie over de identificatie en contactgegevens van de sturingsbegeleider en, indien van toepassing, informatie met betrekking tot de identificatie en contactgegevens van de herenschakelingsborger;

a.2) informatie over de opvolging uitgevoerd in het kader van pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning, met inbegrip van:

- i. het type activering van pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning als bedoeld in artikel 1.7.1-33;*
- ii. de status van de opvolging in pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning;*
- iii. indien van toepassing, de vermelding van het bestaan van een begeleidingscontract als bedoeld in artikel 1.7.1-34, §2, vijfde lid.*

iv. de reden voor de positieve afsluiting, negatieve afsluiting of verlenging als bedoeld in de artikelen 1.7.1-35 en 1.7.1-36 of de reden voor de beslissing tot vervroegde afsluiting als bedoeld in artikel 1.7.1-35, §2 en 1.7.1-36, §2;

a.3) informatie over de begeleidingsmaatregelen geïmplementeerd voor pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning als bedoeld in artikel 1.7.1-34, §2, met inbegrip van:

i. de ingeschakelde tussenperso(o)n(en);

ii. voor elke ingeschakelde tussenpersoon, de status van de begeleiding;

b) een tab over de individuele opvolging en begeleiding uitgevoerd met de leerling in het kader van pijler 2 rond interventie bedoeld in artikel 1.7.1-37 en/of pijler 3 rond compensatie bedoeld in artikel 1.7.1-43, dat de volgende elementen bevat:

b.1) informatie over de identificatie en contactgegevens van de sturingsbegeleider;

b.2) informatie over de opvolging uitgevoerd in het kader van pijler 2 rond interventie bedoeld in artikel 1.7.1-39 en/of pijler 3 rond compensatie bedoeld in artikel 1.7.1-45:

i. het type van activering van pijler 2 rond interventie bedoeld in artikel 1.7.1-38 of het type van activering van pijler 3 rond compensatie bedoeld in artikel 1.7.1-44;

ii. de status van de opvolging in pijler 2 rond interventie en/of in pijler 3 met rond compensatie;

iii. de reden voor de positieve afsluiting, de negatieve afsluiting, de verlenging van de ondersteuning in pijler 2 rond interventie bedoeld in artikel 1.7.1-40 en 1.7.1-41 of de ondersteuning in pijler 3 rond compensatie bedoeld in artikel 1.7.1-46;

b.3) informatie over de ingevoerde begeleidingsmaatregelen voor pijler 2 rond interventie bedoeld in artikel 1.7.1-39, §2 en/of voor pijler 3 rond compensatie bedoeld in artikel 1.7.1-45, §4, met inbegrip van:

i. de ingeschakelde tussenperso(o)n(en);

ii. voor elke ingeschakelde tussenpersoon, de status van de begeleiding;

c) een overzichtstabblad dat de in a) en b) bedoelde informatie schematisch weergeeft en samenvat, en de gebruikers beknopt informeert over de status van de ondersteuning van de leerling in het individuele opvolgings- en begeleidingsschema ter bestrijding van schoolverzuim en schooluitval voor het lopende schooljaar

3° een rubriek met betrekking tot de geschiedenis met daarin de informatie bedoeld in 1° en 2° wat betreft het lopende schooljaar en het vorige schooljaar.

De informatie bedoeld in het tweede lid, 2°, a), a.1) en b), b.1) bevatten gegevenscategorieën met betrekking tot de identificatie en contactgegevens van de sturingsbegeleider en, indien van toepassing, informatie met betrekking tot de identificatie en contactgegevens van de herinschakelingsborger.

Het luik "schoolbezoek" van het DAccE wordt gevoed in overeenstemming met het artikel 1.10.4-8/1. De lijst en het formaat van de gegevens opgenomen in de rubrieken van het luik "schoolbezoek" worden door de Regering vastgelegd in de in paragraaf 7 bedoelde modellen."

Art. 12. In artikel 1.10.3-2 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1 wordt het door het decreet van 20 juli 2023 opgeheven punt 10° opnieuw ingevoerd met de volgende bewoordingen:

"10° "lid van het pedagogisch team - herinschakelingsborger";"

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 11° tot en met 13° luidend als volgt:

"11° "lid van het onderwijsteam - herinschakelingsborger";

12° "lid van het pedagogisch team - sturingsbegeleider schoolherinschakeling";

13° "lid van het onderwijsteam - schoolconflicsturingsbegeleider"."

3° In paragraaf 2, 1°, a) worden de woorden "en "opvolging van de leerling"" vervangen door de woorden ""opvolging van de leerling" en "schoolbezoek""

4° In paragraaf 2 wordt 2° aangevuld met een f) dat als volgt luidt:

"f) het luik "schoolbezoek" invullen."

5° In paragraaf 3, 1°, a) worden de woorden "en "opvolging van de leerling"" vervangen door de woorden ""opvolging van de leerling" en "schoolbezoek""

6° In paragraaf 3, 2° wordt c) dat was opgeheven door het decreet van 20 juli 2023 opnieuw ingevoerd met de volgende bewoordingen:

"c) het luik "schoolbezoek" invullen."

7° In paragraaf 6, 1°, a) worden de woorden "en "opvolging van de leerling"" vervangen door de woorden ""opvolging van de leerling" en "schoolbezoek""

8° In paragraaf 6 wordt 2° aangevuld met een f) dat als volgt luidt:

"c) het luik "schoolbezoek" invullen."

9° In paragraaf 7, 1°, a) worden de woorden "en "opvolging van de leerling"" vervangen door de woorden ""opvolging van de leerling" en "schoolbezoek""

10° In paragraaf 8, 1°, a) worden de woorden "en "opvolging van de leerling"" vervangen door de woorden ""opvolging van de leerling" en "schoolbezoek""

11° In paragraaf 9, 1°, a) worden de woorden "en "opvolging van de leerling"" vervangen door de woorden ""opvolging van de leerling" en "schoolbezoek""

12° In artikel 1.10.3-2 wordt paragraaf 11 die was opgeheven door het decreet van 20 juli 2023 opnieuw ingevoerd met de volgende bewoordingen:

§11. Het gebruikersprofiel "lid van het pedagogisch team - herinschakelingsborger" laat een gebruiker die over dit profiel beschikt toe om voor de leerlingen die onder zijn aansprakelijkheid staan en ingeschreven zijn in de school waar de gebruiker werkt:

1° over dezelfde toegang en functies te beschikken als deze vermeld in het gebruikersprofiel "lid van het pedagogisch team" bedoeld in paragraaf 4;

2° de informatie van het luik "schoolbezoek" te raadplegen volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 1.10.4-9;

3° schrijftoegang te hebben om het luik "schoolbezoek" in te vullen;

4° alle rubrieken van het luik "schoolbezoek" af te drukken volgens het door de Regering in toepassing van artikel 1.10.4-10, §2, tweede lid, vastgestelde model."

13° artikel 1.10.3-2 wordt als volgt aangevuld met de paragrafen 12 tot en met 14 opgesteld als volgt:

§12. Het gebruikersprofiel "lid van het onderwijsteam - herinschakelingsborger" laat een gebruiker die over dit profiel beschikt toe om voor de leerlingen die onder zijn aansprakelijkheid staan en ingeschreven zijn in de school waar de gebruiker werkt:

1° over dezelfde toegang en functies te beschikken als deze vermeld in het gebruikersprofiel "lid van het onderwijsteam" bedoeld in paragraaf 5;

2° de informatie van het luik "schoolbezoek" te raadplegen volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 1.10.4-9;

3° schrijftoegang te hebben om het luik "schoolbezoek" in te vullen;

4° alle rubrieken van het luik "schoolbezoek" af te drukken volgens het door de Regering in toepassing van artikel 1.10.4-10, §2, tweede lid, vastgestelde model."

§ 13. Het gebruikersprofiel "lid van het pedagogisch team - sturingsbegeleider schoolherinschakeling" laat een gebruiker die over dit profiel beschikt toe om voor de leerlingen die onder zijn aansprakelijkheid staan:

1° over dezelfde toegang en functies te beschikken als deze vermeld in het gebruikersprofiel "lid van het pedagogisch team" bedoeld in paragraaf 4;

2° de informatie van het luik "schoolbezoek" te raadplegen volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 1.10.4-9;

3° schrijftoegang te hebben om het luik "schoolbezoek" in te vullen;

4° alle rubrieken van het luik "schoolbezoek" af te drukken volgens het door de Regering in toepassing van artikel 1.10.4-10, §2, tweede lid, vastgestelde model."

§ 14. Het gebruikersprofiel “lid van het onderwijsteam - sturingsbegeleider schoolherinschakeling” laat een gebruiker die over dit profiel beschikt toe om voor de leerlingen die onder zijn aansprakelijkheid staan:

1° over dezelfde toegang en functies te beschikken als deze vermeld in het gebruikersprofiel “lid van het onderwijsteam” bedoeld in paragraaf 5;

2° de informatie van het luik “schoolbezoek” te raadplegen volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 1.10.4-9;

3° schrijftoegang te hebben om het luik “schoolbezoek” in te vullen;

4° alle rubrieken van het luik “schoolbezoek” af te drukken volgens het door de Regering in toepassing van artikel 1.10.4-10, §2, tweede lid, vastgestelde model.”

Art. 13. In Boek 1, Titel 10, Hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek wordt Afdeling 1 aangevuld met een onderafdeling 4, waarvan de inhoud luidt als volgt:

“Onderafdeling 4. – Voeding van het luik “schoolbezoek” van het DAccE

Art. 1.10.4 – 8/1 Het luik “schoolbezoek” wordt als volgt gevoed:

1° de in artikel 1.10.2-2, §5/1, tweede lid, 1°, a), a.1), en b), bedoelde informatie met betrekking tot het aantal halve dagen ongewettigde afwezigheid dat tijdens het lopende schooljaar en tijdens het voorgaande schooljaar is bereikt, is afkomstig van gegevens die zijn verwerkt via de computerapplicatie die de in artikel 1.7.1-10 bedoelde systematische controle van het schoolbezoek mogelijk maakt, of van gegevens die aanvankelijk zijn verwerkt krachtens decretale of reglementaire bepalingen en afkomstig van databanken die op grond daarvan zijn aangemaakt;

2° de overige informatie met betrekking tot de situatie van de leerling met betrekking tot het schoolbezoek tijdens het lopende schooljaar en tijdens het voorgaande schooljaar bedoeld in artikel 1.10.2-2, §5/1, tweede lid, 1°, a), a.2) en b), is afkomstig van gegevens ingevoerd door DAccE-gebruikers die naar behoren zijn gemachtigd in naleving van de regels vastgelegd in de artikelen 1.7.1-31 en volgende in het luik “Schoolbezoek” of van gegevens die aanvankelijk zijn verwerkt krachtens decretale of reglementaire bepalingen en afkomstig van databanken die op grond daarvan zijn aangemaakt;

3° de informatie met betrekking tot de opvolging en begeleiding van de leerling uitgevoerd in het kader van de verschillende pijlers van het schema bedoeld in artikel 1.10.2-2, §5/1, tweede lid, 2°, is afkomstig van de gegevens ingevoerd door DAccE-gebruikers die naar behoren zijn gemachtigd in naleving van de regels vastgelegd in de artikelen 1.7.1-31 en volgende in het luik “schoolbezoek” of van gegevens die aanvankelijk zijn verwerkt krachtens decretale of reglementaire bepalingen en afkomstig van databanken die op grond daarvan zijn aangemaakt.”

Art. 14. In artikel 1.10.4-9 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt aangevuld met een punt 3° dat luidt als volgt:

“3° tot het luik “schoolbezoek”.

b) het tweede wordt aangevuld met een punt 3° dat luidt als volgt:

“3° tot het luik “schoolbezoek”.

Art. 15. In artikel 1.10.4-10 van hetzelfde Wetboek wordt de eerste paragraaf als volgt vervangen:

“§1. De ouders of de leerling zelf indien hij meerderjarig is, kunnen de gegevens in de luiken “administratief”, “schooltraject”, “leerlingvolgsysteem” en “schoolbezoek” raadplegen met behulp van de computerapplicatie DAccE bedoeld in artikel 1.10.2-2, §8. De volgende gegevens kunnen geraadpleegd worden:

1° alle gegevens opgenomen in de luiken “administratief” en “schooltraject”;

2° in het luik “leerlingvolgsysteem”, de gegevens opgenomen:

a) onder de rubrieken bedoeld in artikel 1.10.2-2, §5, tweede lid, 3° en 4°;

b) in de rubriek bedoeld in artikel 1.10.2-2, §5, tweede lid, 6°, binnen de grenzen van de leestoeslag verleend aan de betrokken school krachtens artikel 1.10.4-9;

3° alle gegevens opgenomen in het luik “schoolbezoek”.

Art. 16. In artikel 1.10.4-11 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden de woorden “bedoeld in artikel 1.10.2-2, §§3 en 4 en §5, tweede lid, 3°” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 1.10.2-2, §§3 en 4, §5, tweede lid, 3°, en §5/1, tweede lid, 1°, a) en b), en 2°”;

2° In het tweede lid worden de woorden “en §5/1, tweede lid, 1° en 2°, die worden ingevoerd door naar behoren gemachtigde DAccE-gebruikers” ingevoegd tussen de woorden “bedoeld in artikel 1.10.2-2, §5, tweede lid, 1°, 2°, 4° tot 6°” en de woorden “worden bewaard”;

3° In het derde lid worden de woorden “en §5/1, tweede lid, 1° en 2° die worden ingevoerd door naar behoren gemachtigde DAccE-gebruikers” ingevoegd tussen de woorden “bedoeld in artikel 1.10.2-2, §5, tweede lid, 1°, 2°, 4° tot en met 6°” en de woorden “worden bewaard”;

4° In het derde lid worden de woorden “zijn 20e verjaardag” vervangen door de woorden “zijn 21e verjaardag”.

Art. 17. In artikel 1.10.6-1 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “schooljaar 2027-2028” vervangen door de woorden “schooljaar 2028-2029”.

Afdeling 5. — Diverse wijzigingsbepalingen

Art. 18. In artikel 1.3.1-1 van hetzelfde Wetboek wordt 14° als volgt vervangen:

“14° Klassenraad: in het gewoon secundair onderwijs, alle leden van het directiepersoneel en onderwijzend personeel die belast zijn met het opleiden van een bepaalde groep van leerlingen. In het gespecialiseerd onderwijs, alle leden van het directiepersoneel en onderwijzend personeel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel en opvoedend hulppersoneel de belast zijn met het onderwijzen en opvoeden van de leerlingen van een bepaalde klasse en daar de aansprakelijkheid voor draagt.”

Art. 19. In artikel 1.5.2-3, §2, eerste lid, 7°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “en bemiddeling op school” vervangen door de woorden “en de geïntegreerde scholenbijstandsdienst bedoeld in artikel 1.7.11-2”.

Art. 20. In artikel 1.5.2-15, §2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden 2° en 3° als volgt vervangen

“2° de geïntegreerde scholenbijstandsdienst bedoeld in artikel 1.7.11-2”.

Art. 21. In artikel 1.7.1-2, §3, van hetzelfde Wetboek worden de woorden *“die school vroegtijdig heeft verlaten en wordt begeleid volgens de nadere regels van artikel 1.7.1-29”* vervangen door de woorden *“ondersteund volgens de voorwaarden bedoeld in de artikelen 1.7.1-47, §2, tweede lid, en 1.7.1-48, §1”*.

Art. 22. In artikel 1.7.7-1, derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden *“Onverminderd de artikelen 1.7.9-4, 1.7.9-5, 1.7.9-6, 1.7.9-7, 1.7.9-8 en 1.7.9-11”* vervangen door de woorden *“Onverminderd de artikelen 1.7.1-36, §4, zesde lid, 1.7.1-41, §4, derde lid, 1.7.1-46, §3, derde lid, 1.7.9-4, 1.7.9-5, 1.7.9-6, 1.7.9-7 et 1.7.9-11 »*.

Art. 23. In artikel 1.7.7-2, §1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden *“20 halve dagen”* vervangen door de woorden *“30 halve dagen”* en worden de woorden *“in artikel 1.7.1-10, leden 5 en volgende”* vervangen door de woorden *“in artikel 1.7.1-55”*.

Art. 24. In artikel 1.7.7-29, §3, van hetzelfde Wetboek worden de woorden *“in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot toepassing van de artikelen 8, §1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie”* telkens vervangen door de woorden *“in artikel 1.7.1-8”*.

Art. 25. In artikel 1.7.10-3, §4, van hetzelfde Wetboek, zoals ingevoegd bij het decreet van 27 april 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° In het derde lid, 1°, wordt d opgeheven.

Art. 26. In artikel 6.1.5-5, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt 4° als volgt vervangen:

“4° door de geïntegreerde scholenbijstandsdienst bedoeld in artikel 1.7.11-2”.

Hoofdstuk 2 - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie

Art. 27. In artikel 1 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 4°, c) worden de woorden *“inzonderheid in het kader van hun Algemene actieproject van gedifferentieerde omkadering bedoeld bij artikel 8 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving”* opgeheven;

2° 4°, d) wordt opgeheven;

3° 5°, a) wordt vervangen door hetgeen volgt:

“a) de geïntegreerde scholenbijstandsdienst bedoeld in artikel 1.7.11-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs”

4° 5°, b) en f) worden opgeheven;

5° In 5°, c), worden de woorden *“bedoeld in de artikelen 31, 32 en 33 van het voornoemde decreet van 21 november 2013”* vervangen door de woorden *“bedoeld in artikel 1.7.1-48 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs”*;

6° In 5° wordt een l) ingevoegd als volgt: *“l) schoolintegratiecellen (CIS): de in hoofdstuk 4 bedoelde structuren”*;

7° 19° wordt vervangen door hetgeen volgt:

“19° Wetboek voor het onderwijs: het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs”.

8° Artikel 1 wordt aangevuld met een 20° en een 21° luidend als volgt:

“20° Referentiesysteem van de initiële competenties: het referentiesysteem vastgesteld bij het decreet van 9 juli 2020 tot bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2020 tot vaststelling van het referentiesysteem van initiële bevoegdheden;

21° referentiekaders van de gemeenschappelijke kern: de referentiekaders vastgesteld bij het decreet van 23 juni 2022 tot wijziging en bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 september 2021 tot bepaling van het referentiekader voor de Franse en de oude talen, het referentiekader voor de culturele en artistieke opvoeding, het referentiekader voor de moderne talen, het referentiekader voor de wiskunde, het referentiekader voor de wetenschappen, het referentiekader voor de manuele, technische, technologische en numerieke opleiding, het referentiekader voor de opleiding tot filosofie en burgerschap en het referentiekader voor de lichamelijke en gezondheidsopvoeding en tot aanneming van het referentiekader voor de historische, geografische en sociale vorming en tot instelling van een procedure om van deze referentiekaders af te wijken.”

Art. 28. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 3 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“§3. In het kader van het schoolproject bedoeld in artikel 1.5.1-5 van het Wetboek voor het Onderwijs kan de schooldirecteur, na overleg met de leden van het team van het PMS-centrum, op initiatief of op verzoek van een van de actoren van de Hulpverlening aan de jeugd of het overlegplatform bedoeld in artikel 6, een “plaatselijke overlegcel” oprichten.

Hij stelt de participatieraad bedoeld in artikel 1.5.3-2 van het Wetboek voor het Onderwijs en het bevoegde lokaal orgaan voor sociaal overleg daarvan in kennis.” ;

2° In paragraaf 4, tweede lid, 2° worden de woorden *“op het Algemene actieproject van gedifferentieerde omkadering”* vervangen door de woorden *“op de doelstellingenovereenkomst”*;

3° paragraaf 5, eerste lid, 4°, wordt opgeheven;

4° paragraaf 5 wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

“In het secundair onderwijs en, in voorkomend geval in het basisonderwijs indien hij werd aangesteld, moet de herinschakelingsborger bedoeld in artikel 1.7.1-30 van het Wetboek voor het Onderwijs noodzakelijkerwijze vermeld worden onder de leden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°.”

Art. 29. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1 wordt punt 16° vervangen door hetgeen volgt: "16° de coördinatoren van de geïntegreerde scholenbijstandsdienst";

2° In paragraaf 1 wordt 17° opgeheven.

Art. 30. In artikel 18 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 5 wordt vervangen door hetgeen volgt:

"§5. Binnen het team van de zes facilitatoren worden twee coördinatoren aangesteld, één uit de sector Onderwijs en één uit de sector Hulpverlening aan de jeugd."

2° In paragraaf 6 worden de woorden "de coördinator" vervangen door de woorden "de coördinatoren";

3° In paragraaf 7 worden de woorden "van de coördinator" vervangen door de woorden "van de coördinatoren".

Art. 31. Artikel 19 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 6° opgesteld als volgt:

"6° deel te nemen aan de contractualiseringsprocedure van de sturingsplannen, de opvolging van de realisatiegraad ervan en de evaluatie van de doelstellingenovereenkomsten zoals gedefinieerd in artikelen 23/1 en volgende."

Art. 32. In artikel 21, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "bij de artikelen 31, 32 en 33 van het sectorale decreet" vervangen door de woorden "bij artikel 1.7.1-48, §1 van het Wetboek voor het Onderwijs".

Art. 33. In artikel 22, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "bij de artikelen 31, 32 en 33 van het sectorale decreet" vervangen door de woorden "bij artikel 1.7.1-48, §1 van het Wetboek voor het Onderwijs".

Art. 34. In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "met gelijke delen" opgeheven.

Art. 35. In titel 1, hoofdstuk 3 van hetzelfde decreet wordt een afdeling 1/1 ingevoegd met als titel "Sturing van de diensten voor schoolherinschakeling" en waarvan de inhoud volgt:

"3.1/1 Afdeling 1/1 - Sturing van de diensten voor schoolherinschakeling"

Art. 23/1. §1. Als onderdeel van een proces van voortdurende verbetering moet elke dienst voor schoolherinschakeling een sturingsplan uitwerken, in overeenstemming met zijn specifieke project bedoeld in artikel 25, dat na afloop van het contractualiseringsproces bedoeld in artikel 23/2, zijn doelstellingenovereenkomst vormt voor een periode van zes jaar. De sturingsplannen moeten uitgewerkt worden volgens het model, de elementen en bepalingen die de Regering vaststelt.

De sturingsplannen worden tussen 1 januari en 30 april van het jaar waarin ze gesloten moeten worden naar de in artikel 18 bedoelde facilitator verstuurd.

§ 2. Het sturingsplan van elke dienst voor schoolherinschakeling wordt opgesteld ter ondersteuning van het nastreven van de vierde verbeteringsdoelstelling van het onderwijssysteem met betrekking tot de geleidelijke vermindering van schooluitval, zoals bedoeld in artikel 1.5.2-2, eerste lid, 4°, van het Wetboek voor het Onderwijs.

§ 3. Het sturingsplan voor elke dienst voor schoolherinschakeling omvat met name de volgende elementen:

1° een balans van de dienst voor schoolherinschakeling met vermelding van haar sterktes en zwaktes, alsook de oorzaken daarvan. Deze balans wordt opgesteld rekening houdend met de informatie waarover de inrichtende macht van de dienst voor schoolherinschakeling beschikt en, indien van toepassing, met de indicatoren die specifiek zijn voor de situatie van de dienst voor schoolherinschakeling die door de diensten van de Regering worden doorgegeven aan de inrichtende macht van de dienst voor schoolherinschakeling;

2° de specifieke doelstellingen die door de dienst voor schoolherinschakeling moeten worden bereikt ter ondersteuning van het nastreven van de vierde verbeteringsdoelstelling van het onderwijssysteem met betrekking tot de geleidelijke vermindering van schooluitval en in het bijzonder de succesvolle terugkeer naar school van leerlingen in pijler 3 rond compensatie bedoeld in artikel 1.7.1-43 van het Wetboek voor het Onderwijs;

3° de strategieën die vereisen dat nieuwe acties prioritair worden uitgevoerd door de dienst voor schoolherinschakeling om de specifieke doelstellingen vermeld in 2° te bereiken.

Elke dienst voor schoolherinschakeling stelt zijn sturingsplan op, rekening houdend met de specifieke realiteit van de dienst, om bij te dragen aan de doelstelling voor het onderwijssysteem om schooluitval te verminderen.

Art. 23/2. §1. Binnen 40 kalenderdagen na de indiening van het sturingsplan analyseert de in artikel 18 bedoelde facilitator, na overleg met de inrichtende macht van de dienst voor schoolherinschakeling, of het sturingsplan afgestemd is op de voor het onderwijssysteem gestelde verbeteringsdoelstelling om schooluitval te verminderen.

De analyse van de correcte afstemming van het sturingsplan van de dienst voor schoolherinschakeling bestaat uit het opsporen van het bestaan van een eventuele manifeste beoordelingsfout bij het vastleggen van de specifieke doelstellingen in het sturingsplan van de dienst voor schoolherinschakeling in het licht van de vierde doelstelling om het onderwijssysteem te verbeteren of in de strategieën gedefinieerd om ze te implementeren.

§ 2. Indien het sturingsplan wordt goedgekeurd na afloop van die analyse, wordt het teruggestuurd naar de dienst voor schoolherinschakeling na ondertekening door de coördinatoren van het facilitatorenteam en de bevoegde facilitator, binnen de termijn bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, volgens de voorwaarden vastgesteld door de Regering.

Dat plan vormt vanaf dat moment de doelstellingenovereenkomst voor de dienst voor schoolherinschakeling. Ze wordt gesloten tussen de inrichtende macht van de dienst voor schoolherinschakeling en de Regering.

§ 3. Indien het sturingsplan niet als afgestemd bevonden wordt overeenkomstig paragraaf 1, zal de in artikel 18 bedoelde facilitator met redenen omklede aanbevelingen aan de inrichtende macht van de dienst voor schoolherinschakeling richten om het sturingsplan aan te passen.

Het aangepaste sturingsplan wordt naar de in artikel 18 bedoelde facilitator teruggestuurd binnen een termijn van 30 werkdagen na de kennisgeving van de in het eerste lid bedoelde aanbevelingen, met het oog op een nieuwe analyse van de afstemming ervan. De in artikel 18 bedoelde facilitator heeft dan 15 kalenderdagen de tijd om een nieuwe analyse van de afstemming van het sturingsplan uit te voeren.

Indien het wordt goedgekeurd, wordt het binnen de in het tweede lid bedoelde termijn van 15 kalenderdagen teruggestuurd naar de dienst voor schoolherinschakeling, na ondertekening door de coördinatoren van het facilitatorenteam en de bevoegde facilitator. Dat plan vormt vanaf dat moment de doelstellingenovereenkomst voor de dienst voor schoolherinschakeling. Ze wordt gesloten tussen de inrichtende macht van de dienst voor schoolherinschakeling en de Regering.

§ 4. Ingeval de dienst voor schoolherinschakeling weigert of niet in staat is om een sturingsplan op te stellen, kan de in artikel 18 bedoelde facilitator de in artikel 32 bedoelde inspectiediensten verzoeken een externe audit uit te voeren.

Op basis van de resultaten van de audit:

1° kan ofwel een sturingsplan worden opgesteld door de dienst voor schoolherinschakeling overeenkomstig artikel 23/1 en goedgekeurd overeenkomstig paragraaf 1, in voorkomend geval in overleg met de in artikel 18 bedoelde facilitator;

2° wordt de in artikel 33 bedoelde procedure in gang gezet indien uit de resultaten van de audit blijkt dat de dienst voor schoolherinschakeling of een of meer van zijn interventie-eenheden niet langer aan de in dit decreet vereiste voorwaarden voldoen.

Art. 23/3. §1. De doelstellingenovereenkomst van elke dienst voor schoolherinschakeling wordt na drie jaar van uitvoering tussentijds geëvalueerd en zo nodig gewijzigd in overeenstemming met paragraaf 2. Het wordt ook onderworpen aan een eindevaluatie tijdens het zesde jaar van uitvoering. Deze evaluatie worden uitgevoerd door de in artikel 18 bedoelde facilitator, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

De evaluaties hebben betrekking op de uitvoering van de strategieën en de efficiëntie ervan in verhouding tot de vastgestelde specifieke doelstellingen. De evaluaties worden met redenen omkleed.

§ 2. Wanneer uit de in paragraaf 1 bedoelde tussentijdse evaluatie blijkt dat de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst het niet mogelijk maakt om zijn doelstellingen te bereiken, stelt de inrichtende macht van de dienst voor schoolherinschakeling een wijziging van die overeenkomst voor binnen 50 werkdagen na de kennisgeving van de tussentijdse evaluatie.

Binnen 20 kalenderdagen na de indiening van het wijzigingsvoorstel voor de doelstellingenovereenkomst analyseert de in artikel 18 bedoelde facilitator deze wijziging samen met de inrichtende macht van de dienst voor schoolherinschakeling. Is hij van mening dat deze wijziging in overeenstemming is met de verbeteringsdoelstelling dat voor het onderwijssysteem is vastgelegd om schooluitval te verminderen, dan keurt hij de gewijzigde doelstellingenovereenkomst goed.

Indien de voorgestelde wijziging van de doelstellingenovereenkomst niet in overeenstemming wordt geacht met de verbeteringsdoelstelling die voor het onderwijssysteem is vastgesteld om schooluitval te verminderen, doet de in artikel 18 bedoelde facilitator gemotiveerde aanbevelingen aan de inrichtende macht zodat de doelstellingenovereenkomst wordt aangepast. De inrichtende macht past het wijzigingsvoorstel voor de doelstellingenovereenkomst aan en zendt dat aangepaste wijzigingsvoorstel voor de doelstellingenovereenkomst binnen 30 werkdagen na de kennisgeving van de aanbevelingen van de in artikel 18 bedoelde facilitator terug naar de in artikel 18 bedoelde facilitator. De in artikel 18 bedoelde facilitator heeft dan 15 kalenderdagen de tijd om een nieuwe analyse uit te voeren van de afstemming op de verbeteringsdoelstelling die voor het onderwijssysteem is vastgesteld om schooluitval te verminderen.

Ingeval de dienst voor schoolherinschakeling weigert of niet in staat is om een wijziging van de doelstellingenovereenkomst op te stellen, of in geval van kennelijke onwil om de doelstellingenovereenkomst uit te voeren of een kennelijke onmogelijkheid om de daarin vermelde doelstellingen te bereiken, kan de in artikel 18 bedoelde facilitator de in artikel 32 bedoelde inspectiediensten verzoeken een externe audit uit te voeren.

Op basis van de resultaten van de audit:

1° kan ofwel een wijziging van de doelstellingenovereenkomst worden opgesteld door de dienst voor schoolherinschakeling overeenkomstig artikel en goedgekeurd overeenkomstig paragraaf 1, in voorkomend geval in overleg met de in artikel 18 bedoelde facilitator;

2° wordt de in artikel 33 bedoelde procedure in gang gezet indien uit de resultaten van de audit blijkt dat de dienst voor schoolherinschakeling of een of meer van zijn interventie-eenheden niet langer aan de in dit decreet vereiste voorwaarden voldoen.

Art. 23/4. §1. Elke dienst voor schoolherinschakeling deelt jaarlijks geanonimiseerde gegevens mee met het oog op de sturing van het onderwijssysteem en de diensten voor schoolherinschakeling volgens de door de Regering vastgestelde voorwaarden. De Regering stelt de lijst van deze gegevens en de mededelingsvoorwaarden vast.

§ 2. De diensten van de Regering delen jaarlijks geanonimiseerde gegevens en/of indicatoren mee die specifiek zijn voor de situatie van de dienst voor schoolherinschakeling. De Regering stelt de lijst van deze gegevens en de mededelingsvoorwaarden vast."

Art. 36. In artikel 24, eerste lid van hetzelfde decreet wordt het woord "exclusief" opgeheven.

Art. 37. In artikel 26, §1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door hetgeen volgt:

"De Regering legt per interventie-eenheid het maximumaantal minderjarigen vast dat gelijktijdig wordt opgevangen en bepaalt de manier waarop de in artikel 1.7.1-51 van het Wetboek voor onderwijs bedoelde jongeren worden geteld.";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 38. In artikel 30 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Tevens zendt hij ook, om advies, de aanvraag om erkenning aan de Regering volgens de nadere regels bepaald door haar." opgeheven;

2° in het eerste lid worden de woorden "De adviezen en de aanvraag om erkenning worden binnen de drie maanden van het voornoemde bericht van ontvangst aan de leden van de Erkenningscommissie gestuurd". vervangen door de woorden "De adviezen en erkenningsaanvraag worden binnen een termijn van dertig dagen na de voormelde ontvangstbevestiging naar de leden van de Erkenningscommissie gestuurd.";

3° in het derde lid worden de woorden "zesde lid" vervangen door de woorden "vijfde lid";

4° in het vijfde lid wordt de zin "De Erkenningscommissie brengt haar advies uit binnen de twee maanden na het in overeenstemmingbrengen van het dossier en van zijn mededeling aan de promotor." vervangen door de zin "Binnen twee maanden na de ontvangst van het in overeenstemming gebrachte dossier brengt de Erkenningscommissie een met redenen omkleed advies uit aan de Regering."

Art. 39. In artikel 32 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° De woorden "de algemene Directie" worden vervangen door de woorden "het algemene Bestuur".

2° De woorden "de artikelen 20 tot 27" worden vervangen door de woorden "de artikelen 20 tot en met 23 en 24 tot en met 27";

3° De zin "Daartoe, stellen ze, minstens om de drie jaar, gezamenlijk, een inspectieverslag op dat aan de Voorzitter van de Erkenningscommissie wordt toegezonden volgens de nadere regels bepaald voor elk van beide betrokken Diensten" wordt vervangen door de zin "Daartoe stellen ze minstens om de drie jaar gezamenlijk een inspectieverslag op dat aan de Regering wordt toegezonden, met een kopie aan de Voorzitter van de Erkenningscommissie, volgens de voorwaarden bepaald voor elk van beide betrokken Diensten."

Artikel 34 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 18 januari 2018, wordt als volgt vervangen:

Art. 40. "Artikel 34. - §1. De ondersteuning van een minderjarige door een dienst voor schoolherinschakeling gebeurt in de gevallen en op verzoek van de personen bedoeld in artikel 1.7.1-48, §1, van het Wetboek voor het Onderwijs. In de gevallen bedoeld in artikel 1.7.1-48, §1, eerste lid, 2° tot 4°, van het Wetboek voor het Onderwijs, kan de minderjarige of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, zich, op eigen initiatief of op aanbeveling van de onderwijsinrichting, het Psycho-medisch-sociaal Centrum, de organen bedoeld in de artikelen 80, §3, en 88, §3, van het "Takendecreet", het Wetenschappelijk Onderzoek of de Adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de Directeur Jeugdbescherming of de Jeugdrechtbank, wenden tot een dienst voor schoolherinschakeling zodat de minderjarige wordt opgevangen.

De dienst voor schoolherinschakeling werkt met de vrijwillige medewerking van de minderjarige en zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, in samenwerking, naargelang het geval, met de sturingsbegeleider aangesteld onder pijler 3 rond compensatie bedoeld in artikel 1.7.1-45 van het Wetboek voor het Onderwijs, de PMS-centra, de scholen en de bevoegde instantie bedoeld, naargelang het geval, in artikel 80, §3, of artikel 88, §3, van het "Takendecreet". Het bevoegde orgaan bedoeld, naargelang het geval, in artikel 80, §3, of in artikel 88, §3, van het "Takendecreet", is het orgaan dat ressorteert onder de school die de minderjarige het laatst heeft bezocht.

§ 2. Een toelatingsproces met ten minste één toelatingsgesprek tussen de dienst voor schoolherinschakeling, de minderjarige en de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, wordt uitgevoerd binnen 15 werkdagen vanaf de datum van indiening van de aanvraag voor ondersteuning van de minderjarige. Dit gesprek heeft tot doel de afstemming van de ondersteuning van de minderjarige te verifiëren en de voorwaarden eraan vast te stellen.

Aan het einde van dit toelatingsproces:

1° kunnen de partijen instemmen met de ondersteuning van de minderjarige door de dienst voor schoolherinschakeling voor een periode die is vastgesteld overeenkomstig artikel 1.7.1-48, §2, van het Wetboek voor het Onderwijs;

2° stelt de dienst voor schoolherinschakeling vast dat de aangeboden ondersteuning en de vraag van de minderjarige niet met elkaar in evenwicht zijn. In dat geval deelt hij dat mee aan de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, evenals aan de persoon of dienst die de ondersteuningsaanvraag of -aanbeveling heeft gedaan.

§ 3. De dienst voor schoolherinschakeling die, om een andere reden dan plaatsgebrek, de ondersteuning van een minderjarige bedoeld in artikel 1.7.1-48, §1, en 1.7.1-51 van het Wetboek voor het Onderwijs weigert, deelt dit onder opgave van redenen mee aan de Algemene Directie verplicht onderwijs. In het geval van een minderjarige bedoeld in artikel 1.7.1-51 van het Wetboek voor het Onderwijs, stelt hij ook de betrokken school hiervan in kennis."

Art. 41. Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

"**Artikel 35. - §1.** In het kader van de ondersteuning van een minderjarige die in een situatie van schooluitval of crisissituatie bevindt bedoeld in artikel 1.7.1-48, §1, eerste lid, 1° en 2°, van het Wetboek voor het Onderwijs, wordt een protocol gesloten tussen:

1° de dienst voor schoolherinschakeling;

2° de minderjarige en zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent;

3° de schooldirecteur of zijn afgevaardigde.

Dit protocol omvat minstens de volgende elementen:

1° de geschatte duur van de ondersteuningsperiode van de minderjarige, die de maximumduur bedoeld in artikel 1.7.1-48, §2, van het Wetboek voor het Onderwijs niet mag overschrijden;

2° de voorwaarden voor de ondersteuning van de minderjarige;

3° de voorwaarden voor de samenwerking tussen de dienst voor schoolherinschakeling en de school tijdens de ondersteuningsperiode; Deze voorwaarden betreffen meer bepaald de aanlevering van pedagogische documenten of de interventie door leden van het onderwijsteam in het kader van de activiteiten geïmplementeerd door de dienst schoolherinschakeling;

4° de voorwaarden voor de samenwerking tussen de dienst voor schoolherinschakeling en de school wanneer de minderjarige naar zijn school terugkeert en dat in overeenstemming met artikel 1.7.1-51 van het Wetboek voor het Onderwijs;

5. de voorwaarden voor de aanlevering van de in artikel 38 ondersteuningsbalansen aan de ouders of persoon die het ouderlijk gezag uitoefent en aan de directeur van de school of zijn afgevaardigde.

Om de voorwaarden voor de ondersteuning van de in het tweede lid, 2°, bedoelde minderjarige vast te stellen, zal de dienst voor schoolherinschakeling samen met de minderjarige, en voor zover dat mogelijk is, met de ouders of persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, een persoonlijk project opstellen dat rekening houdt met de ervaringen van de minderjarige en dat sociale en educatieve dimensies en een pedagogische dimensie omvat. Deze voorwaarden moeten ervoor zorgen dat de minderjarige zijn leerproces gesteund op het referentiesysteem van de initiële competenties bedoeld in artikel 1.4.2-1 van het Wetboek voor het Onderwijs of de referentiekaders van de gemeenschappelijke kern bedoeld in artikel 1.4.2-2 van hetzelfde Wetboek of de bekwaamheidsniveaus of de competenties en kennis bedoeld in de artikelen 16, 25 en 35 van het "Takendecreet".

§ 2. In het kader van de ondersteuning van een minderjarige die permanent is uitgesloten en die niet opnieuw in een school kan ingeschreven worden of zich in geen enkele school inschreef en die geen thuisonderwijs krijgt als bedoeld in artikel 1.7.1-48, §1, eerste lid, 3° en 4°, van het Wetboek voor het Onderwijs, wordt een protocol gesloten tussen:

1° de dienst voor schoolherinschakeling;

2° de minderjarige en zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent;

Dit protocol omvat minstens de volgende elementen:

1° de geschatte duur van de ondersteuningsperiode van de minderjarige, die de maximumduur bedoeld in artikel 1.7.1-48, §2, van het Wetboek voor het Onderwijs niet mag overschrijden;

2° de voorwaarden voor de ondersteuning van de minderjarige;

3° de voorwaarden voor de aanlevering van de in artikel 38 ondersteuningsbalansen aan de ouders of persoon die het ouderlijk gezag uitoefent.

Om de voorwaarden voor de ondersteuning van de in het tweede lid, 2°, bedoelde minderjarige vast te stellen, zal de dienst voor schoolherinschakeling samen met de minderjarige, en voor zover dat mogelijk is, met de ouders of persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, een persoonlijk project opstellen dat rekening houdt met de ervaringen van de minderjarige en dat sociale en educatieve dimensies en een pedagogische dimensie omvat. Deze voorwaarden moeten ervoor zorgen dat de minderjarige zijn leerproces gesteund op het referentiesysteem van de initiële competenties bedoeld in artikel 1.4.2-1 van het Wetboek voor het Onderwijs of de referentiekaders van de gemeenschappelijke kern bedoeld in artikel 1.4.2-2 van hetzelfde Wetboek of de bekwaamheidsniveaus of de competenties en kennis bedoeld in de artikelen 16, 25 en 35 van het "Takendecreet".

Tijdens de ondersteuning organiseert de dienst voor schoolherinschakeling een partnerschap met de directeur van de school van de minderjarige en met de directeur van het Psycho-medisch-sociaal Centrum of hun vertegenwoordiger. Onder school wordt in de zin van deze paragraaf verstaan: de school die de minderjarige bezocht voorafgaand aan zijn ondersteuning door de dienst schoolherinschakeling of, indien van toepassing, de school die hij na afloop van de ondersteuning zal bezoeken.

De dienst voor schoolherinschakeling kan ook een partnerschap organiseren met elke andere school binnen of buiten deze laatste.

§ 3. De Regering legt de protocolmodellen vast."

Art. 42. Artikel 36 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

"**Artikel 36.** - § 1. Iedere begeleidingsperiode moet het voorwerp uitmaken van een erkenning van scholing op grond van artikel 1.7.1-48, §1, eerste lid, van het Wetboek voor Onderwijs door de Minister bevoegd voor Verplicht onderwijs. De Regering bepaalt onder welke voorwaarden de erkenning wordt aangevraagd en verleend.

§ 2. Wanneer de jongere zijn ondersteuning onderbreekt, deelt de dienst voor schoolherinschakeling dat mee aan de persoon of dienst die de ondersteuning heeft aanbevolen.

Wanneer de jongere zijn ondersteuning onderbreekt en de dienst voor schoolherinschakeling vaststelt dat hij in gevaar verkeert in de zin van het decreet "Hulpverlening aan de jeugd", informeert hij de Adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur Jeugdbescherming of de Jeugdrechtbank betrokken bij de situatie van de jongere."

Art. 43. Artikel 37 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

"**Artikel 37.** - Tijdens de begeleidingsperiode van de leerling wordt het persoonlijk project geregeld met de minderjarige besproken om de evolutie ervan in te schatten en de beoogde doelstellingen te kunnen bijsturen. De partijen bij het protocol bedoeld in artikel 35 worden op de hoogte gehouden van de aangebrachte wijzigingen.

De dienst voor schoolherinschakeling probeert de specifieke problemen van elke minderjarige naar voren te brengen en ontwikkelt hulpmiddelen om oplossingen te vinden voor hun verschillende problemen.

Tijdens de begeleidingsperiode implementeert de dienst voor schoolherinschakeling systematisch pedagogische en educatieve activiteiten die een blijvende schoolherinschakeling van de minderjarige nastreven."

Art. 44. In artikel 38 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 18 januari 2018, wordt paragraaf 1 als volgt vervangen:

"§1. Voor de hele duur van de ondersteuning van de minderjarige stuurt de dienst voor schoolherinschakeling de balansverslagen van de ondersteuning naar de partijen bij het protocol bedoeld in artikel 35.

Een eerste balans die de staat opmaakt van de ondernomen acties wordt binnen een maand na het sluiten van het protocol verstuurd naar de partijen bij het protocol bedoeld in artikel 35.

Een tweede balans die de eerste conclusies van de ondersteuning trekt, wordt uiterlijk bij het verstrijken van de drie maanden na de datum waarop het protocol gesloten werd aan de partijen bij het protocol bedoeld in artikel 35 toegezonden.

Aan het einde van de ondersteuning door de dienst schoolherinschakeling en uiterlijk na afloop van de in artikel 40 bedoelde overlegvergadering wordt een derde en laatste balans die de eindconclusies van de ondersteuning trekt naar de partijen bij het protocol bedoeld in artikel 35 toegezonden.

De balansen bevatten een beknopte analyse van de aanvangssituatie en uitleg bij het geleverde werk. Ze beschrijven de elementen aan de hand waarvan de partners de nodige voorwaarden kunnen scheppen voor een goede inschakeling van de minderjarige in een school of, indien van toepassing, in een andere opleidingsstructuur.

Wanneer de ondersteuning door de dienst voor schoolherinschakeling betrekking heeft op een minderjarige in een situatie van schooluitval bedoeld in artikel 1.7.1-48, §1, eerste lid, 1°, van het Wetboek voor het Onderwijs, bezorgt de dienst voor schoolherinschakeling een kopie van de balansen aan de aangewezen sturingsbegeleider onder pijler 3 rond compensatie bedoeld in artikel 1.7.1-45 van het Wetboek voor het Onderwijs."

Art. 45. Artikel 39 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

"**Artikel 39.** - §1 Wanneer een begeleiding eindigt in het kader van een situatie bedoeld in artikel 1.7.1-48, §1, eerste lid, 1°, van het Wetboek voor het Onderwijs, betreft de dienst voor schoolherinschakeling de aangewezen sturingsbegeleider in het kader van pijler 3 rond compensatie bedoeld in artikel 1.7.1-45 van de Wetboek voor het Onderwijs.

§ 2. Wanneer een begeleiding eindigt in het kader van een situatie bedoeld in artikel 1.7.1-48, §1, eerste lid, 2° tot en met 3°, van het Wetboek voor het Onderwijs, betreft de dienst voor schoolherinschakeling het betreffende team van het PMS-centrum enerzijds bij de begeleiding van het schooloriëntatieproces van de minderjarige, en neemt anderzijds, naargelang het geval, contact op met de instanties bedoeld in artikel 80 §3 of 88 §3 van het "Takendecreet" om bij de schoolherinschakeling van de minderjarige te assisteren.

Op vraag van de minderjarige en zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, kan het inrichtingshoofd een beroep doen op het PMS-centrum om de terugkeer van de leerling naar de school te begeleiden."

Art. 46. Artikel 40 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

"**Artikel 40.** - §1 Met inachtneming van de bepalingen bedoeld in artikel 1.7.1-48 van het Wetboek voor het Onderwijs, wordt het einde van de begeleiding van de minderjarige door de dienst voor schoolherinschakeling bepaald door het verwerven van de vaardigheden die de minderjarige in staat stellen zijn schoolopleiding adequaat te hervatten.

Het einde van de ondersteuning door de dienst voor schoolherinschakeling wordt door de partijen bij het protocol bedoeld in artikel 35 vastgelegd tijdens een overlegvergadering.

De leerling keert terug naar school na overleg tussen de leerling, zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, de dienst voor schoolherinschakeling en de directeur als de leerling is ingeschreven in een school. Wanneer de ondersteuning door de dienst voor schoolherinschakeling betrekking heeft op een minderjarige in een situatie van schooluitval bedoeld in artikel 1.7.1-48, §1, eerste lid 1°, van het Wetboek voor het Onderwijs, neemt de sturingsbegeleider aangesteld in het kader van pijler 3 rond compensatie bedoeld in artikel 1.7.1-45 van het Wetboek voor het Onderwijs en, indien van toepassing, de sturingsbegeleider die de leerling zal opvolgen onder pijler 1 rond vroegtijdige ondersteuning bedoeld in artikel 1.7.1-34 van hetzelfde Wetboek, deel aan de overlegvergadering.

§ 2. De dienst voor schoolherinschakeling deelt de einddatum van de ondersteuning van de minderjarige mee aan Bestuur van het Onderwijs."

Art. 47. In titel 1 van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk 4 ingevoegd met als titel "Schoolintegratiecellen", waarvan de inhoud als volgt luidt:

"Hoofdstuk 4. – Schoolintegratiecellen

AFDELING 1. - TAKEN EN ALGEMENE ORGANISATIE VAN DE SCHOOLINTEGRATIECELLEN

Art. 40/1. - Met betrekking tot de in 40/2 bedoelde minderjarigen worden in deze afdeling de volgende doelstellingen nagestreefd:

1° de geleidelijke en optimale inschakeling of herinschakeling, zonder vaste termijn, van minderjarigen in het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap mogelijk maken: ofwel in een schoolstructuur, ofwel in een opleidingsstructuur erkend in het kader van de leerplicht, ofwel in een beroepsopleidingsstructuur;

2. toezien op hun maatschappelijke integratie;

3° aangepaste pedagogische en psychosociale begeleiding bieden die, op een transversale manier, gericht is op educatieve en psychosociale aspecten, rekening houdend met het ritme, de realiteit, de denkwijzen en de actie die specifiek zijn voor elk;

4° sociale, educatieve en pedagogische hulp bieden.

Art. 40/2. - Het systeem van schoolintegratiecellen wordt opgericht ten behoeve van:

1. niet-geschoolde minderjarigen die nooit schoolgelopen hebben;

2. ondergeschoolde minderjarigen, namelijk degenen die schoolliepen en een aanzienlijke leerachterstand hebben opgelopen als gevolg van onderbrekingen in hun opleiding;

3° analfabete en/of gepolytraumatiseerde niet-geschoolde minderjarigen;

4° minderjarige leerlingen ingeschreven in een inrichting voor gewoon en gespecialiseerd lager en middelbaar onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en die ofwel ondergeschoold, of analfabeet en/of gepolytraumatiseerd zijn.

Minderjarigen en leerlingen die aan een van de in het eerste lid genoemde voorwaarden voldoen, kunnen tot de leeftijd van 21 jaar ondersteund worden.

Art. 40/3. - Op gemotiveerd advies van de Erkenningscommissie van de schoolintegratiecellen bedoeld in artikel 28 erkent en subsidieert de Regering van de Franse Gemeenschap twee structuren bestemd om de in artikel 40/2 bedoelde minderjarigen op te vangen.

Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen kan de Regering het aantal in het eerste lid bedoelde erkende en gesubsidieerde structuren verhogen.

Deze structuren worden "schoolintegratiecellen" genoemd en moeten voldoen aan de erkenningsvoorwaarden opgesomd in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

Elke erkende en gesubsidieerde schoolintegratiecel vangt zowel minderjarigen op die niet zijn ingeschreven in een school, als minderjarigen die zijn ingeschreven in onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap of onderwijsinrichtingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 40/4. - In het kader van de in artikel 40/1 genoemde doelstellingen hebben de schoolintegratiecellen de taak om sociale, educatieve en pedagogische hulp en begeleiding te bieden gerelateerd aan de gezinsomgeving of het leven van de minderjarige.

Onder sociale, educatieve en pedagogische hulp wordt verstaan: elke vorm van hulp of actie die het op een geleidelijke en optimale manier mogelijk maakt om de inschakeling of herinschakeling in de maatschappij en het onderwijs te vergemakkelijken, om de ontwikkelings- en leeromstandigheden van deze minderjarigen te verbeteren, met inbegrip van hun alfabetisering.

Dit wordt vertaald in een dagopvang van deze minderjarigen en is niet beperkt in de tijd.

Het doel van elke ondersteuning door een schoolintegratiecel is de integratie of terugkeer van de minderjarige, zo snel mogelijk en onder de best mogelijke omstandigheden, naar een schoolstructuur, een opleidingsstructuur erkend in het kader van de leerplicht of een beroepsopleidingsstructuur.

Art. 40/5. - Binnen de grenzen van de beschikbare budgettaire middelen bepaalt de Regering het forfaitbedrag van de jaarlijkse subsidie toegekend aan elke erkende en gesubsidieerde schoolintegratiecel krachtens het decreet. Het bedrag van de subsidie wordt gelijk verdeeld en ingeboekt op de kredieten ingeschreven in de begroting van het Onderwijs en de begroting van de Hulpverlening aan de jeugd.

Deze subsidie is bedoeld om de werkings- en personeelskosten te dekken die inherent zijn aan de uitvoering van de activiteit van elke schoolintegratiecel.

De voorwaarden voor de uitkering en het gebruik van deze subsidie worden bepaald door de Regering. Deze voorwaarden zijn gemeenschappelijk voor de sectoren Onderwijs en Hulpverlening aan de Jeugd. De naleving van de gebruiksvoorwaarden wordt aan een jaarlijkse controle onderworpen volgens een door de Regering vastgestelde procedure.

AFDELING 2 - ERKENNINGSVOORWAARDEN VOOR DE SCHOOLINTEGRATIECELLEN

Art. 40/6. - De operator die de erkenning van een schoolintegratiecel wenst te verkrijgen, is ofwel een publiekrechtelijke rechtspersoon, ofwel opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk die tot doel heeft de in artikel 40/4 bedoelde taken uit te voeren.

Art. 40/7. - § 1. Het specifieke project van de schoolintegratiecel kadert in de verwezenlijking van de doelstellingen bedoeld in afdeling 1 van dit hoofdstuk.

In het project worden de methodologische keuzes gespecificeerd die het mogelijk maken om de in artikel 40/1 genoemde doelstellingen te bereiken.

§ 2. Het specifieke project van de schoolintegratiecel wordt periodiek geëvalueerd, ten minste eenmaal per jaar, en bijgewerkt. Het moet worden bijgewerkt wanneer het niet langer overeenstemt met de werkmethode van de schoolintegratiecel of wanneer wordt vastgesteld dat het specifieke project niet langer aan de behoeften voldoet.

Het bijgewerkte specifieke project wordt aan de voorzitter van de Erkenningscommissie toegezonden.

§ 3. Jaarlijks, vóór eind september, stuurt de schoolintegratiecel een activiteitenverslag over het voorgaande schooljaar naar de voorzitter van de Erkenningscommissie. De voorzitter van de Erkenningscommissie zendt het activiteitenverslag door aan de Regering.

Art. 40/8. - § 1. De schoolintegratiecel moet een jaargemiddelde, berekend over drie jaar, bereiken van 90 procent van zijn ondersteuningscapaciteit. De schoolintegratiecel deelt zijn ondersteuningscapaciteit mee in zijn erkenningsaanvraag.

Per schoolintegratiecel bepaalt de Regering het maximaantal minderjarigen dat gelijktijdig wordt opgevangen en bepaalt de manier waarop de jongeren geteld worden.

§ 2. *De schoolintegratiecel voert zijn activiteiten buiten de gebouwen van onderwijsinrichtingen uit.*

§ 3. *De schoolintegratiecel voert zijn activiteiten tijdens en buiten de schoolperiode uit. Tijdens de schoolperiode voert de schoolintegratiecel zijn activiteiten uit volgens de jaarlijkse schoolkalender die voor het Verplicht onderwijs is vastgelegd.*

De schoolintegratiecel organiseert vrijelijk de verdeling van de tijd die wordt besteed aan het werken met minderjarigen. Tijdens de schoolperiode geniet de minderjarige wekelijks een aantal activiteitenperiodes gelijk aan het aantal wekelijkse lesperiodes.

Bepaalde activiteiten kunnen een aanpassing van het lesrooster met zich meebrengen.

Art. 40/9. - *De personeelsleden van de schoolintegratiecel moeten:*

- 1° *van onberispelijk gedrag zijn;*
- 2° *geen gevaar vormen voor de ondersteunde minderjarigen;*
- 3° *geschikt bevonden zijn door de Arbeidsgeneeskunde;*
- 4° *een opleiding gevolgd hebben en/of de nodige ervaring hebben op het educatieve, sociale of pedagogische vlak voor de goede uitvoering van hun taak;*
5. *in staat zijn om een sociale, educatieve en pedagogische houding aan te nemen die is aangepast aan het persoonlijke project van elke minderjarige;*
- 6° *in staat zijn om sociale, educatieve of pedagogische activiteiten uit te voeren die gericht zijn op het bereiken van de algemene doelstellingen van schoolintegratiecellen.*

AFDELING 3 - ERKENNINGSPROCEDURE VOOR SCHOOLINTEGRATIECELLEN

ONDERAFDELING 1 - ERKENNINGSCOMMISSIE

Art. 40/10. - *De Erkenningscommissie bedoeld in artikel 28 behandelt aanvragen voor de erkenning van schoolintegratiecellen.*

ONDERAFDELING 2 - INDIENING VAN ERKENNINGSAANVRAGEN

Art. 40/11. - *De projectpromotoren moeten de erkenningsaanvraag voor een schoolintegratiecel per aangetekend schrijven indienen bij de voorzitter van de Erkenningscommissie.*

De aanvraag, opgesteld in overeenstemming met een gestandaardiseerd raster gedefinieerd door de minister van Onderwijs, bevat, naast de elementen bedoeld in de artikelen 40/6 tot en met 40/9:

- 1) *indien van toepassing, een kopie van de statuten van de vereniging zonder winstoogmerk;*
- 2) *de lijst van de personeelsleden, evenals de functie, het functieprofiel en de kwalificatie voor elk van de personeelsleden;*
- 3) *de identificatie van de arbeidsgeneeskundige dienst;*
- 4) *de opvangcapaciteit van de dienst;*
- 5) *de inhoud en de modaliteiten van de opleiding van het personeel;*
- 6) *het specifieke project bedoeld in artikel 40/7;*
- 7) *de normale activiteitenuren tijdens de schoolperiode en/of tijdens de buitenschoolse periode;*
- 8) *voor de vereniging opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk, de identificatie van de accountant of bedrijfsrevisor verantwoordelijk voor de controle van de jaarrekening;*
- 9) *een huishoudelijk reglement met de verbintenissen van de schoolintegratiecel, de minderjarige en het gezin met betrekking tot de voorwaarden van de ondersteuning. Dit document zal ter beschikking worden gesteld van de minderjarigen en gezinnen en zal in het bijzonder specificeren hoe de regels aan de minderjarigen zullen worden uitgelegd;*
- 10) *het gunstige rapport van de gewestelijke brandweerdienst en dat van de arbeidsgeneeskundige dienst;*
- 11) *de verzekeringscontracten die het volgende dekken:*
 - a) *de burgerlijke aansprakelijkheid van de publiekrechtelijke rechtspersoon of van de vereniging, haar personeel en de personen die in de dienst verblijven;*
 - b) *de goederen van de vereniging;*
 - c) *de burgerlijke aansprakelijkheid van de ondersteunde of geholpen minderjarigen;*
 - d) *lichamelijk letsel berokkend aan ondersteunde minderjarigen.*
- 12) *de verbintenis van de publiekrechtelijke rechtspersoon, de vereniging of de persoon aan wie het beheer van de schoolintegratiecel is toevertrouwd, om elke ernstige gebeurtenis, zoals in het bijzonder overlijden, ernstig disciplinair incident, langdurige onderbreking van de activiteiten van de schoolintegratiecel, ernstige fout van het personeel, met inbegrip van in het bijzonder zedenfeiten, onregelmatigheid in het beheer van de dienst, een schadegeval allerhande ter kennis van de besturen te brengen onder de door haar bepaalde voorwaarden.*

ONDERAFDELING 3 - ONDERZOEK VAN ERKENNINGSAANVRAGEN

Art. 40/12. - *De voorzitter van de Erkenningscommissie bevestigt de ontvangst van de in artikel 40/11 bedoelde aanvraag. De adviezen en de erkenningsaanvraag worden binnen dertig dagen na voormelde ontvangstbevestiging aan de leden van de Erkenningscommissie toegezonden.*

De Erkenningscommissie wordt bijeengeroepen overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

Onder voorbehoud van de toepassing van het vijfde lid brengt de Erkenningscommissie binnen drie maanden na de in het eerste lid bedoelde ontvangstbevestiging een met redenen omkleed advies uit aan de Regering. Bij gebreke van een advies binnen de gestelde termijn, beslist de Regering.

Het advies van de Erkenningscommissie voldoet aan de voorwaarden van artikel 40/3, derde lid.

De Commissie kan opmerkingen richten tot de projectenpromotoren opdat ze beter zouden voldoen aan de in dit decreet vermelde voorwaarden. De betrokken promotoren hebben na de kennisgeving van voornoemde opmerkingen drie maanden de tijd om hun dossier in overeenstemming te brengen en aan de Erkenningscommissie toe te zenden. De Erkenningscommissie brengt binnen twee maanden na ontvangst van het in overeenstemming gebrachte dossier een met redenen omkleed advies uit aan de Regering. Bij niet-naleving van deze termijn wordt het advies als gunstig beschouwd.

ONDERAFDELING 4 - TOEKENNING VAN ERKENNINGEN

Art. 40/13. - Binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de Erkenningscommissie wijst de Regering de nieuwe structuren aan die als schoolintegratiecellen erkend en gesubsidieerd worden.

De Regering stelt de projectpromotoren via haar Diensten in kennis van haar beslissing.

In geval van een significante wijziging van het specifieke project of de voorwaarden bedoeld in artikel 40/11, moeten de projectpromotoren de Erkenningscommissie hiervan in kennisstellen.

AFDELING 4 - INSPECTIE

Art. 40/14. - De Algemene inspectiedienst van het Onderwijs en de Dienst voor pedagogische inspectie van de Algemene directie Hulpverlening aan de Jeugd worden belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen bedoeld in artikelen 40/3 tot en met 40/9. Daartoe, stellen ze, minstens om de drie jaar, gezamenlijk een inspectieverslag op dat wordt toegestuurd aan de Regering met een kopie aan de Voorzitter van de Erkenningscommissie onder de voorwaarden bepaald voor elk van beide betrokken Diensten.

Art. 40/15. - Wanneer de Regering op basis van het door de Inspectiediensten toegezonden verslag bedoeld in het vorige artikel vaststelt dat de schoolintegratiecel niet langer voldoet aan de in dit besluit gestelde voorwaarden, stuurt ze hem en zijn inrichtende macht een aanmaning.

De schoolintegratiecel heeft een termijn van 3 maanden om hieraan te voldoen.

Indien deze aanmaning niet wordt nageleefd binnen de voormelde termijn, en na advies van de Erkenningscommissie, kan de Regering de erkenning van de schoolintegratiecel en de daaruit voortvloeiende subsidies intrekken.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor de intrekking van de erkenning.

AFDELING 5 - BEGELEIDING VAN MINDERJARIGEN OPGEVANGEN DOOR DE SCHOOLINTEGRATIECELLEN

Art. 40/16. - § 1. Op eigen initiatief of op aanbeveling van de onderwijsinrichting, het Psycho-medisch-sociaal Centrum, of de Adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur Jeugdbescherming of de Jeugdrechtbank, kan de in artikel 40/2 bedoelde minderjarige, zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent zich tot een schoolintegratiecel wenden om de minderjarige daar te laten ondersteunen.

De schoolintegratiecel werkt met de vrijwillige medewerking van de minderjarige, zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, indien van toepassing, in partnerschap met de psycho-medisch-sociale centra en onderwijsinrichtingen.

§ 2. Stelt de schoolintegratiecel vast dat de aangeboden ondersteuning en de vraag van de minderjarige niet met elkaar in evenwicht zijn, ziet hij erop toe dat mee te delen aan de ouders of persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, net als aan de persoon of de dienst die de ondersteuning heeft aanbevolen.

§ 3. De schoolintegratiecel die, om een andere reden dan plaatsgebrek, de ondersteuning van een minderjarige bedoeld in artikel 40/2 weigert, deelt dit onder opgave van redenen mee aan de Algemene Directie verplicht onderwijs en, in voorkomend geval, aan de schoolinrichting.

Verzoeken die niet door een ondersteuning gevolgd worden, worden bovendien gemeld in het in artikel 40/7 bedoelde activiteitenverslag.

Art. 40/17. - Het sociaal-educatieve team van de schoolintegratiecel zal samen met elke minderjarige en, in voorkomend geval, met zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, een persoonlijk project opstellen dat rekening houdt met de ervaringen van de minderjarige en de sociale, educatieve en pedagogische dimensies omvat.

Het leerproces kan, meer bepaald en voor zover dat mogelijk is gelet op de situatie van de minderjarige, steunen op het referentiesysteem van de initiële competenties bedoeld in artikel 1.4.2-1 van het Wetboek voor het Onderwijs of de referentiekaders van de gemeenschappelijke kern bedoeld in artikel 1.4.2-2 van hetzelfde Wetboek of de bekwaamheidsniveaus of de competenties en kennis bedoeld in de artikelen 16, 25 en 35 van het "Takendecreet".

Het persoonlijk project wordt geregeld met de minderjarige besproken om de evolutie ervan in te schatten en de beoogde doelstellingen te kunnen bijsturen of nieuwe doelstellingen vast te leggen. De ouders worden op de hoogte gehouden van dit project.

De schoolintegratiecel probeert de specifieke problemen van elke minderjarige naar voren te brengen en ontwikkelt hulpmiddelen om oplossingen te vinden voor hun verschillende problemen.

Art. 40/18. - § 1. Iedere begeleidingsperiode door de schoolintegratiecel moet het voorwerp uitmaken van een erkenning van scholing op grond van artikel 1.7.1-47, §2, van het Wetboek voor Onderwijs door de Minister bevoegd voor Verplicht onderwijs. De Regering bepaalt onder welke voorwaarden de erkenning wordt aangevraagd en verleend.

§ 2. Wanneer de ondersteuning wordt onderbroken, informeert de schoolintegratiecel de persoon of dienst die de ondersteuning heeft aanbevolen.

Wanneer de ondersteuning wordt onderbroken en de schoolintegratiecel vaststelt dat de minderjarige in gevaar verkeert in de zin van het decreet "Hulpverlening aan de jeugd", informeert hij de Adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur Jeugdbescherming of de Jeugdrechtbank betrokken bij de situatie van de jongere."

Art. 40/19. - Tijdens de ondersteuningsperiode kan de schoolintegratiecel een partnerschap organiseren met elke nuttige structuur gericht op de inschakeling of herinschakeling in de maatschappij en het onderwijs van de minderjarige.

Art. 40/20. - § 1. Voor de hele duur van de ondersteuning van de minderjarige stuurt de schoolintegratiecel de balansverslagen van de ondersteuning naar de betrokken partners.

Een eerste balans die de staat opmaakt van de ondernomen acties wordt binnen een maand na de datum van de ondersteuning van de minderjarige verstuurd naar de betrokken partners.

De schoolintegratiecel stuurt de betrokken partners om de drie maanden een nieuwe balans.

Aan het einde van de ondersteuning stuurt de dienst hen een laatste balans.

De balansen bevatten een analyse van de aanvangssituatie en uitleg bij het geleverde werk. Ze beschrijven de elementen aan de hand waarvan de partners de nodige voorwaarden kunnen scheppen voor een goede inschakeling of herinschakeling van de minderjarige in de maatschappij en het onderwijs in een onderwijsstructuur, ofwel in een opleidingsstructuur erkend in het kader van de leerplicht ofwel in een beroepsopleidingsstructuur.

§ 2. De medewerkers van de schoolintegratiecel moeten het beroepsgeheim en de deontologische code van de Hulpverlening aan de jeugd naleven.

Art. 40/21. - § 1. Het einde van de ondersteuning van de minderjarige door de schoolintegratiecel wordt bepaald door de verwerving van vaardigheden die de minderjarige in staat stellen het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap (opnieuw) te integreren, ofwel in een opleidingsstructuur erkend in het kader van de leerplicht, ofwel in een beroepsopleidingsstructuur.

De inschakeling in of terugkeer naar de school of een van de in het eerste lid bedoelde structuren gebeurt na overleg tussen de leerling, zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent en de schoolintegratiecel.

De schoolintegratiecel ondersteunt de minderjarige, zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent om de minderjarige in te schrijven in een onderwijsinstelling, een opleidingsstructuur of een beroepsopleidingsstructuur, in overeenstemming met de bepalingen met betrekking tot de leerplicht.

§ 2. De schoolintegratiecel deelt de einddatum van de ondersteuning van de minderjarige mee aan Bestuur van het Onderwijs."

HOOFDSTUK 3. — Bepalingen tot wijziging van diverse wetgevingen

Art. 48. In artikel 20 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, zoals laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2022, wordt paragraaf 5/1 als volgt vervangen:

"§5/1. Wanneer bijkomende lestijden naast het totaal aantal leraarperioden aan een schoolinrichting toegekend overeenkomstig artikel 1.7.1-50 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs besteed worden aan de tijdelijke aanwerving van een opvoedend hulppersoneelslid overeenkomstig voormeld artikel 1.7.1-50, kan de betrekking van dat lid van het opvoedend hulppersoneel in vier delen gedeeld worden."

Art. 49. In artikel 3, 4., tweede lid, van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 9 februari 2023, worden de woorden "de administratieve coördinatiecel voor de acties ter voorkoming van geweld op school, schoolverzuim, schooluitval en vroegtijdig schoolverlaten, opgericht bij artikel 22 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie" vervangen door de woorden "de geïntegreerde scholenbijstandsdienst bedoeld in artikel 1.7.11-2 van het Wetboek voor het Basis- en Secundair Onderwijs".

Art. 50. In artikel 15bis van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs worden de woorden "mits de verplichting bedoeld in artikel 25, tweede lid, van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie wordt nageleefd" opgeheven.

Art. 51. In artikel 9/1 van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra, zoals ingevoegd bij het decreet van 21 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "bij het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie" worden vervangen door de woorden "door titel VII van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en door artikel 41 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie." ;

2° Artikel 9/1 wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

"De psycho-medisch-sociale centra treden op in het individuele opvolgings- en begeleidingsschema van leerlingen die school langdurig verzuimen, of het risico lopen op schooluitval of zich in een schooluitvalsituatie bevinden overeenkomstig de artikelen 1.7.1-31 e.v. van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs."

Art. 52. Artikel 44ter/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, wordt als volgt vervangen:

"Artikel 44ter/1. - Wanneer bijkomende periodes naast het periode-kapitaal aan een schoolinrichting toegekend overeenkomstig artikel 1.7.1-50 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs besteed worden aan de tijdelijke aanwerving van een opvoedend hulppersoneelslid overeenkomstig voormeld artikel 1.7.1-50, kan de betrekking van dat lid van het opvoedend hulppersoneel in vier delen gedeeld worden."

Art. 53. In het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de artikelen 7 tot en met 18 en 22 worden opgeheven per 26 augustus 2024;

2° de artikelen 23, 25 en 26 worden opgeheven per 25 augustus 2025.

Het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie wordt opgeheven per 24 augustus 2023.

Art. 54. In artikel 9 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, wordt paragraaf 1 aangevuld met een punt 18 dat als volgt luidt:

"18. herinschakelingsborger bedoeld in artikel 1.7.1-30 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs."

Art. 55. In artikel 14 van het decreet van 28 maart 2019 Decreet betreffende de steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 juni 2022, wordt paragraaf 1 aangevuld met een 15° dat als volgt luidt:

"15° scholen adviseren en ondersteunen die sterk getroffen zijn door het fenomeen van schoolverzuim."

Art. 56. Artikel 10 van het decreet van 31 maart 2022 tot aanlegging van het begeleidingsdossier voor de leerling (DAccE) zoals gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2023, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Artikel 10. §1. In het gewone basisonderwijs en onverminderd artikel 10/1 is het gebruik van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) verplicht vanaf de volgende schooljaren:

1° 2023-2024: voor alle leerlingen ingeschreven in het 1e, 2e en 3e jaar kleuteronderwijs en in het 1e, 2e, 3e en 4e jaar lager onderwijs;

2° 2024-2025: voor alle leerlingen ingeschreven in het 5e jaar van het basisonderwijs;

3° 2025-2026: voor alle leerlingen ingeschreven in het 6e jaar van het basisonderwijs.

In afwijking van het eerste lid is het gebruik van het luik "schoolbezoek" van het DaccE verplicht vanaf het schooljaar 2026-2027.

§ 2. *In het gewone secundair onderwijs is het gebruik van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) verplicht vanaf het schooljaar 2025-2026.*

In afwijking van het eerste lid is het gebruik van het luik "leerlingvolgsysteem" van het DaccE verplicht vanaf de schooljaren:

1° 2026-2027: voor alle leerlingen van het 1e jaar secundair onderwijs;

2° 2027-2028: voor alle leerlingen van het 2e jaar secundair onderwijs;

3° 2028-2029: voor alle leerlingen van het 3e jaar secundair onderwijs;

4° 2029-2030: voor alle leerlingen van het 4e jaar secundair onderwijs;

5° 2030-2031: voor alle leerlingen van het 5e jaar secundair onderwijs;

6° 2031-2032: voor alle leerlingen van het 6e jaar secundair onderwijs;

7° 2032-2033: voor alle leerlingen van het 7e jaar van het secundair onderwijs.

§ 3. *Een facultatieve toegang tot het DAccE wordt telkens geopend ten laatste vanaf de maand april voorafgaand aan het schooljaar waarin het gebruik van het luik "leerlingvolgsysteem" of het luik "schoolbezoek" van het DAccE verplicht wordt overeenkomstig paragrafen 1 en 2. Deze facultatieve toegang tot het DAccE wordt afgesloten aan het einde van de maand juni voorafgaand aan het schooljaar waarin het gebruik van het luik "leerlingvolgsysteem" of het luik "schoolbezoek" van het DAccE verplicht wordt overeenkomstig paragrafen 1 en 2. Zo kunnen toekomstige gebruikers het luik "leerlingvolgsysteem" of het luik "schoolbezoek" van het DAccE ontdekken en begrijpen. De gegevens die tijdens deze periode door deze gebruikers worden ingevoerd, worden uiterlijk op 31 augustus automatisch en systematisch verwijderd."*

Art. 57. Artikel 11 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2023, wordt als volgt vervangen:

"Artikel 11. §1. In het gespecialiseerd kleuteronderwijs en in het gespecialiseerd basisonderwijs is het gebruik van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) verplicht vanaf het schooljaar 2025-2026.

In afwijking van het eerste lid is het gebruik van het onderdeel "schoolbezoek" van het DAccE verplicht vanaf het schooljaar 2026-2027.

§ 2. *In het gespecialiseerd secundair onderwijs is het gebruik van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) verplicht vanaf het schooljaar 2025-2026.*

In afwijking van het eerste lid is het gebruik van het luik "leerlingvolgsysteem" van het DaccE verplicht vanaf de schooljaren:

1° voor leerlingen van vorm 1 van het gespecialiseerd secundair onderwijs is het gebruik van het luik "leerlingvolgsysteem" van het DAccE overeenkomstig dit decreet verplicht vanaf het schooljaar 2026-2027;

2° voor leerlingen van vorm 2 van het gespecialiseerd secundair onderwijs is het gebruik van het luik "leerlingvolgsysteem" van het DAccE overeenkomstig dit decreet verplicht vanaf het schooljaar 2026-2027;

3° voor leerlingen van vorm 3 van het gespecialiseerd secundair onderwijs is het gebruik van het luik "leerlingvolgsysteem" van het DAccE overeenkomstig dit decreet verplicht vanaf de volgende schooljaren:

a) 2026-2027: voor alle leerlingen van de eerste fase en de tweede fase van vorm 3;

a) 2027-2028: voor alle leerlingen van de derde fase van vorm 3;

4° voor leerlingen van vorm 4 van het gespecialiseerd secundair onderwijs is het gebruik van het luik "leerlingvolgsysteem" van het DAccE overeenkomstig dit decreet verplicht vanaf de volgende schooljaren:

a) 2026-2027: voor alle leerlingen van het 1e jaar van het secundair onderwijs;

- b) 2027-2028: voor alle leerlingen van het 2e jaar van het secundair onderwijs;
- c) 2028-2029: voor alle leerlingen van het 3e jaar van het secundair onderwijs;
- d) 2029-2030: voor alle leerlingen van het 4e jaar van het secundair onderwijs;
- e) 2030-2031: voor alle leerlingen van het 5e jaar van het secundair onderwijs;
- f) 2031-2032: voor alle leerlingen van het 6e jaar van het secundair onderwijs;
- g) 2032-2033: voor alle leerlingen van het 7e jaar van het secundair onderwijs.

§ 3. Een facultatieve toegang tot het DAccE wordt telkens geopend ten laatste vanaf de maand april voorafgaand aan het schooljaar waarin het gebruik van het luik "leerlingvolgsysteem" of het luik "schoolbezoek" van het DAccE verplicht wordt overeenkomstig paragrafen 1 en 2. Deze facultatieve toegang tot het DAccE wordt afgesloten aan het einde van de maand juni voorafgaand aan het schooljaar waarin het gebruik van het luik "leerlingvolgsysteem" of het luik "schoolbezoek" van het DAccE verplicht wordt overeenkomstig paragrafen 1 en 2. Zo kunnen toekomstige gebruikers het luik "leerlingvolgsysteem" of het luik "schoolbezoek" van het DAccE ontdekken en begrijpen. De gegevens die tijdens deze periode door deze gebruikers worden ingevoerd, worden uiterlijk op 31 augustus automatisch en systematisch verwijderd."

Art. 58. In artikel 10 van het decreet van 7 juli 2022 tot implementering van de Mosa Ballet School en instelling van een experimenteel stelsel voor artistieke vorming in dans op de eerste gemeenschappelijke graad en op de tweede en derde graden van het algemeen secundair doorstromingsonderwijs, worden de woorden "in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot uitvoering van de artikelen 8, §1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het besluit van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie" vervangen door de woorden "krachtens artikel 1.7.1-8 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs."

HOOFDSTUK 4. — Overgangsbepalingen

Art. 59. § 1. Vanaf het schooljaar 2024-2025 implementeren de scholen voor gewoon of gespecialiseerd kleuter-, basis- en secundair onderwijs, de collectieve maatregelen ter voorkoming van schoolverzuim en schooluitval als bedoeld in de artikelen 1.7.1-27 en 1.7.1-30 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, zoals ingevoerd bij artikel 7. In afwijking van artikel 1.7.1-27, tweede lid, 1°, van voornoemd Wetboek, wordt de controle op het schoolbezoek in het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 1.7.1-7 tot 1.7.1-11 van voornoemd Wetboek.

In het secundair onderwijs worden de "herinschakelingsborgers" bedoeld in artikel 1.7.1-30 van voornoemd Wetboek aangesteld vanaf het tweede semester van het schooljaar 2024-2025. De specifieke opleiding bedoeld in artikel 1.7.1-30, §2, tweede lid, van voormeld Wetboek wordt georganiseerd vanaf het tweede semester van het schooljaar 2024-2025.

Onverminderd het eerste lid, blijven gedurende het schooljaar 2024-2025 de artikelen 1.7.1-27 en 1.7.1-30 van voormeld Wetboek van toepassing in het basis- en secundair onderwijs in hun formulering de dato 25 augustus 2024.

§ 2. Vanaf het schooljaar 2025-2026 wordt de controle van het schoolbezoek in het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 1.7.1-8 tot en met 1.7.1-11 van het Wetboek voor het basisonderwijs en het secundair onderwijs, zoals vervangen door de artikelen 2, 3, 5 en 6. In afwijking van artikel 1.7.1-27, tweede lid, 1°, van voornoemd Wetboek, wordt de controle op het schoolbezoek in het gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs tijdens het schooljaar 2025-2026 uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 1.7.1-7 tot en met 1.7.1-11 van voornoemd Wetboek in de formulering de dato 25 augustus 2024.

Vanaf het schooljaar 2025-2026 zijn het individuele opvolgings- en begeleidingsschema ter bestrijding van schoolverzuim en schooluitval als bedoeld in de artikelen 1.7.1-31 tot en met 1.7.1-52 van voormeld Wetboek en de maatregelen als bedoeld in de artikelen 1.7.1-54 en 1.7.1-55 van voormeld Wetboek, zoals ingevoerd bij de artikelen 7 en 8, van toepassing op het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs. Gedurende het schooljaar 2025-2026 worden de artikelen 1.7.1-33, §1, eerste lid, 2°, 1.7.1-38, §1, 3°, 1.7.1-40, §2, derde lid, 1.7.1-41, §2, derde lid, van hetzelfde Wetboek niet toegepast op het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs.

Gedurende het schooljaar 2025-2026 blijven 1.7.1-25 tot en met 1.7.1-36 van voormeld Wetboek van toepassing in het gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs in de formulering de dato 25 augustus 2024.

§ 3. Vanaf het schooljaar 2026-2027 wordt de controle van het schoolbezoek in het gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 1.7.1-8 tot en met 1.7.1-11 van het Wetboek voor het basisonderwijs en het secundair onderwijs, zoals vervangen door de artikelen 2, 3, 5 en 6.

Vanaf het schooljaar 2026-2027 zijn het individuele opvolgings- en begeleidingsschema ter bestrijding van schoolverzuim en schooluitval als bedoeld in de artikelen 1.7.1-31 tot en met 1.7.1-52 van datzelfde Wetboek en de maatregelen als bedoeld in de artikelen 1.7.1-54 en 1.7.1-55 van voormeld Wetboek, zoals ingevoerd bij de artikelen 7 en 8, van toepassing op het gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs. Gedurende het schooljaar 2026-2027 worden de artikelen 1.7.1-33, §1, eerste lid, 2°, 1.7.1-38, §1, 3°, 1.7.1-40, §2, derde lid 3, 1.7.1-41, §2, derde lid, van hetzelfde Wetboek niet toegepast op het gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs.

Vanaf het schooljaar 2026-2027 en met betrekking tot het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs zijn de artikelen 1.7.1-33, §1, eerste lid, 2°, 1.7.1-38, §1, 3°, 1.7.1-40, §2, derde lid, 1.7.1-41, §2, derde lid, van hetzelfde Wetboek van toepassing.

§ 4. Vanaf het schooljaar 2027-2028 zijn de artikelen 1.7.1-33, §1, eerste lid, 2°, 1.7.1-38, §1, 3°, 1.7.1-40, §2, derde lid, 1.7.1-41, §2, derde lid, van hetzelfde Wetboek van toepassing in het gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs.

Art. 60. Het Monitoringcomité ingesteld bij artikel 1.7.1-53 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, zoals ingevoegd bij artikel 7, stelt zijn eerste jaarlijkse monitoringrapport op in het schooljaar 2026-2027.

Art. 61. § 1. Voor de toepassing van artikel 1.7.11-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, zoals ingevoerd bij artikel 9, bestaat de geïntegreerde scholenbijstandsdienst aanvankelijk ten minste uit de personeelsleden die op 25 augustus 2024 deel uitmaken van de diensten waarvoor zij in de plaats tredt, met name:

1° de dienst voor schoolbemiddeling bedoeld in de artikelen 7 tot en met 13 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;

2° de mobiele teams bedoeld in artikelen 14 tot en met 18 van voornoemd decreet van 21 november 2013;

3° de administratieve coördinatriceel voor de acties ter voorkoming van geweld op school, schoolverzuim, schooluitval en vroegtijdig schoolverlaten, bedoeld bij artikel 22 van voornoemd decreet van 21 november 2013;

4° de ambtenaren die voltijds zijn toegewezen aan het gratis telefoonnummer "Écoute Ecole".

§ 2. In afwijking van artikel 1.7.11-2, §2, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs behouden de in het eerste lid bedoelde ambtenaren die bij de inwerkingtreding van dit decreet geen statutaire ambtenaar van de diensten van de Regering zijn, hun eerdere administratieve en verloningsstatus.

De ambtenaren zijn aan dezelfde ethische verplichtingen gebonden als degenen die de status hebben van statutaire of contractuele ambtenaren van de diensten van de Regering, en worden door hun hiërarchie onder dezelfde voorwaarden geëvalueerd.

§ 3. Na goedkeuring van het in artikel 1.7.11-2, §2, tweede lid, bedoelde kader:

1° de ambtenaren die eerder waren toegewezen aan mobiele teams, worden toegewezen aan de functies van psychosociaal tussenpersoon bedoeld in artikel 1.7.11-2, §2, eerste lid, 3°, a);

2° de ambtenaren die eerder waren toegewezen aan de dienst voor schoolbemiddeling, worden toegewezen aan de functies van bemiddelaar bedoeld in artikel 1.7.11-2, §2, eerste lid, 3°, b);

3° de ambtenaren die eerder waren toegewezen aan de administratieve coördinatiecél voor de acties ter voorkoming van geweld op school, schoolverzuim, schooluitval en vroegtijdig schoolverlaten, worden toegewezen aan de administratieve cel die het hiërarchisch hoofd van de geïntegreerde scholenbijstandsdienst als bedoeld in artikel 1.7.11-2, §2, eerste lid, 1°, bijstaat;

4° de ambtenaren die eerder waren toegewezen aan het gratis telefoonnummer "Écoute Ecole" worden toegewezen aan de functies van ambtenaar verantwoordelijk voor de telefoonpermanenties voor spannings- of geweldsituaties in de schoolomgeving bedoeld in artikel 1.7.11-2, §2, eerste lid, 3°, c).

Art. 62. Voor de toepassing van artikel 1.7.11-4, eerste lid, 2°, kunnen de ambtenaren van de mobiele teams in het schooljaar 2024-2025 individueel tussenbeide komen bij een leerling in het kader van de strijd tegen schooluitval en de strijd tegen schoolverzuim.

Tijdens de schooljaren 2025-2026 en 2026-2027 kunnen de ambtenaren van de mobiele teams individueel tussenbeide komen bij een leerling in het kader van de strijd tegen schooluitval en de strijd tegen schoolverzuim in overeenstemming met de regels van toepassing op het betreffende onderwijsniveau.

Art. 63. Tijdens het schooljaar 2024-2025 wordt voor de diensten voor schoolherinschakeling een opleiding georganiseerd over het sturingsproces bedoeld in artikelen 23/1 tot en met 23/4 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, zoals ingevoerd bij artikel 33.

De sturingsplannen van de diensten voor schoolherinschakeling bedoeld in artikelen 23/1 tot en met 23/4 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, zoals ingevoerd bij artikel 33, moeten vanaf 25 augustus 2025 opgesteld worden.

Art. 64. In het schooljaar 2025-2026 staan de diensten voor schoolherinschakeling in voor de ondersteuning van leerlingen uit het gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs overeenkomstig de artikelen 34 en volgende van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, in de formulering de dato 25 augustus 2024.

Art. 65. In de schooljaren 2024-2025 en 2025-2026 kan de Minister bevoegd voor verplicht onderwijs de ondersteuning van een minderjarige door een van de schoolintegratiecellen overeenkomstig artikel 1.7.1-47, §2, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs zoals ingevoerd bij artikel 7 beschouwen als voldoende aan de verplichtingen inzake leerplicht en schoolbezoek.

HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

Art. 66. Artikelen 1.7.1-27 en 1.7.1-30, zoals ingevoerd bij artikel 7, artikelen 9, 17, 18, 19, 20, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 34, 36, 38, 39, 47, 49, 53, 54, 56, 57 en 59 tot en met 65 treden in werking op 26 augustus 2024.

Art. 67. Met uitzondering van de bepalingen waarvan de inwerkingtreding is vastgelegd in artikel 66, treedt dit decreet in werking op 25 augustus 2025.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 2024.

De Minister-president, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en belast met het toezicht op Wallonië-Brussel Onderwijs,
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en minister van Kind, Gezondheid,
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,
Fr. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Bescheiden van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 709-1. — Amendement(en) in de commissie, nr. 709-2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 709-3

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Zitting van 25 april 2024.